

UN CHAPITRE de l'Histoire Diplomatique de l'Iran

Les Traités entre l'Iran et la Russie depuis
le XVI^e siècle jusqu'à 1917

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 Juillet 1941, à 14 heures

PAR

Reza SARDARI

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES DE PARIS

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. SCELLE, Professeur

Suffragants : MM. GIDEL, Professeur
SIBERT, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1941



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UN CHAPITRE
de l'Histoire Diplomatique
de l'Iran

UN CHAPITRE de l'Histoire Diplomatique de l'Iran

Les Traités entre l'Iran et la Russie depuis
le XVI^e siècle jusqu'à 1917

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 Juillet 1941, à 14 heures

PAR

Reza SARDARI

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES DE PARIS

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. SCELLE, Professeur

Suffragants : MM. GIDEL, Professeur
SIBERT, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1941

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES PARENTS

A MA FEMME

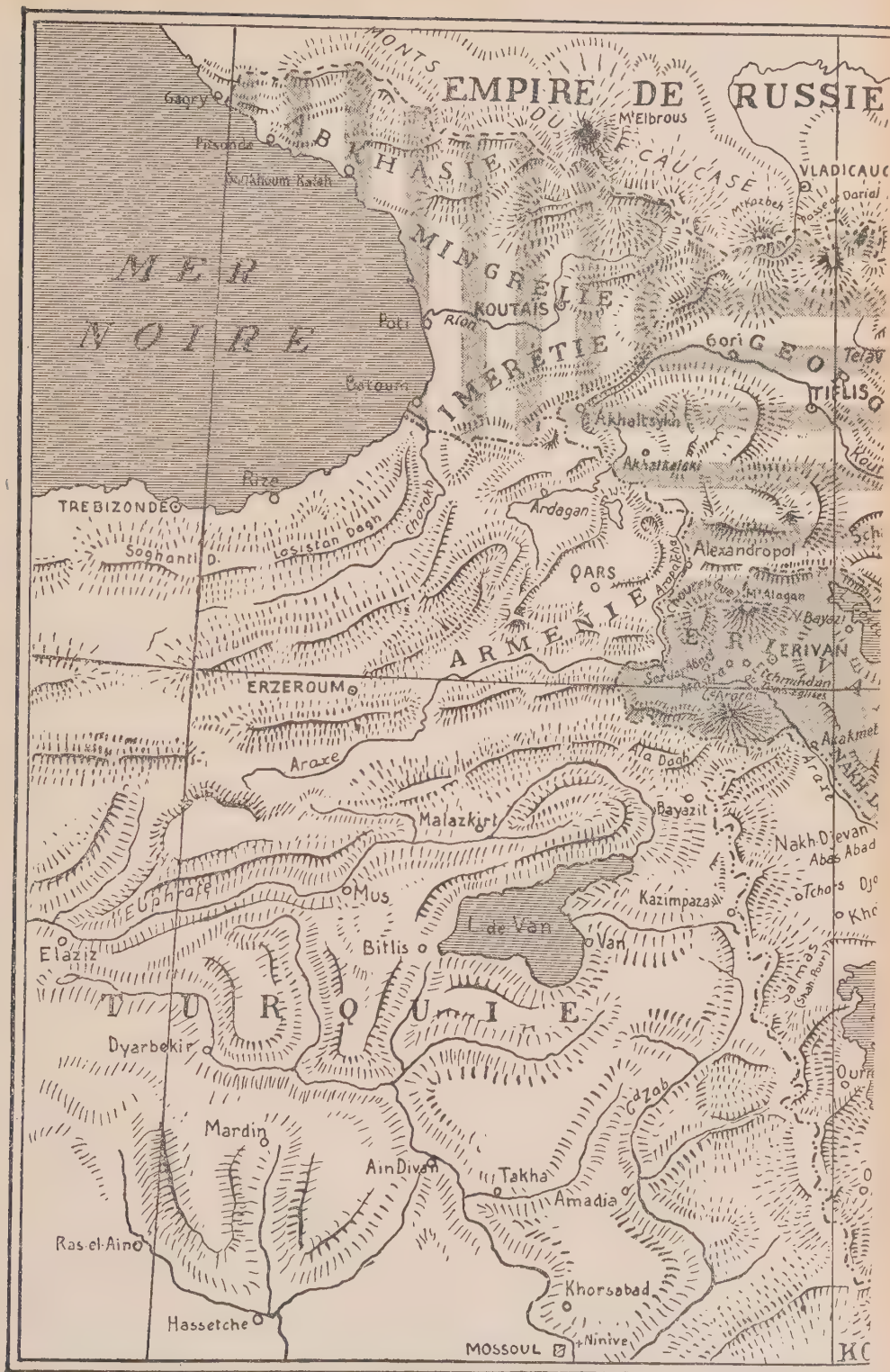
A MON MAITRE ET PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR G. SCELLE

À MES MAITRES DE LA FACULTÉ

*« Tous les efforts de la violence ne
peuvent affaiblir la vérité et ne ser-
vent qu'à la relever davantage. »*

PASCAL.

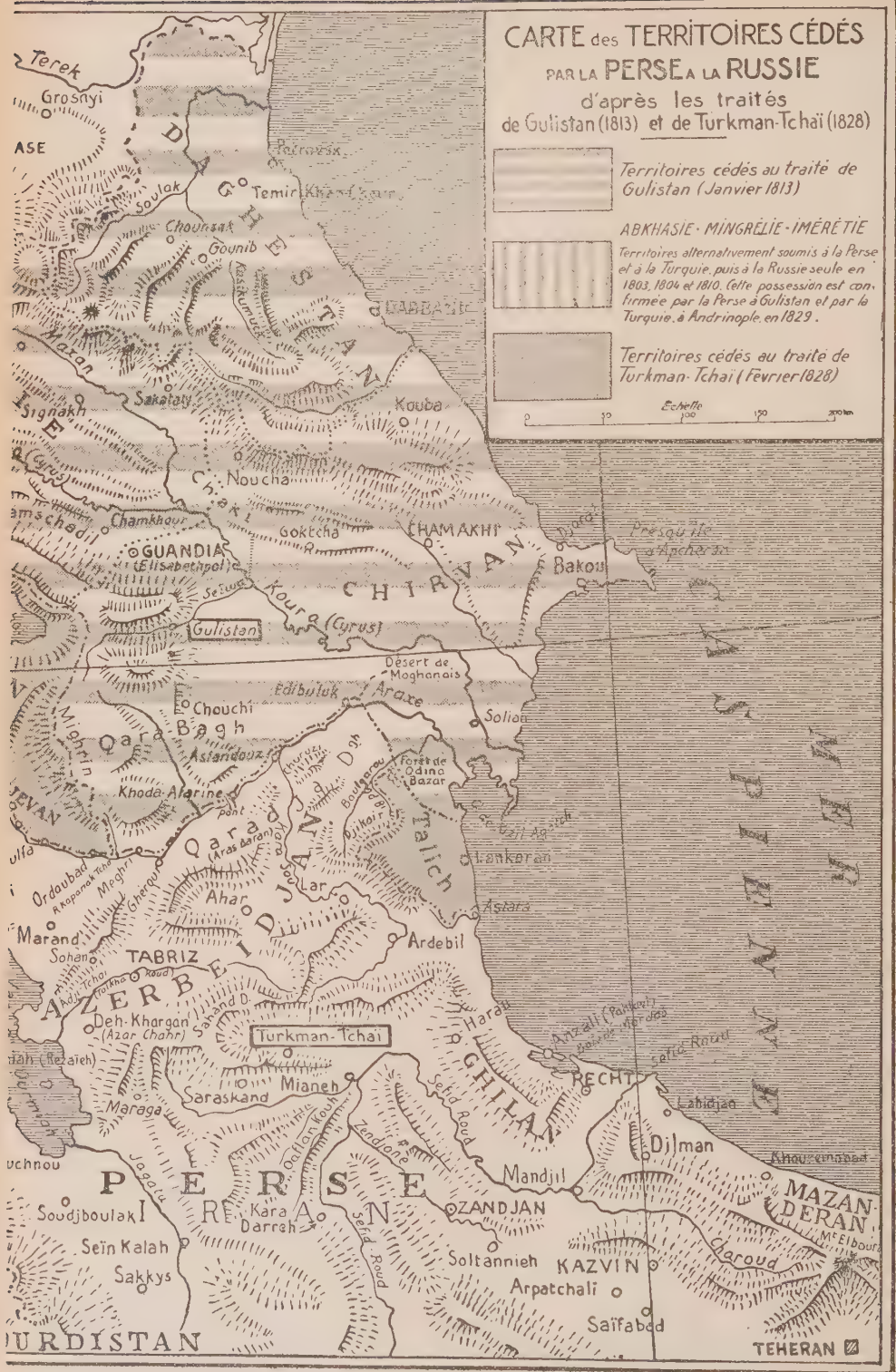
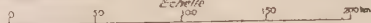


CARTE des TERRITOIRES CÉDÉS
PAR LA PERSE A LA RUSSIE
d'après les traités
de Gulistan (1813) et de Türkman-Tchai (1828)

*Territoires cédés au traité de
Gulistan (Janvier 1813)*

ABKHASIE · MINGRELIE · IMÉRÉTIE
Territoires alternativement soumis à la Perse
et à la Turquie, puis à la Russie seule en
1803, 1804 et 1810. Cette possession est con-
firmée par la Perse à Gulistan et par la
Turquie, à Andrinople, en 1829.

*Territoires cédés au traité de
Turkman-Tchai (Février 1828)*



PRÉLIMINAIRES

CHAPITRE PREMIER

LA PLACE DE L'IRAN DANS LA POLITIQUE DE LA RUSSIE

L'Iran est situé entre les 25° et 40° degrés de latitude Nord et les 41° et 30° degrés de longitude Est de Paris. Dans ses limites actuelles, sa superficie est de 1.648.000 km² donc 3 fois supérieure à celle de la France.

Bien que des guerres malheureuses et des intrigues politiques exécrables l'aient privé au cours des siècles de bien des provinces, Caucase, Turkestan, Géorgie... sur lesquelles ses droits étaient incontestables, l'Iran est encore par sa superficie après la Chine et les territoires russes et anglais, le plus grand Etat du monde asiatique, ses limites sont : au Nord : le Caucase, le Turkestan russe, la mer Caspienne, les fleuves Araxe et Ornis ; au Sud : la mer d'Oman et le golfe Persique ; à l'Ouest : la Mésopotamie, aujourd'hui l'Irak, avec les monts Zagros et le Kurdistan turc ; à l'Est : les monts Soleïman qui le séparent de l'Afghanistan et du Béloutchistan anglais : deux anciennes provinces de notre pays.

Par sa position géographique, l'Iran occupe donc toute la partie occidentale du vaste plateau ira-

nien dont l'Afghanistan et le Beloutchistan occupent le versant oriental.

Plateau entouré d'une ceinture de montagnes : (l'Elbourz et l'Indoukoch au Nord, le long de la plaine russe et de la mer Caspienne ; les monts de l'Arabistan et du Mokran au Sud, le long du golfe Persique ; les chaînes de Zagros et Soleïman qui se développent presque symétriquement à l'Est et à l'Ouest) l'Iran figure assez bien un immense parallélogramme montagneux à l'Ouest de l'Asie intermédiaire entre l'extrême-Orient et les pays d'Orient et même d'Occident.

Par suite de cette constitution physique, l'Iran a vu ses principales villes s'élever sur le plateau que forment les deux chaînes du Nord et du Sud : Hamadan, Ispahan déchue de son rôle de capitale depuis 1785, Meched-Mourghab, Persépolis, Chiraz. Sur l'autre plateau s'élèvent Ardakan, Kerman et Yezd ; enfin au Nord sur le versant intérieur des monts de la Caspienne, Tauris, centre commercial important, Recht, Kazvin, Meched et Téhéran, siège actuel du gouvernement de Sa Majesté Reza Shah Pahlevi.

Le relief tourmenté de l'Iran a déterminé de grandes inégalités dans la richesse de son sol selon les différentes régions ; au Nord sont les provinces les plus fertiles : Caucase, Turkestan, Géorgie, dont les Russes se sont emparés. C'est encore là que se trouvent les terres les plus riches du royaume en céréales, plantes industrielles, fruits... Au centre du pays longeant l'Afghanistan, c'est le désert stérile de Lout ; au Sud, dans les provinces qui confinent à l'Afghanistan et au Béloutchistan, ce sont des terres légères de fertilité inégale mais généralement médiocres.

La population iranienne, qui était jadis deux fois plus dense, a vu son chiffre tomber à 18.000.000

d'habitants par suite des ravages des guerres étrangères, de l'insécurité due aux guerres civiles et de l'état arriéré dans lequel Russes et Anglais ont systématiquement maintenu l'Iran au point de vue social et économique.

Enfin les troubles de la dernière guerre qui fit de notre pays, neutre cependant, mais n'ayant pas les moyens matériels pour faire respecter sa neutralité, le champ de rencontre des Anglais contre les Germano-Turcs, puis des Russes contre les Ottomans, enfin des Russes blancs contre les Russes rouges, firent de grands ravages dans la population et dans les richesses de l'Iran.

La vieille population persane de race aryenne se groupe au centre de l'enceinte rocheuse ; autour d'elle les éléments étrangers auxquels elle est restée fermée : Turcs de l'Azerbaïdjan, Kadjars, Bakhtyaris d'origine mongole qui occupent la vallée orientale du Louristan, Kirghiz, nomades des montagnes de Bender-Bouchir à Chiraz, Kurdes et enfin Arabes négritos dans le Sud-Est.

Par sa situation entre l'Occident et l'extrême-Orient, l'Iran devait être l'intermédiaire séculaire des deux grandes civilisations, le trait d'union entre l'Asie et l'Europe. Les Anglais disent qu'il est « The high way of the nations » ; l'Iran est en effet juste à mi-chemin des côtes atlantiques de l'extrême Nord et des côtes pacifiques de l'extrême Asie, à distance égale du Kamtchatka et du cap de Bonne-Espérance, il est au centre de la carte du monde. En particulier tous les échanges terrestres de l'Europe vers l'Asie ou réciproquement, d'Orient en Occident, doivent emprunter ses voies de communication.

Il en était ainsi dans l'antiquité où l'Iran fut successivement le lieu de passage de tous les peuples commerçants jusqu'à la découverte, en 1498, de la

route de l'Inde par Vasco de Gamma ; sa situation mitoyenne entre l'Orient et l'Occident fut pour les habitants de l'empire une inépuisable source de richesses.

C'est par la voie du commerce que l'Iran entre en relation avec les autres peuples. Ce n'est qu'ensuite que la politique mit son accent sur ces relations (1).

Avant le mouvement de rénovation nationale de 1921, le droit public envisageait déjà l'Iran comme un Etat que n'affectaient ni protectorat ni contrôle international, mais sa décomposition politique l'avait en fait privé de l'avantage d'être un état souverain (2).

Sa situation géographique a toujours été la raison majeure de la politique d'annexion ouverte ou voilée de la Russie d'abord contre notre pays, de la Russie contre l'Angleterre ensuite et de la Russie et de l'Angleterre conjointes en dernier lieu.

La décomposition politique de l'Iran au XIX^e et au XX^e siècle jusqu'à 1917 a servi l'impérialisme anglo-russe autant que la force des armées.

Nous disons l'impérialisme anglo-russe, car, que l'on étudie l'histoire de l'Iran dans ses rapports avec l'Angleterre ou avec la Russie isolément, il n'en demeure pas moins impossible de se limiter à ses rapports bilatéraux. Politique anglaise et politique russe en Asie centrale se déterminent réciproquement, naissent, évoluent et se développent en fonction l'une de l'autre.

Ce serait prétendre à une vue incomplète dans

(1) Sur l'histoire des relations commerciales entre l'Asie et l'Europe à travers l'Iran, consulter Matine Daftary : *La suppression des Capitulations en Perse*, p. 45, seq.

(2) Aubin : *La Perse d'aujourd'hui*, p. 216.

l'étude que nous nous proposons de consacrer aux relations politiques irano-russes, des origines à 1917, que de vouloir faire abstraction du facteur anglais qui tient une si grande place dans les principes directeurs de la politique de Saint-Pétersbourg à l'égard de notre pays.

Ces principes directeurs sont au nombre de deux : l'accès à la mer libre d'une part, l'accès aux Indes d'autre part. Dans un cas comme dans l'autre, l'Iran, dans la poursuite de ces buts ne sera jamais qu'un moyen en vue d'une fin. Annexions territoriales, pénétration économique, immixtion politique, tous les moyens dont la Russie va successivement user envers notre pays ne tendront jamais qu'à faciliter à travers l'Iran la réalisation de ces deux buts : s'assurer un débouché sur les mers libres de glace, incorporer à la couronne de Russie le joyau colonial des Indes.

En dehors de la mer Blanche, la Russie ne confronte qu'à des mers fermées, et dans ces mers intérieures plusieurs de ses ports les plus importants tels que Kronstadt ou Odessa, sont chaque année interdits par la glace pendant une période de 1 à 3 mois. La Russie proprement dite, la Moscovie ne touchant donc à aucune mer libre, la politique moscovite va, des siècles durant, chercher à étendre la puissance impériale jusqu'aux mers chaudes. Dans ce but, quatre directions d'expansion vers la mer libre lui étaient offertes :

- La direction de la Méditerranée ;
- La direction de la Baltique ;
- La direction du golfe Persique et de l'Océan Indien ;
- La direction de l'Océan Pacifique.

Les efforts russes se portèrent d'une part sur

l'accès à la Méditerranée en s'assurant le contrôle du Bosphore, et d'autre part sur le golfe Persique et l'Océan Indien conjointement. Cette deuxième direction était préférable. Le contrôle des Détroits ne pouvait que susciter l'inquiétude des grandes puissances européennes et de fait il valut à la Russie de sanglantes déconvenues. Si, au contraire, le choix de la Russie se fixait sur le golfe Persique et l'Océan Indien, trois chemins s'ouvraient devant elle pour y accéder. La Russie pouvait passer par l'Arménie et le Kurdistan ou bien par la Perse ou enfin par le Turkestan, le Béloutchistan et l'Afghanistan.

Dans les trois cas elle rencontrait sur son chemin des puissances qui, à l'exception de la Porte, étaient moins redoutables que les puissances occidentales, et dont aucune n'était son égale territorialement. Et il était aussi difficile d'inquiéter la Russie dans l'Hinterland que de la menacer à l'Orient dans ses possessions d'Asie. La possession assurée des côtes de deux mers mondiales, Océan Indien et Pacifique, avec des pays aux richesses naturelles immenses, ne pourrait que contribuer à une expansion considérable du commerce maritime de la Russie et de sa flotte marchande (3).

Des Etats s'interposaient sans doute entre les Tsars et la réalisation de leur ambition : l'empire ottoman, le royaume persan, la principauté afghane, mais on ne pouvait les comparer aux puissances occidentales et ils n'étaient pas tous d'égale force.

Si dans les guerres russo-turques, les Russes ont eu souvent des victoires pénibles, il ne leur était pas nécessaire pour s'assurer un accès à l'Océan Indien d'affronter l'empire ottoman ; le meilleur était

(3) Schon Über Die Ziele Russlands in Asien, p. 92.

de passer par le territoire de l'Iran qui représentait donc le chemin le plus court et le plus simple.

Ces idées de conquête qui vont amener la disparition des relations d'amitié et de commerce entre l'Iran et la Russie et l'ouverture d'une longue période de luttes armées, de pénétration psychologique, d'annexion pacifique et d'immixtions politiques, apparaissent en Russie avec Pierre le Grand ; et ses successeur ne feront que continuer les directives du vainqueur de Charles XII.

Les auteurs ont coutume, lorsqu'ils traitent de la politique orientale de Pierre le Grand, de citer un passage, toujours le même, de ce testament impérial qu'on lui a attribué, et dont nul ne conteste aujourd'hui qu'il fût l'œuvre d'un faussaire. Nous conformant à cette tradition vénérable, nous le citerons aussi, non pour sa valeur prophétique, puisqu'il fut écrit en 1812, c'est-à-dire à une époque où on pouvait déjà juger à ses fruits la politique orientale de la Russie, mais parce qu'il donne sous une forme assez concise les traits et les méthodes de la politique russe dans ces parages :

« Approcher le plus possible de Constantinople
« et des Indes. Celui qui y régnera sera le véritable
« maître du monde. En conséquence, susciter des
« guerres continuelles tantôt aux Turcs, tantôt aux
« Perses, établir des chantiers sur la mer Noire,
« s'emparer peu à peu de cette mer, ainsi que de
« la Baltique, ce qui est un double point nécessaire
« à la réussite du projet, hâter la décadence de la
« Perse, pénétrer jusqu'au golfe Persique, rétablir,
« si c'est possible, par la Syrie, l'ancien commerce
« du Levant, et avancer jusqu'aux Indes, qui sont
« l'entrepôt du monde. Une fois là, on pourra se
« passer de l'or de l'Angleterre. »

Si ce document est un faux dans sa lettre, il est authentique selon l'esprit, et il n'y a à cela aucun mérite, parce qu'il a été forgé à une époque où les visées de la Russie sur les Indes étaient le moteur évident de sa politique en Iran, car l'Iran commandait l'accès à l'Indoustan comme l'accès au golfe Persique. Défendu du côté de la Russie par le Daghestan, la Géorgie et l'Arménie, l'Iran couvrait d'autre part les frontières de l'Inde avec ses provinces de l'Afghanistan et du Béloutchistan. Il eût été étonnant, dès lors, que la Russie, cherchant à dominer l'Iran pour déboucher sur le golfe Persique, n'eût pas songé à utiliser cette domination pour s'orienter vers les Indes, source fabuleuse de toutes les richesses ! Ainsi s'imposera par la nature même des choses à la Russie le deuxième élément de sa politique orientale : la conquête des Indes.

Sans doute les diplomates russes ont-ils, lorsque la situation politique internationale l'exigeait, affirmé que la Russie n'avait que faire de l'Inde. Avec beaucoup de force ils feront valoir en 1838 que la Russie est trop éloignée des Indes pour en tirer profit et y écouler ses produits, que les difficultés des moyens de transports, la nature des régions comprises entre l'Indus et la Caspienne ne permettaient pas à la Russie d'y entretenir une armée des Indes, protestations qu'ils renouvelleront à plusieurs reprises ; sans tromper personne ni pouvoir effacer leur politique antérieure. Il serait, par exemple, singulier que de 1850 à 1880 les Russes aient fait la conquête du Turkestan si c'était uniquement pour régner sur quelques oasis dont l'occupation coûte au gouvernement impérial 25.000.000 de roubles par an, tandis qu'à côté, le revenu annuel de l'Inde était à la même époque de 2 milliards.

L'éloignement n'a jamais amené les Russes à

abandonner la Sibérie et cependant la distance est supérieure à celle de l'Inde, la politique russe de pénétration ferroviaire en Asie ne serait donc pas embarrassée de cette objection. Notons au surplus que les ports russes de la mer Noire sont moins éloignés de l'Inde que les ports de l'Angleterre ; de Sanaks, dernier poste russe en Asie, à Hérat (4), la distance n'est que de 370 km. ; de Hérat à Quetta, premier poste anglais sur la frontière des Indes, elle est à peu près du double. Or, la place de Hérat et la vallée de l'Héri-Roud constituent pour la Russie une excellente base de concentration et d'approvisionnement. Enfin, la Russie maîtresse des Indes serait libre d'y élever les droits d'entrée pour les marchandises étrangères de façon à écouler ses produits à des prix rémunérateurs (5).

Ce double objectif : accès au golfe Persique et conquête des Indes a constitué le motif permanent de la politique russe en Orient central, et plus particulièrement en Iran : notre pays étant en quelque manière le lien géométrique des deux éléments de cette politique. A la réalisation de ces desseins, la Russie s'est appliquée avec une assiduité et une continuité qui ne se sont jamais démenties et qui, en 1770 déjà, permettaient ce jugement sans équivoque du ministre français des affaires étrangères à son ambassadeur en Russie, Baron de Breteuil : « La saine politique ne doit pas permettre qu'on laisse la cour de Saint-Pétersbourg augmenter sa puissance et étendre les bornes de son empire. La vigilance est d'autant plus nécessaire qu'il y a longtemps que la cour de Saint-Pétersbourg a un plan de politique

(4) Dans l'Afghanistan.

(5) De Beylie : L'Inde sera-t-elle russe ou anglaise ? p. 6.

tout formé dont elle ne s'écarte pas et qui paraît bien lié dans toutes les parties, mais qu'elle ne développe que successivement et à mesure que les événements et les circonstances lui en fournissent l'occasion, et ses ministres défiants et soupçonneux joignent à la dissimulation naturelle à leur nation la suite la plus méthodique dans leurs propos, leurs écrits et leurs démarches. »

Rien mieux que ce jugement impartial d'un diplomate français n'a jamais stigmatisé l'hypocrisie et la duplicité dont l'impérialisme russe a fait preuve envers notre pays, dans la poursuite de ses buts de conquête et d'annexion. Trop souvent se parant du voile de la défense de nos intérêts, il a réussi à flatter le cœur de nos souverains et à en gagner la confiance. Car ceux-ci n'auraient jamais pu soupçonner l'étendue des facultés de dissimulation et de fourberie des maîtres de la Russie, eux qui ont toujours fait leur, la règle du Khalife Ali Amirol Momenine, chef de la religion shiite, cousin et gendre de Mahomet : « Quand tu as passé un traité avec l'ennemi, sois toujours fidèle à tes engagements. N'essaie jamais de les éluder. La bonne foi dans les traités est un lieu d'asile où le seigneur a voulu placer le faible auprès du fort. Ne te livre jamais à des interprétations tendancieuses ou à des commentaires fantaisistes des engagements que tu as signés. N'use pas de phrases et de mots à double entente, une interprétation aussi déloyale déplaît à Dieu. Exécute les engagements tels qu'ils sont et souffres patiemment les conséquences douloureuses ou fâcheuses qui peuvent en résulter. Le respect de tes engagements et de ta signature te concilieront et t'attireront les cœurs les plus durs. » Pour constante qu'elle soit, cette tendance de la politique russe n'a pas été sans subir des fluctuations ; elle ne s'est

pas développée d'un seul jet rectiligne et sans brisures, mais plutôt elle a varié d'intensité suivant que les armées et la diplomatie russes étaient ou n'étaient pas occupées en Europe dans les Balkans ou en Extrême Orient.

Ce qui est bien caractéristique c'est que la diplomatie russe dirigeait tout son effort vers l'Orient Moyen chaque fois qu'elle était déçue ailleurs dans ses projets.

C'est ainsi que battus à Sébastopol en 1855 et ainsi éloignés pour quelque temps du Bosphore et de Constantinople, les Russes se retournent vers l'Est cherchant en Extrême Orient les victoires que leur refuse l'Europe. Puis, battus à Port-Arthur et à Moukden par les Japonais et chassés de Mandchourie, ils se tournent à nouveau vers l'Iran, escomptant que leurs projets soulèveront une moindre résistance de l'Angleterre dont les forces ont été peu auparavant immobilisées et affaiblies dans la conquête Sud-Africaine.

L'Angleterre, de son côté, n'entendait pas laisser l'impérialisme russe s'ébattre librement en Asie Centrale, et en particulier dans l'Iran aux frontières de l'Inde. Si notre pays était pour la Russie la dernière étape avant l'arrivée sur les bords du golfe Persique et aux défilés des Indes, c'est sous le même angle que l'Angleterre considérait l'Iran. Palier de l'expansion russe, l'Iran figurait pour la Grande-Bretagne une zone avancée de la défense des Indes; après chaque guerre avec la Russie le Shah se trouvait en effet moins maître qu'auparavant d'orienter sa politique dans un sens défavorable aux intérêts russes et il était à craindre que progressivement l'Iran ne tombât complètement sous l'influence ou la domination de Saint-Pétersbourg. Et la pénétra-

tion russe en Iran n'était qu'un des aspects de la pénétration russe en Asie Centrale. Peu à peu, la Russie s'est emparée des vallées transcaspennes, a saisi les forteresses les plus importantes de l'Arménie, conquis de l'autre côté de la Caspienne des portions la plaçant à l'entrée même de la route des Indes. Or, il ne pouvait être indifférent à l'Angleterre que la Perse tombât sous la dépendance immédiate ou indirecte d'une grande puissance occidentale et il était du plus haut intérêt pour elle de ne pas laisser attacher aux flancs de l'empire anglo-indien un aussi favorable avant-poste. Au centre de l'Asie, le plateau de l'Iran commande en effet les chemins qui relient entre elles les parties opposées de ce continent massif et dominant les communications terrestres de l'Inde avec l'Europe. La question capitale pour l'Angleterre est de disposer de ces voies de communication ou tout au moins d'avoir la haute main sur elles autant que de rester maîtresse de l'Océan Indien (6).

Car si l'Angleterre est sur mer invulnérable, ou si, ne l'étant pas, elle réussit à le faire croire aux autres puissances (ce qui assure à de moindres frais le même résultat), elle a sur terre un point vulnérable qui est le joyau de son empire colonial. L'Inde peut être envahie à travers l'Iran ou l'Asie Centrale par l'Afghanistan ; ce chemin qui conduit entre les chaînes montagneuses de l'Iran à la passe de Kaboul est le vieux chemin des conquérants qui ont envahi les Indes par l'Afghanistan (7).

(6) Dr Rouire : La pénétration anglo-russe au XIX^e siècle en Asie, p. 4.

(7) Invasion d'Alexandre le Grand, 4 siècles a. J.C.

Invasion Schiite dans les premiers siècles de l'ère chrétienne.

Et la possession de l'Inde menacée, c'est le centre de gravité lui-même de l'empire colonial anglais en Asie qui est ébranlé : que l'on songe que sur les 434 millions d'habitants que comptent les possessions coloniales britanniques, l'Inde à elle seule en compte 300 millions. C'est dans l'Inde que s'emploient les activités intellectuelles et matérielles les plus considérables de l'Angleterre. C'est de la possession de l'Inde que dépend la situation de l'Angleterre en Asie, sa domination des marchés commerciaux d'Orient et d'Extrême Orient. Ce sont les richesses de l'Inde qui sont la base de toute richesse publique et privée en Angleterre. Pour l'Inde, l'Angleterre ne saurait trouver aucune compensation territoriale ; l'Inde perdue, l'Angleterre perdrait son pouvoir et ne retrouverait jamais sa situation privilégiée dans le monde.

Le plateau de l'Iran qui commande les voies d'accès aux Indes présente donc pour l'Angleterre un intérêt tout particulier, c'est-à-dire qu'elle ne saurait tolérer qu'une autre puissance s'y installe à sa place ; et les déclarations les plus passionnées n'ont jamais fait défaut en Angleterre pour étayer ce point de vue.

C'est Lord Palmerston qui écrit au ministre russe des Affaires Etrangères Nesselrode en 1838. à propos de l'incident de Hérat : « La Grande-Bretagne considère la Perse comme un rempart de la sé-

Invasion de Mahmoud' Gaznavi, Shah de Perse, en 1001.

Invasion de Tamerlan en 1398.

Invasion de Baber, fondateur de l'empire Mongol, 1524.

Invasion du Shah Nadir Afschar, 1738.

Invasion d'Ahmed Shah Abdali, 1760.

curité anglo-indienne contre l'attaque de n'importe quelle puissance européenne » (8).

Lord Curzon, vice-roi des Indes, dans son ouvrage sur « la Perse et la question persane », écrit dans le même sens : « L'empire de ces Etats asiatiques, Perse, Afghanistan, Thibet, peut être considéré comme le glacis de la forteresse des Indes. L'Angleterre n'a pas intérêt à occuper ces pays, mais elle ne saurait souffrir que des influences étrangères s'y développent et se fortifient sous nos murs. Ici il s'agit d'Etat militairement faibles, l'Angleterre doit être prête à défendre de sa propre main ses intérêts », et en conséquence, poursuit Lord Curzon, qui visent ici les projets d'annexion économiques de notre pays par la Russie : « Je considérerai la concession à la Russie d'un port sur le golfe Persique par une puissance quelconque comme une insulte délibérée à la Grande-Bretagne, comme un désir de rupture du *statu quo* et comme une provocation voulue à la guerre et j'accuserais le ministre britannique, coupable d'acquiescer à une pareille reddition, de trahison envers son pays. » (9)

Plus explicite encore la déclaration de l'amiral Mahan en 1902 : « Toute concession dans le golfe « Persique, soit par un arrangement formel avec « d'autres puissances, soit par négligence des intérêts commerciaux locaux qui étaient actuellement le contrôle politique et militaire (de la « Grande-Bretagne en Iran et en Asie Centrale) mettra en péril la situation navale de la Grande-Bre-

(8) Texte de la note dans Martens Murhard N. St. 7/1, n° 32. Voir aussi infra.

(9) Lord Curzon : *Persian and the Persian question*, T.2, p. 465.

« tagne en Extrême Orient, sa situation politique
« dans l'Inde, sa situation économique dans les deux
« régions et même le nœud impérial entre elles, et
« même l'Australasie. » Le contrôle du golfe Persique par un Etat étranger ayant une puissance navale considérable, une flotte y ayant comme base un port militaire puissant reproduiraient la situation de Cadix, Gibraltar et Malte dans la Méditerranée.

Ils flanqueraient toutes les routes conduisant en Extrême Orient, aux Indes et en Australie (ces deux dernières faisant actuellement partie de l'empire considéré comme système politique), et bien que la Grande-Bretagne fasse incontestablement échec à une pareille flotte ainsi placée, ils pourraient bien requérir un détachement assez grand pour affecter sérieusement la puissance générale de sa position navale.

Enfin, le 5 Mai 1903, parlant à la chambre des Lords en sa qualité de Ministre des Affaires Etrangères, Lord Landsdowne déclarait : « Je le dis sans hésitation, nous considérerions l'établissement d'une
« base navale ou d'un port fortifié dans le golfe Persique par une autre puissance comme une très
« grave menace aux intérêts britanniques et nous
« nous y opposerions certainement par tous les
« moyens à notre disposition. » (10)

Ce sont là les manifestations d'un véritable « Monroïsme » britannique en Orient et c'est en vertu de ce Monroïsme moins apparent que l'autre mais tout aussi intransigeant, que l'Angleterre, en toute occasion, s'efforcera de contrecarrer l'action russe en Asie Centrale et plus particulièrement en

— (10) Cité par Valada : Le golfe Persique, p. 50.

Iran. Trop faible pour résister à l'un ou à l'autre de ces impérialismes antagonistes, ballotté et tiraillé entre eux sans nul souci de sa souveraineté et de sa qualité d'Etat indépendant notre pays n'aura d'autre ressource pour échapper à leur étreinte ou la relâcher que d'essayer « *similia similibus* » de neutraliser ces appétits rivaux. Trop facilement il se croira prémuni contre toutes les mauvaises chances par les sympathies affectées de la Russie et de l'Angleterre agissant les unes dans un sens, les autres dans un autre, de sorte qu'elles doivent se faire un contre-poids dans les pires éventualités. Il n'y réussira pas. La duplicité anglaise comme la duplicité russe se joueront alternativement de la bonne foi de notre gouvernement, et chaque appel confiant qu'il adressera à l'une ou à l'autre puissance signifiera une nouvelle mutilation de son territoire, un nouvel empiètement sur sa souveraineté jusqu'au jour où les deux rivaux s'uniront pour mieux dépouiller notre pays.

Suivant le cours chronologique des rapports politiques irano-russes et s'attachant aux principes qui les déterminent et à la méthode qui préside à l'application de ses principes, notre étude comprendra quatre parties.

1° La période de conquête armée par la Russie de notre pays, de Pierre le Grand au traité de Turkamantchaï, 1828.

2° La période d'utilisation militaire de l'Iran par la Russie contre l'Angleterre, de 1828 au traité de Paris, 1856.

3° La période de pénétration psychologique et économique de l'Iran par la Russie, de 1856 aux conventions de 1907.

4° La période de l'intervention ouverte dans les affaires intérieures de l'Iran par l'impérialisme anglo-russe, de 1907 à la révolution russe.

Un chapitre préliminaire va tout d'abord nous fixer sur les relations irano-russes, des origines à Pierre le Grand.

CHAPITRE II

LA NAISSANCE DES RELATIONS POLITIQUES IRANO-RUSSES ET LEUR DÉVELOPPEMENT JUSQU'A PIERRE LE GRAND (1474-1722)

C'est au xv^e siècle, sous le règne d'Ivan III le Bon (1462-1605) que l'histoire enregistre les premières relations politiques irano-russes avec, pour point de départ, l'ambassade de Mark Ruf auprès du Shah de Perse Ussim Hassan, de 1474 à 1477 ; on ignore malheureusement les instructions que le Tsar donna à cette première ambassade de même que les buts qu'il lui avait assignés.

D'après les circonstances politiques du moment on peut conjecturer qu'il s'agissait de faire partager au Shah de Perse, en vue d'obtenir de lui un appui, les craintes qu'inspiraient au Tsar les hordes d'Achmat (1).

On ignore aussi quel fut le résultat de l'ambassade, toujours est-il que les relations ainsi nouées de manière épisodique entre les empires de Perse et de Russie cessèrent d'elles-mêmes en l'absence d'intérêts essentiels entre les deux pays et susceptibles de motiver des relations diplomatiques suivies.

(1) Milioukof, Eisenmann, Seignobos. Histoire de Russie.

On ne pouvait d'ailleurs parler sous Ivan III d'un véritable empire russe, ce n'est qu'après sa mort que de nombreuses principautés indépendantes furent absorbées par le noyau central de l'empire russe, telles que la République de Novgorod ou les territoires occupés jusque-là par la dynastie mongole.

C'est l'oncle et successeur d'Ivan III, Ivan IV, plus connu sous le nom d'Ivan le Terrible (1533-1584) qui a pris le premier le titre de Tsar, qui entreprit avec le plus de résultats cette œuvre d'unification territoriale, et le premier, annonçant déjà la politique de Pierre le Grand, il traça les voies de ses successeurs. Au début du règne d'Ivan IV, les frontières de la Russie étaient : au Nord, la mer Blanche ; à l'Est, l'Oural jusqu'en son milieu, donc des frontières naturelles ; au Sud et à l'Ouest au contraire, la frontière était purement conventionnelle et d'un tracé incertain. Et Ivan définissait ainsi sa politique : « Repousser les frontières jusqu'aux « bornes qui leur sont assignées par la nature, c'est-à-dire jusqu'aux crêtes de l'Oural, jusqu'aux rives « de la mer Caspienne, jusqu'au Caucase et à la « mer Noire. »

En application de ces principes qui devaient gouverner la politique russe dans tout son développement ultérieur, Ivan fit la conquête des Khanats de Khassan et d'Astrakan atteignant ainsi le fleuve Oural et la mer Caspienne de l'embouchure de l'Oural jusqu'à celle de la Terek.

La conquête d'Astrakhan permit précisément une reprise des relations irano-russes.

De nombreux sujets persans étaient établis comme commerçants dans cette ville et ce fait imprime-ra à la reprise des relations entre l'empire russe et

l'empire persan un caractère purement économique, les questions politiques n'y jouant aucun rôle.

C'est ainsi qu'en 1561 un ambassadeur fut à la cour du Shah pour y représenter non seulement l'empereur de Russie, mais aussi la Reine d'Angleterre Elisabeth (1558-1603). D'un commun accord, les deux souverains avaient choisi, pour remplir cette tâche, un sujet anglais Anton Djar Kinson, commerçant fixé à Moscou, mais en relations suivies avec sa patrie et avec la Perse également, où il était connu par son activité commerciale.

Le Tsar et la Reine le chargèrent, d'assurer le Shah des bons sentiments que ces monarques lui portaient. Il devait obtenir de la bienveillance du Shah l'autorisation de parcourir la Perse pour y poser des jalons de relations commerciales qui pourraient progressivement se développer à l'avantage des deux parties.

Cet ambassadeur fut très amicalement accueilli en Perse par le souverain et l'autorisation qu'il demandait lui fut accordée. Mais trop peu familiarisé avec les mœurs et l'esprit du peuple persan, Anton Djar Kinson ne réussit pas à jeter les bases d'une pénétration commerciale anglo-russe en Perse et il dut s'en retourner à Moscou sans aucun des avantages escomptés (2).

Après la mort d'Ivan IV (1584) le gouvernement de l'empire russe va être assuré par Boris Godounof (1552-1605) « homme jeune bien doué et ambitieux » et le propre beau-frère du Tsar Fédor I^{er}. Le Tsar Fédor, inintelligent et faible de caractère, mourra bientôt (1598) et, à l'abdication de sa veuve

(2) Krahmer. Die Beziehungen zwischen Russland und Persien, p. 1.

Irène, Boris, qui gouverne en fait depuis plus de dix ans, est élu Tsar de Russie (3).

Boris, doué de vues politiques profondes, s'efforce particulièrement de maintenir les relations avec l'Iran ; en conséquence, il envoya en Perse un ambassadeur, Grégor Bassirovitch Wassiltchikof, en réponse à l'ambassade que peu auparavant le Shah Cludabendjeï avait lui-même envoyé à la cour de Russie. L'ambassadeur iranien avait remis au Tsar Fédor une lettre où le Shah l'assurait de son désir de vivre avec lui « en amitié et amour, de même que « les grands dominateurs, son père et son grand-père avaient vécu en affection et amour » de plus l'ambassadeur avait appris au Tsar l'intention de son maître de restituer à la Russie les villes conquises par lui de Derbent et de Bakou.

Boris Godounof résolut de tirer profit de ces bonnes intentions et hâta l'envoi de son ambassade ; celle-ci atteignait seulement Astrakhan lorsqu'elle apprit que le Prince Abbas venait de détrôner le Shah son père et de monter lui-même sur le trône. Cet incident ne changea rien au plan de Godounof, au contraire, il s'en remit à son ambassadeur Wassiltchikof du soin de tirer profit de l'inexpérience du jeune monarque. Wassiltchikof devait d'ailleurs assurer le Shah de la grande bienveillance du Tsar à son égard et l'informer de l'intention de la Russie de soutenir la Perse contre les Turcs, ses plus terribles ennemis.

L'ambassade abordant à Ghilan, après avoir traversé la Caspienne, fut très bien reçue, ce qui s'explique par le commerce déjà actif entretenu par

(3) Histoire de Russie, par Milioukof. Seignobos-Eisenmann, T. I, p. 103 s.q.

cette ville avec la Russie. Les négociations avec le Shah prirent un tour favorable, et le Shah s'engagea à faciliter à la Russie le retour de Derbent et de Bakou dont les Turcs venaient de s'emparer. Enfin les deux parties s'engagèrent à se soutenir fidèlement et avec constance de leurs armes respectives au cas de conflit avec les troupes turco-tartares (4).

Dans cet engagement, il faut voir le résultat des manœuvres habiles de Boris Godounof qui, lorsque l'ambassade persane séjournait à Nijni-Novgorod en attendant d'être reçue par le Tsar, avait prescrit, non seulement de la traiter avec les plus grands honneurs, mais surtout de lui représenter sans cesse sous les formes et par les moyens les plus variés la force, la grandeur et la puissance russe, de manière à en inspirer aux envoyés du Shah à la fois la terreur et l'admiration.

En 1594, une deuxième ambassade forte d'environ 60 personnes est envoyée auprès du Shah par Godounof, motivée sans doute par l'apparition à la cour de Perse quelque temps auparavant d'un ambassadeur français.

A la tête de l'ambassade russe était placé Andréas Dmitrijevitch Svemgrodski, réputé en Russie pour son énergie et son expérience. Le Shah Abbas reçut très solennellement l'ambassade ; il eut avec elle de nombreux entretiens où il fut traité des relations politiques de la Perse avec les Etats voisins, Swenigrodski ayant toujours soin de faire briller devant son interlocuteur la force et la puissance russes. Ainsi parvint-il aisément à son but qui n'était autre que d'en convaincre le souverain persan.

En 1597, troisième ambassade sous la direction

(4) Krahmer, *op. cit.*, p.7.

du voïvode prince Tjufjakim accompagné d'environ 80 personnes, mais qui mourut dans les fatigues du voyage. Il semble que cette ambassade ait eu pour objet de pénétrer dans tous les détails de la situation politique telle qu'elle se présentait alors en Perse.

Lorsque Boris fut couronné Tsar (1598), une nouvelle ambassade fut envoyée en Perse avec pour chef le Prince Alexandre-Fédéorovitch-Shirov-Sanje-ki qui avait pour but de faire savoir au Shah qu'en dépit des changements survenus, le nouvel empereur était animé des mêmes sentiments envers le Shah et qu'il désirait vivre en « concorde et en amitié avec lui, ainsi qu'affronter en commun tout ennemi ».

Prévoyant que le Shah pourrati faire appel à lui pour combattre le Tsar de Tartarie ou le Sultan de Turquie, Boris engageait son ambassadeur à ne pas rejeter une telle demande, mais à la subordonner à la conclusion d'un traité d'amitié et d'assistance. Enfin, il fallait que Shirov-Sanje-ki détermine le Shah à conclure une alliance avec Rudolf Lessar qui guerroyait alors avec grand succès contre les Turcs et avait demandé à la cour de Russie de lui faciliter un rapprochement avec le Shah. Aucun document dans les archives diplomatiques et commerciales des deux pays ne nous permet de savoir quelles suites eut cette ambassade ; tout ce que l'on sait, c'est que le Shah en 1603 répondit à la dernière ambassade russe de la même manière ; Cette ambassade n'avait pas d'autre objet que l'échange de compliments protocolaires et le maintien des bonnes relations entre les deux empires, on peut donc penser que l'ambassade russe avait échoué dans sa mission.

A la mort de Godounof, Basile Susjkij lui succède (1606-1610). Il envoie en Perse le prince Ivan

Petrovitch Bomadanovski avec, semble-t-il, pour instructions de garantir de bonnes relations avec ce pays en utilisant à cette fin toutes les occasions favorables.

A son abdication les relations cessent avec la Perse, les temps troubles que traverse la Russie déchirée par la lutte des « imposteurs » contre l'autorité légitime et par les révoltes paysannes, ne permettent pas de maintenir la liaison avec la Perse alors qu'était en jeu le destin de l'empire des Tsars lui-même.

C'est en 1613 que la Russie reviendra à une situation plus normale avec l'élection du premier des Romanov Michel Fédérovitch (1613-1645) et la pacification du pays.

L'importance des relations avec la Perse n'échappait pas au nouveau Tsar. Le Shah Abbas venait de remporter en Transcaucasie et en Géorgie de grandes victoires et il était devenu un objet de crainte pour ses voisins. Pourtant, en dépit de ses victoires, ses dispositions favorables envers la Russie ne s'étaient pas atténuées, et lors des désordres qui séparèrent l'abdication de Suskij et l'élection de Michel, le Shah continua d'entretenir des relations avec la Russie. C'est ainsi que les archives des relations politiques irano-russes contiennent plusieurs lettres du Shah Abbas à l'empereur de Russie. Dans l'une de ces lettres, le Shah fait part au Tsar de ses victoires sur les Turcs et l'invite à participer aux opérations militaires. Dans une autre, il annonce au Tsar la prise par les troupes persanes de la ville de Schémacha sur les Turcs, et, ajoute-t-il, « si cette « ville vous est nécessaire, nous ne la revendiquons pas, elle est à vous parce que nous sommes « amis et qu'on agit ainsi dans l'amitié. » Une dernière considération devait déterminer Michel Fédé-

rovitch à reprendre avec la Perse les relations dénouées par la guerre civile : c'est que le Shah Abbas, en occupant la Géorgie, était devenu le voisin immédiat de l'empire russe.

La raison des relations diplomatiques irano-russes qui existait déjà alors que la Géorgie formait une barrière entre les deux pays, ne pouvait être que renforcées par sa disparition : non seulement, pensait le Tsar, des relations économiques assorties de privilèges commerciaux pour la Russie pouvaient être développées, mais de plus, il était possible d'espérer qu'en cas de conflit de la Russie avec d'autres pays le Shah prêterait à sa voisine l'appui de ses armes. Dans ce but, l'empereur envoya au Shah, pour lui faire part de son élévation au trône, en 1613, une ambassade à la tête de laquelle se trouvait Michel Niritisch Tcharnow. Au message qui lui fut lu au nom du Tsar, le Shah répondit que « son désir était « d'entretenir avec Michel Fédéorovitch une amitié « fraternelle et qu'il considérait comme les siens les « amis du Tsar ».

A son retour en Russie, un ambassadeur persan Bulat-Bek accompagna l'envoyé du Tsar et fut reçu avec de grands honneurs à Moscou. Là encore fut affirmé le caractère amical des rapports unissant les deux empires.

En 1618, une nouvelle ambassade russe est envoyée à la cour du Shah, dirigée par le prince Michel Pétrovitch Bajatinski. Cette ambassade était motivée par les circonstances extérieures où se trouvait l'empire russe attaqué alors par Sigismond III Wsa (1587-1622), roi de Pologne ; elle était aussi déterminée par la démarche d'émissaires géorgiens auprès du Tsar qui venaient lui demander de défendre leur pays récemment conquis par la Perse. Le prince Bajatinski était chargé de remettre au Shah les

présents de l'empereur ainsi qu'un message où les liens fraternels entre la Russie et la Perse étaient de nouveau invoqués.

Les instructions portaient en outre d'obtenir l'appui tout au moins pécunier du Shah Abbas contre Sigismond. Le remboursement devant être assuré par l'envoi en Perse des produits russes qu'il serait agréable au Shah de posséder.

Bajatinski avait même licence au cas où le Shah se montrerait hésitant de lui proposer en gage la ville d'Astrakhan. Le montant de cette somme n'était d'ailleurs pas déterminé à l'avance, on sait seulement que l'entretien des troupes levées contre Sigismond représentait une dépense annuelle d'environ 400.000 roubles.

Nous ignorons si la Russie obtint du Shah de Perse l'appui financier espéré, nous savons seulement que l'ambassade fut reçue avec beaucoup d'amitié par le Shah qui autorisa les Russes à faire du commerce librement dans son empire. Quant à la Géorgie, qui avait sollicité l'aide russe contre la Perse, il n'en fut, semble-t-il, pas question dans les entretiens. Ce n'est que plus tard, de 1770 à 1790, que l'on verra la Russie utiliser cette disposition favorable de la Géorgie pour la détacher de la Perse et peu de temps après (1803) l'annexer purement et simplement. Bajatinski, à l'exemple de plusieurs de ses prédécesseurs, se contenta de recueillir le plus d'indications et de nouvelles possibles sur la Géorgie comme sur les autres voisins de la Perse.

Deux ans après, le Shah envoya à son tour une ambassade extraordinaire en Russie chargée de nombreux et précieux présents pour Michel Fédorovitch et qui reçut à la cour du Tsar l'accueil le plus empressé.

Bientôt après 1627 le Shah Abbas (1557-1628) mourait, il laissait la Perse agrandie, pacifiée, respectée de ses voisins empressés à obtenir d'elle alliance ou appui.

Mais ses successeurs dépourvus de ses qualités ne sauront pas continuer l'œuvre entreprise, ni même défendre les résultats acquis et la Perse va connaître une période d'anarchie et de troubles conduisant à la dislocation.

Cette désorganisation de la Perse va avoir sa répercussion sur les relations avec la Russie, et va préparer psychologiquement et politiquement le terrain à l'intervention future de Pierre le Grand.

Déjà sous Alexis Michailovitch (1629-1676) successeur de Michel, le Shah régnant ayant pour une raison inconnue refusé de recevoir l'ambassadeur du Tsar, le père de Pierre le Grand, fit envahir par ses cosaques le Nord du pays, région dite du Mazandéran ; mais après un succès provisoire qui se traduisit par la destruction de la ville de Farahabad et par l'occupation de la péninsule de Mian-Kola, les envahisseurs furent chassés par les troupes du Shah.

En 1712, un nouvel incident manque de compromettre définitivement la bonne entente des deux pays : à ce moment, la province persane du Daghestan est en insurrection ouverte contre le Shah et les bandes insurgées s'emparent de la ville de Shémacha, la pillent et en massacrent la population parmi laquelle se trouvaient établis de nombreux commerçants russes. Le Shah Hussein auquel le renom de Pierre le Grand n'était pas étranger, s'empressa d'envoyer une ambassade en Russie qui, pour faire excuser l'attentat, offrait au Tsar de riches présents et lui proposait la conclusion d'un traité de commerce, Pierre le Grand qui, déjà, méditait de s'emparer de la rive Sud de la mer Caspienne pour s'ouvrir un

chemin vers les Indes et en 1695 s'était emparé d'Azow sur la mer Noire, se garda de rejeter la proposition mais tout autant de conclure un traité officiel.

Voulant, pour la réalisation de ses desseins, connaître la situation politique exacte en Perse, il envoya en 1715 une ambassade dirigée sur Artemij Wolinskij, chargé de réclamer au Shah une indemnité pour les dommages causés aux sujets russes et évaluée à 2.000.000 de roubles. Ce fut cette ambassade qui, ayant pleins pouvoirs, conclut avec le Shah un traité de commerce le 30 juillet 1717. Ce traité fixait les droits de douane, les produits dont il pouvait être fait commerce et reconnaissait à la Russie le droit de créer un consulat permanent à Ghilan, ville où le commerce russo-perse était le plus actif. Ce consul avait pour tâche de régler les différends pouvant s'élever entre commerçants. De l'état politique de la Perse, Walinskij rapportait une image peu flattée, il fit part entre autres au Tsar de sa crainte que les Afghans, profitant de l'état troublé du pays, ne s'emparent de la rive méridionale de la Caspienne.

Ces craintes devaient être dépassées ; non seulement les Afghans, mais encore les Usbeks, les Kurdes même, profitèrent de la dissociation intérieure de la Perse pour l'envahir.

Les Afghans, sous le commandement de Mir Mahmoud, s'emparèrent de la capitale qui était alors Ispahan et déposèrent le Shah Hussein pour le remplacer par Mahmoud devenu maître de la Perse. Dans ces circonstances, le fils du Shah détrôné, le prince Tahmasp se tourna vers Pierre le Grand pour obtenir son aide afin de reconquérir le trône (1722).

C'était fournir à Pierre le Grand l'occasion dé-

sirée de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Perse et de réaliser ainsi ses ambitions territoriales sur le pays. De 1722, date donc le début de la politique de conquête armée poursuivie par la Russie contre la Perse et qui trouvera son épanouissement et sa sanction victorieuse en 1828 avec le traité de paix de Torkamantchaï. Ce seront les bornes de la première partie de cette étude que nous allons bientôt aborder.

Si, avant d'étudier la politique de pénétration armée de la Russie en Perse, nous voulons dégager en quelques lignes les traits de cette période préliminaire des relations politiques irano-russes, nous sommes amenés à faire les remarques suivantes.

Des origines à 1722, les relations irano-russes sont essentiellement des relations commerciales, « les ambassadeurs que la Russie envoyait en Perse étaient de grands marchands revêtus du caractère d'ambassadeurs, pour être francs de droits, pour aller avec plus de sûreté et de facilité et pour faire leur commerce plus avantageusement », nous dit Chardin dans ses récits de Perse (5).

Ce n'est que longtemps après l'apparition de ces relations commerciales et de caractère diplomatique tout officieux que fut établi un contact officiel entre les deux gouvernements.

Confirmant ce caractère antique des relations commerciales irano-russes, Chardin nous rapporte encore les paroles du ministre d'un Shah au ^{xvii}^e siècle à propos de la préférence accordée à l'ambassadeur moscovite sur ceux de la France et de l'Angleterre : « Le moscovite est notre voisin et no-

(5) Chardin : Voyages en Perse. T.3, 3^e partie, p. 170.

tre ami, le commerce est établi entre nous d'ancienneté et sans interruption, nous nous envoyons des ambassadeurs réciproquement presque toutes les années, mais nous connaissons à peine les autres. »

L'ancienneté et la continuité de ces relations commerciales s'expliquent sans peine par la situation géographique, le voisinage et la facilité des communications qui placèrent la Perse et la Russie dans un état d'interdépendance économique.

Comme contribuant à créer, puis à maintenir ces relations, notons qu'à l'époque Kievienne (vi^e au xii^e siècle), le commerce et la circulation des marchandises occupaient dans l'économie russe une plus grande place que l'agriculture (6).

Une politique de liberté presque complète des échanges permettait aux commerçants de Kiev de négocier leurs marchandises jusqu'à la capitale de la Perse : Ispahan ; et à la Perse de contribuer de son côté à l'extension des échanges, tout cela sans qu'aucun traité ou convention officiel dut régler les transactions (7).

Le xii^e siècle marquera sans doute un changement dans la situation économique de la Russie ; à partir de cette époque, le commerce extérieur des Slaves Orientaux entre en décadence ; mais cette modification n'influe pas sur le commerce avec l'Iran qui se maintient toujours aussi florissant ; il le sera encore à l'époque moscovite, c'est-à-dire au xvi^e siècle ; bien que l'agriculture prenne alors en Russie un essor croissant, la réexportation et la re-

(6) Milioukof-Seignobos-Eisenmann. Histoire de Russie, T. I, p. 108.

(7) Navai Hossein : Les relations commerciales irano-russes, p. 12, Thèse, Paris 1936.

vente des produits n'en demeure pas moins activement pratiquées par les commerçants russes avec la Perse en particulier (8).

C'est la politique de conquête de Pierré le Grand qui modifiera le sens des relations irano-russes en éliminant les rapports économiques et commerciaux pour leur substituer une politique d'annexion territoriale qui prendra fin à son tour par le traité de Torkamantchaï en 1828

(8) Idem, *Ibidem* :

PREMIÈRE PARTIE

*LA PÉRIODE DE LA CONQUÊTE ARMÉE
DE L'IRAN PAR LA RUSSIE*

(1722-1828)

CHAPITRE PREMIER

DE L'ALLIANCE RUSSO-PERSANE (1722) AU TRAITÉ DE RETSCH (1735)

Lorsque Tahmasp, le fils du Shah détrôné par les Afghans s'adressa, en 1722, à Pierre le Grand en sollicitant l'appui des armes russes pour reconquérir le trône et libérer la Perse de l'invasion étrangère, le Tsar venait, par la paix de Nystadt (30 août 1721), d'obtenir la reconnaissance de ses conquêtes sur la Baltique ; il avait reçu pour toujours la Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie, une partie de la Carélie avec Viborg, les îles d'Oesel et de Dago (île Esthonienne de la Baltique, à l'entrée du golfe de Finlande). Il avait donc les mains libres pour passer maintenant à la réalisation de la deuxième étape de ses desseins : s'assurer le contrôle des rives méridionales de la mer Caspienne, premier jalon de la route des Indes. Nous avons déjà noté l'attention que Pierre le Grand portait à la situation politique de la Perse et des pays voisins, dans la conviction qu'il pourrait éventuellement la faire servir à la réalisation de ses projets. Avant de voir en action la diplomatie orientale de Pierre le Grand, il est bon de rappeler les instructions qu'il donnait en 1715 à son ambassadeur Artemij Volinskij : « Etudier, en passant par les possessions de la Perse par terre et par mer, toutes les

villes, les ports et autres lieux, la situation générale de ces parages, pour voir quelles sont les grandes rivières qui débouchent dans la mer Caspienne ; jusqu'à quel point on peut naviguer en amont de ces rivières et s'il n'existe pas quelque rivière partant des Indes qui déboucherait dans cette mer ; quels sont dans les ports les bateaux de guerre ou de commerce que le Shah entretient dans cette mer ; quelles sont les forteresses et fortifications ; apprendre surtout au sujet de Ghilan quelles sont les montagnes et les passages difficiles qui, à ce qu'on dit, la séparent des autres provinces du littoral caspien. »

Tahmasp, pour obtenir l'appui de Pierre le Grand, s'était engagé à céder à la Russie les territoires riverains de la Caspienne. Une telle offre comblait les désirs de Pierre qui, ayant prévu les événements politiques en Perse, s'était préparé à y intervenir.

Répondant affirmativement à la demande de secours du prince persan, Pierre le Grand, de Mai à Juillet, se rend sur la Volga, il la descend de Nijni Novgorod à Astrakhan et commence une campagne d'été en marchant par terre et par mer vers Derbent avec 22.000 fantassins, 9.000 cavaliers, 20.000 cosaques et autant de Kalmouks (1), 30.000 Tartares et 5.000 matelots (2). A l'importance des forces, on peut juger avec quels soins le Tsar avait préparé de longue date l'expédition. Dans l'impossibilité de résister à de telles forces, les potentats locaux accep-

(1) Peuple bouddhiste de la Mongolie, qui est actuellement en grande partie tributaire de la Russie.

(2) Milioukof-Seignobos-Eisenmann : Histoire de Russie, p. 360. T. I.

tent la protection russe. Seul le sultan Mahmoud prend les armes mais il est battu ; Derbent se rend sans combat, Bakou est conquis par le major général Matuskin en juillet 1723.

Le 12 septembre 1723, un traité est conclu entre la Perse et la Russie à Saint-Pétersbourg. La Russie y affirme son amitié inébranlable pour la Perse et s'engage à fournir à cette dernière les secours nécessaires, d'ordre militaire, contre tout rebelle. Pour assurer la pacification du pays et maintenir le Shah sur le trône, la Russie s'engage aussitôt que possible à établir en Perse l'effectif de troupes nécessaires pour écraser toute l'insurrection et assurer au Shah la jouissance paisible de son royaume (3).

En retour, le Shah cédait à l'empereur de Russie « en possession perpétuelle » les villes de Derbent, Bakou « et tout le territoire et tous les lieux » situés au bord de la mer Caspienne qui leur appartenaient ainsi que les provinces de Ghilan, Mazandéran et Astrabad, les plus riches de l'empire persan. Le traité contient une nouvelle affirmation de « l'amitié éternelle » unissant les deux pays et l'autorisation réciproque, pour les sujets de chaque empire, d'y voyager, de s'y établir, de s'y livrer au commerce et de quitter le territoire à leur convenance : « aucun d'entre eux n'y doit être retenu contre son gré ou maltraité, et si quelqu'un ose les offenser, il doit être pour ce fait sévèrement puni par son maître ».

Le traité se termine sur la promesse de « se soutenir réciproquement contre les ennemis ».

Mais l'exécution du traité si favorable à la politique russe ne fut pas aisée. La Perse devenait le

(3) Krahmer, *op. cit.*, p. 1.

champ d'une lutte d'influence entre la Russie et la Turquie qui venait d'apprendre la nouvelle expansion russe. Les tribus musulmanes du Caucase sollicitèrent la protection de la Turquie et l'obtinrent. La Géorgie entourée par ces tribus fut de ce fait obligée, en 1723, de reconnaître la souveraineté nominale de la Porte. La Perse de son côté se refusait à reconnaître ces cessions territoriales et Pierre le Grand fut obligé, pour occuper les territoires du littoral caspien, d'en appeler aux armes.

La mort de Mahmoud et l'accession au trône du Sultan Eschref n'interrompirent pas le combat. Comme son prédécesseur il refusa de reconnaître la cession effectuée et ce n'est qu'après avoir été battu par le Tsar à Ghilan qu'il se vit contraint de souscrire aux revendications de la Russie. Entre temps Pierre le Grand avait obtenu de la Porte, par le traité de Juin 1724, qu'elle reconnaisse cette conquête. La frontière irano-russe passe alors à 22 heures de distance à l'ouest de Derbent et forme une ligne droite de Schémacha au confluent de l'Arax et du Kur. Les conquêtes orientales de Pierre le Grand devaient être aussi brillantes qu'éphémères et avant qu'un siècle se fût écoulé, elles étaient réduites à un souvenir, et ce n'est qu'en 1792 que la grande Catherine reprit avec plus de succès les ambitieux projets de son prédécesseur.

Après avoir été battu par les Russes à Ghilan et contraint de reconnaître l'annexion des provinces Caspiennes, le Sultan Eschref se retourna contre Tahmasp, qui s'efforçait encore de reconquérir le trône avec l'appui du Turkmene Nadir. Ce dernier opéra si heureusement qu'il défit en 1729 l'armée d'Eschref et chassa du pouvoir l'usurpateur Afghan.

A cette époque, Anna Iwanowna (1730-1740)

gouvernait l'empire de Russie, mais sans partager les visées ambitieuses de Pierre le Grand vers le Moyen Orient. Considérant au contraire quelles dépenses considérables nécessitait l'entretien de l'armée d'occupation du Ghilan, elle se trouvait en plein accord avec son ministre Biron, pour, à la première occasion favorable, restituer cette province à la Perse (4).

Cette occasion se présenta avec l'accès au trône de Perse de Tahmasp. En guise de présent de couronnement, fut alors conclu, sur les bases proposées par la Tsarine, le traité de Retsch (13 Février 1729), dont les stipulations sont les suivantes :

Les provinces du littoral de la mer Caspienne, Astrabad et Mazandéran, font retour à la Perse. Une condition est mise pourtant à cette rétrocession : c'est que ces provinces ne soient « en aucune circonstance » transférées par la Perse à une autre nation. Si une telle hypothèse se présentait, elles devraient faire retour à la Russie et le traité de Retsch devrait être considéré comme caduque.

En dehors de ces deux provinces, les pays situés sur les rives du Kur et annexés par la Russie demeurèrent en sa possession, provisoirement tout au moins, car, aux termes du traité, l'impératrice s'engage à les rendre à la souveraineté du Shah aussitôt qu'elle estimera pouvoir le faire sans danger, c'est-à-dire lorsque le Shah aura chassé ses ennemis et rendu la tranquillité à son empire. (5)

Les concessions territoriales de la Russie allaient plus loin, Catherine Iwanowna plaçait encore la

(4) Miljoukof-Seignobos-Eisenmann, loc. cit.

(5) Krahmer, op. cit., p. 12.

Géorgie sous la protection du Shah bien que la population de ce pays ait jadis fait appel à l'aide russe contre les menaces que la Perse faisait peser sur elle.

Le traité fixe ensuite avec une minutie remarquable la frontière nouvelle telle qu'elle résulte de ces remaniements entre la Perse et la Russie : la nouvelle frontière est jalonnée par Derbent, le cours inférieur du Kur jusqu'à l'embouchure de l'Arax. Talisch et Ghilan jusqu'à Tenikabinskeje en territoire russe.

Ne le cèdent pas en importance aux clauses précédentes, celles qui concernent les relations commerciales et diplomatiques des deux empires.

Les relations diplomatiques font l'objet des articles 4 et 5 du traité. L'article 4 concerne les rapports internationaux « assurés par les ambassadeurs, envoyés et fonctionnaires frontaliers qui doivent être reçus avec le respect et la dignité qui conviennent, accompagnés et hébergés de manière à n'être pas exposés aux périls ni à l'aller ni au retour après l'accomplissement de leur mission ».

L'article 5 règle avec les mêmes soins l'échange de documents et correspondances diplomatiques.

Les problèmes que soulève la coexistence dans les régions frontières de deux populations différentes ne sont pas oubliés ; l'article 6 a précisément pour but de régler les relations réciproques des frontaliers ; tandis que l'article 7 règle les modalités de l'extradition des transfuges. Les relations commerciales font aussi l'objet d'une réglementation détaillée, et de grande importance pour l'histoire future de notre pays puisque c'est en vertu du traité de Retsch que sont envoyés en Perse les premiers consuls et agents commerciaux russes, qui, plus tard, derrière le paravent de leurs fonctions purement éco-

nomiques, déploieront une activité politique si néfaste aux intérêts de la Perse (6).

L'article 8 prévoit que ces consuls et agents auront pour tâche de servir les intérêts des commerçants russes en Perse et éventuellement de régler les différends pouvant s'élever entre commerçants russes et persans. Dans ce but des consulats iraniens et russes seront créés « au siège du gouvernement de chaque pays, et en toute autre ville où l'un des monarques le jugera nécessaire ».

Cette innovation s'imposait d'ailleurs, si l'on considère l'impulsion que le traité de Retsch devait donner aux relations commerciales entre les deux empires ; le même article 8 donnait en effet aux sujets russes le droit de commerce dans tout l'empire persan en étant seulement soumis aux taxes antérieurement fixées.

Toutes les marchandises devaient pouvoir faire l'objet de transactions et, pour faciliter leur négoce, le droit était reconnu aux sujets de l'empire russe de bâtir ou d'acquérir des maisons, entrepôts et caravansérail. La liberté de voyager avec la qualité de commerçant vers les Indes et les autres Etats et pays leur était reconnue, et le gouvernement persan s'engageait à veiller à leur sécurité à l'occasion de ces déplacements.

De même, les sujets persans se voyaient reconnaître le droit de négoce dans l'empire russe sous les mêmes conditions. Les derniers articles de ce traité, si scrupuleusement rédigé, sont consacrés au sort des biens des commerçants de l'une ou l'autre nationalité morts ou disparus. Dans ce cas, les biens

(6) Hügo Grothe *Wanderungen in Persien*, p. 276.

laissés par le défunt doivent être attribués aux héritiers déterminés par la loi nationale du défunt, et les magistrats chargés d'en assurer la dévolution doivent veiller à ce que ces biens ne souffrent aucun dommage et soient transmis en bon état.

Pour bien rédiger que fût ce traité, sa fortune fut brève. Peu de temps après sa conclusion, le Shah Tahmasp fut renversé par celui même auquel il devait sa restauration : le Turkmène Nadir, qui s'empara du trône persan. Il s'empressa d'exploiter les bonnes dispositions de la Russie en chargeant en 1734 son ambassadeur, Hussein Khan, de demander la rétrocession de territoires plus étendus que ceux prévus au traité de Retsch ; de plus, Hussein devait encore demander en mariage pour le Shah la fille de l'impératrice Elisabeth Petrowna. Cette demande n'eut pas de succès, mais en revanche les revendications territoriales de Nadir Shah obtinrent satisfaction. Le 10 mars 1735, la Russie et la Perse concluaient à Gandj un nouveau traité aux termes duquel « pour rétablir la Perse dans son état ancien, et pour montrer à tous, aussi bien à ceux qui sont près qu'à ceux qui sont loin, qu'il n'entrait pas dans les intentions de la Russie de retenir quelque chose du territoire persan, et en conséquence pour mettre en évidence la grandeur d'âme et la magnanimité de la Tsarine », les villes de Bakou et de Derbent, avec les pays et les localités qui leur appartiennent, étaient rendues et faisaient retour à la Perse et le Daghestan et les autres lieux appartenant au Schamchala et au Jemiga devaient comme par le passé échoir à la Perse. Ce retour se fait sous une condition déjà énoncée dans le traité de Retsch, c'est que les villes et les territoires ainsi restitués « ne devront d'aucune manière et sous aucun prétexte, tomber dans les mains d'autres puissances et en particulier

dans celles de l'ennemi commun : la Turquie ». Il faudra, au contraire, s'attacher à les maintenir sous la domination de l'empire persan.

Comme dans la convention précédente, se manifeste le même souci d'exactitude et le même soin pour régler, dans tous les détails, les problèmes soulevés par ces restitutions de territoires. Ici, c'est un article qui stipule que « les cloîtres chrétiens existant à Derbent ne doivent pas être détruits, que non seulement le service divin ne doit pas être empêché, mais que de plus les serviteurs de Dieu ne doivent être exposés à aucun danger ».

La partie constructive du traité de Retsch concernant les relations commerciales irano-russes fait l'objet d'un rapepl dans le traité de 1735 : les droits reconnus précédemment à la Russie concernant le commerce sont confirmés (article 4 du traité de 1735) et les commerçants russes obtiennent de façon expresse le droit d'aborder avec leurs navires dans les ports persans, d'y entreposer leurs marchandises, de même que de les expédier en d'autres lieux et de pratiquer librement le commerce (article 5). Le même article prévoit l'établissement d'un consul russe à Retsch « afin que les commerçants russes dans l'avenir puissent trafiquer avec profits ».

Clauses territoriales, clauses économiques constituaient le traité de Retsch. Le traité de Gandj y ajoute des clauses politiques très explicites. L'article premier après avoir affirmé le caractère éternel de « l'amitié unissant les deux empires, pose le principe de leur assistance mutuelle, et l'ouverture des hostilités contre tout Etat qui commencerait une guerre contre l'une des deux cours ». La Perse s'engage de plus à poursuivre la guerre contre la Turquie — entreprise par Nadir dès son avènement — et à ne conclure la paix que « lorsque toutes les pro-

vinces conquises par la Turquie auront fait retour à l'empire iranien ». La Russie au surplus participera à la conclusion de la paix qui suivra la restitution par la Turquie des provinces persanes, puisque « les ennemis de l'une des puissances sont aussi ceux de l'autre ».

Ainsi, en 1735, la Russie avait perdu tous les territoires conquis par Pierre le Grand, et endossé une si lourde obligation d'assistance envers la Perse que tous les prétextes et toutes les occasions possibles furent cherchées pour l'en libérer. Le résultat le plus net de ses efforts, c'est qu'en dépit des promesses du traité de 1735 les rapports de la Russie avec la Perse furent pratiquement interrompus jusqu'en 1781, date à laquelle la grande Catherine prit l'initiative de les renouer. Les relations politiques avec la Perse cessèrent presque complètement et les relations purement économiques ne dépasseront guère Astrakhan, Enzeli, Bakou et Derbent malgré toutes les facilités qu'offraient aux commerçants russes les traités de 1729 et 1735.

CHAPITRE II

LES CONQUÊTES DE CATHERINE EN IRAN ET L'ANNEXION DE LA GÉORGIE

DU TRAITÉ DE RETSCH A 1800

Dans la première période de la phase de conquête armée, la politique russe poursuit, nous venons de le voir, un double objectif ; en premier lieu il s'agit pour les Tsars de développer la puissance russe jusqu'aux rivages de la mer Caspienne et de la mer Noire en s'assurant des voies de communication et en faisant du Caucase la frontière méridionale de la Russie. En second lieu, la politique russe va s'assurer le contrôle de la Géorgie, et établir un contact direct entre la Russie et ce pays par la conquête des territoires situés au Nord du Caucase qui, ensuite, seront incorporés par traités au nombre des provinces russes.

La situation extérieure de la Russie était alors très favorable à la réalisation de ces visées. Tandis que l'empire des Tsars, par la conclusion avec la Porte du traité de Kutchuk-Kainardji, s'assurait une situation prépondérante dans le Moyen Orient ; la Perse, en proie, depuis la mort de Nadir, à des troubles politiques aigus, ne pouvait guère constituer un obstacle sérieux à l'expansion russe.

Le traité de Kutchuk-Kainardji, auquel la Turquie dut souscrire après les victoires russes, rendait à la Russie les parties du littoral de la mer Noire et de la mer d'Azov qu'elle occupait déjà. C'était là des points d'une importance stratégique et commerciale considérable pour la Russie, puisque, conformément à l'article 19 du traité, la Russie prenait possession, « afin de les défendre contre les Tartares », des fortifications qui jalonaient la route commerciale de Kertch, de Janikal, et de Kitsch elles-mêmes avec leurs ports, et du territoire compris entre la mer d'Azov et la mer Noire. La Russie obtenait encore comme points importants Kunbourg à l'embouchure du Dniepr, et Azov à l'embouchure du Don.

En recevant ces points fortifiés, elle s'établissait solidement sur les bords de la mer Noire. De plus, le traité lui accordait la faculté de s'étendre en Crimée, et sur le territoire des Tartares du Kuban ; il lui abandonnait en outre les territoires du Caucase (article 21). La Crimée, autre obstacle à l'expansion russe, fut déclarée indépendante, et allait devenir ainsi pour l'impérialisme russe, une proie facile.

En plus de ces clauses territoriales, d'autres dispositions permettront à la Russie d'assurer un accroissement considérable de son influence dans le Levant. Ce sera, en premier lieu, la liberté reconnue aux navires de commerce russes de naviguer sur la mer Noire et d'accéder à la mer Egée par les Détroits ; et surtout la Russie se fera attribuer la défense de la liberté religieuse des sujets chrétiens du Sultan, et se fera reconnaître leur protectrice contre les exactions des collecteurs d'impôts.

Ainsi, la Russie acquiert un droit permanent d'intervention dans les affaires intérieures de la

Turquie, et un moyen de pression éventuel sur la Porte (1).

A l'épreuve, le traité de Kutchuk-Kainardji se révélera comme une simple trêve. De 1774 à 1783, date de son annexion par la Russie, la Tsarine et le Sultan se disputent la prépondérance en Crimée. Leur lutte s'accompagne de changements fréquents de Khans de démonstrations militaires, et parfois de conflits sanglants. D'autre part, la Russie et la Turquie nes'accordent pas sur l'interprétation des clauses de protection des sujets chrétiens du Sultan et de la liberté de navigation dans les Détroits (2).

Toutes ces dissensions et tous ces conflits sont pour Catherine autant d'occasions de poursuivre l'exécution méthodique de la première partie de son plan d'expansion jusqu'aux rives de la Caspienne et de la mer Noire, en s'assurant des voies de communication, et en prolongeant jusqu'au Caucase la frontière méridionale de l'empire. Pour préparer cette expansion ultérieure dans l'Asie méridionale, Catherine envoie, sous l'inspiration du favori du jour, Potemkin, des troupes russes dans le Caucase (1775) afin d'assurer la protection armée et la fortification de la ligne Terek-Kuban dans son entier développement ; une série d'ouvrages est établie. Alors qu'auparavant cette ligne n'était protégée que par la forteresse de Mosdok, elle peut désormais servir de base solide aux opérations militaires éventuelles. Une route est également aménagée sur l'ordre de Catherine, route qui se développe de Wladika-Wkaz ou Mosdok à Tiflis, capitale de la Géorgie et qui servira de voie d'invasion aux armées russes par delà

(1) Milioukof-Seignobos-Eisenmann, T.2, p. 580 et 599.

(2) Milioukof-Seignobos-Eisenmann, T.2, op. cit., p. 580 et 598.

le Caucase vers la Géorgie, la Perse et peut-être aussi la Turquie (3).

Ces préparatifs achevés, Catherine entreprend d'obtenir le 28 Juillet 1783 du Khan de Crimée, créature du gouvernement russe, la reconnaissance de l'annexion de la Crimée à la Russie. La Turquie, sous la pression de la France et de la Prusse désireuses de prévenir une guerre russo-turque, accepte l'annexion en Janvier 1784 (4). Mais ce n'est qu'un renoncement provisoire, et quelques années après, en 1787, la revendication par la Turquie de la Crimée et le refus de la Russie déclenchera la guerre entre les deux Etats.

En attendant, Catherine organise la Crimée en vue de se ménager une voie d'invasion vers la Géorgie et l'Iran.

Potemkin, nommé gouverneur du nouveau territoire, fait fortifier Sébastopol et poursuivre la réalisation de la route militaire qui, à travers le Caucase, joint Wladika-Wkas à Tiflis. L'organisation de cette région, que les Russes vont appeler la Circassie terminée, Potemkin, par des transferts de populations, va lui assurer l'homogénéité nécessaire avec l'empire. Des Cosaques de la région du Don et des Laparogues sont transplantés en Crimée pour protéger en particulier la ligne Terek Kuban.

Bien qu'en paix avec ses voisins, Potemkin, pour parfaire son œuvre, ne va pas hésiter à établir des fortifications en pays étrangers, tels qu'Anapan, situé à l'extrémité du Caucase, en dehors du territoire

(3) Quadflieg : Die Russische Expansions Politik in Asien, p. 108.

(4) Pour une étude détaillée de l'annexion, voir Quadflieg, op. cit., p. 109, s.q.

russe. En même temps, à l'Ouest du Caucase, Catherine obtint par traité avec les princes de Derbent et de Bakou, l'incorporation de leurs territoires à l'empire russe. Les voies étaient libres vers la Perse et la Turquie. Au même moment, la situation politique de l'Iran ne pouvait que servir les ambitieux projets de Catherine. Après l'assassinat de Nadir en 1747, les désordres renaissent en Perse ; la mort de Kérim Wakil (1779) aggrave l'anarchie, ses frères et ses fils se disputent le pouvoir les armes à la main et une série de sanglantes guerres civiles va désoler l'empire jusqu'en 1794, date de l'accession au trône de Mahomed, fondateur de la dynastie Kadjar. Des auteurs ont pensé avec raison, semble-t-il, que Potemkin n'était pas étranger à ces désordres et que des émissaires avaient été envoyés par lui de Crimée en Perse pour y provoquer ou y attiser une agitation sanglante qui, en affaiblissant le pays, servait si parfaitement les objectifs de l'impérialisme russe (5).

Presque simultanément avec l'incorporation de la Crimée, un traité intervenait entre le prince de Géorgie, Héraclius II et la Tsarine (24 Juillet 1783). Nous avons déjà vu la Géorgie se tourner vers la Russie, pour, avec son aide, écarter les menaces que les Shahs faisaient peser sur son indépendance.

Malgré cela, la Russie avait, au traité de Retsch, reconnu que la Géorgie appartenait à la sphère d'influence de l'Iran. En 1774 seulement s'affirment les visées russes sur la Géorgie. A cette époque, une partie du pays est occupée par les troupes russes. En même temps, la diplomatie moscovite s'efforce d'amener les princes géorgiens à dénoncer leur lien d'allégeance et à se déclarer indépendants. Il faut

(5) Neumann Russland and Tcherkissen, p. 50.

voir dans le traité du 24 Juin 1783 le résultat de ces efforts (6).

Le traité de Kutchuk-Kainardji, dans son article 23, avait bien stipulé que le territoire géorgien occupé par les troupes russes devait être évacué ; les fortifications de Géorgie et de Mingrelie abandonnées par les soldats de la Tsarine, et que tout devait être replacé dans l'état antérieur. Ces stipulations furent respectées par Catherine à l'égal de celles garantissant l'indépendance de la Crimée.

Le traité du 24 Juin 1784, conclu à la suite des démarches d'Héraclius à la cour de Russie pour obtenir de Catherine qu'elle le protégeât à la fois contre la Turquie et contre la Perse, est un traité d'amitié — préambules d'alliance — articles 4 et 5 — et d'établissement — articles 10 et 11 — en même temps que de protectorat.

La Géorgie renonce à sa souveraineté internationale, « articles 1 et 4 » : « Il appartiendra à la Russie de conduire les relations extérieures de la Géorgie et cela non seulement pour les territoires sur lesquels le prince Irakly (7) exerce sa souveraineté, lors de la conclusion du traité, mais pour tous les territoires qui, par la suite, pourraient entrer en possession de la Géorgie. »

Parallèlement, Irakly renonce « solennellement pour lui, ses héritiers et successeurs, à toute vassalité ou autre lien de dépendance à l'égard de la Perse, ou toute autre puissance, et atteste, devant le monde

(6) Le texte du traité de 1783 a été édité à Genève en 1919 avec une introduction de M. Mauriand, professeur à la Faculté de Droit, et un commentaire de M. Okoumeli. Il figure d'autre part au recueil de Martens, 2^e édition, T. 7, p. 313-314.

(7) Ou Héraclius.

entier, que lui et ses successeurs ne reconnaîtront aucun autre souverain, aucune autre puissance que le pouvoir suprême, et la protection de Sa Majesté Impériale et de ses descendants sur le trône impérial de Russie ». Le roi de Géorgie prêterait serment de fidélité à l'empereur de Russie en reconnaissant son pouvoir suprême (article 5) à l'avenir il ne se nommera plus « vali de Géorgie » comme vassal persan mais à la fois comme chrétien et comme allié de la Russie, il prendra le titre de « Tsar de Géorgie » titre et pouvoir dans lesquels la Russie le confirme « pour l'avenir ainsi que ses descendants à perpétuité jusqu'à la fin des siècles ».

Le rôle de ce souverain et de ses successeurs devait être bien réduit, car non seulement la Russie se chargeait de diriger les affaires extérieures de la Géorgie, mais de plus, par ce moyen, elle plaçait le souverain de Géorgie dans une tutelle complète. Le traité (article 4) non seulement lui faisait défense d'entretenir aucune relation avec les souverains voisins sans l'assentiment de la cour impériale, mais allait jusqu'à stipuler que « s'il arrive à la cour de Tiflis de la part de la Perse ou de la Turquie quelque missive ou quelque envoyé secret ou public, le Tsar sera tenu d'en rendre compte à la Russie, et avant sa décision, il n'y pourra faire réponse » (même article).

En retour de ces concessions, la Russie assure sa protection à la Géorgie et garantit son territoire (articles 2 et 7). L'indépendance intérieure du pays sera respectée et Sa Majesté Impériale s'engage à ne se mêler en aucune façon des affaires intérieures du pays (article 6). La Géorgie entretiendra à la cour de Russie un ambassadeur « qui sera reçu avec les mêmes honneurs que les ambassadeurs du même

rang des autres princes souverains » (article 5). Et cette indépendance dans les affaires intérieures est garantie par la clause formelle de l'article 12 aux termes duquel « aucun changement au traité ne pourra avoir lieu qu'en vertu du consentement réciproque ».

Nous allons voir que ce traité si équitable, ne fut jamais respecté par la Russie, qui, dans les 17 années qui s'écoulaient jusqu'à la mort du Tsar Georges XIII, fils d'Irakly, n'intervient, pour défendre sa protégée contre la Perse, que pour ensuite la mieux spolier de son indépendance.

Après de longues années de troubles, notre pays s'était enfin donné en 1794 un gouvernement stable. Aga Mohamed, de la tribu des Kadjars, profitant des rivalités qui affaiblissaient le prestige des descendants de Kérym, se déclara indépendant dans sa province d'Astrabad. Il triompha des partisans de Kérym et monta sur le trône, fondant la dynastie Kadjar qui régna sur l'Iran jusqu'en 1921 (8).

Son premier souci fut de mettre obstacle à la politique agressive de la Grande Catherine qui menaçait maintenant la Perse elle-même, après lui avoir enlevé une province sur laquelle l'Iran avait des droits certains (9). Mohamed Kadjar envahit la Géorgie en 1795 en trois points différents, reprit Tiflis — les habitants et la ville ayant fort à souffrir de l'affaire — pendant que le Tsar de Géorgie allait chercher refuge en Russie. La Tsarine commença

(8) Le Brun Renaud : La politique de la Perse au XIX^e siècle, p. 6 et 7.

(9) La Géorgie avait été pacifiée à la fin du XVIII^e siècle par l'oncle de Fatah-Ali, Shah Aga Mohamed Khan. Voir supra.

par envoyer 8.000 soldats sous le commandement de Gulovitch en Géorgie. Aucun succès substantiel n'ayant été obtenu par lui au printemps 1796 une expédition de 35.000 hommes sous le commandement de Subov, le successeur de Potemkin dans toutes ses charges vint le renforcer. Le succès accueillit l'expédition à ses débuts : Derbent, Bakou furent repris, les Russes franchissent l'Arax et menacèrent Retsch. A la fin de l'automne tout le littoral de la Caspienne, de l'embouchure de la Terek au Kur était aux mains des Russes. La même année, le Shah était assassiné. Son neveu Fatah-Ali lui succédait, il transporta sa résidence d'Ispahan, ville trop éloignée de toute communication avec les puissances limitrophes, à Téhéran d'où il pouvait prendre une part plus active à la lutte contre les armées russes. La guerre aurait semble-t-il tourné à l'avantage des armées russes si Subov désireux d'égaliser jusque dans la gloire son rival et prédécesseur Potemkin n'avait échafaudé un projet « fantaisiste et irréalisable » au lieu d'exploiter la situation (10). Il décida donc que son frère Valérien irait conquérir la Perse et assurerait des communications avec l'Inde. Ensuite, après avoir placé des garnisons dans toutes les villes conquises, il attaquerait les possessions Turques de l'Asie mineure ; en même temps le général Souvorov aurait franchi les Balkans et se serait rapproché de Constantinople, tandis que la flotte russe entrée dans le Bosphore, aurait investi par mer, la capitale turque. Mais en septembre 1796 Subov, qui promettait d'être alors à Ispahan, était encore séparé de la capitale par un désert de 600 verstes qu'il ne se décide pas à franchir, il demeura

(10) Milioukof-Seignobos-Eisenmann, *op.cit.*, T.2, p.613.

dans l'indécision à Bakou où il apprit la mort de Catherine le 17 novembre 1796. Le Tsar Paul I^{er} son successeur s'empessa de rappeler les troupes stationnées en Perse et de mettre fin à la guerre, sans cependant conclure de traiter avec la Perse (1801) auraravant il avait, par un Ukase du 28 janvier 1797, proclamé l'annexion de Bakou et de Derbent à la Russie.

Sous son règne peu de temps avant sa mort, la Géorgie passa du rang de puissance protégée à celui d'état vassal de l'empire, puis fut définitivement annexée dans les circonstances suivantes.

Héraclius venait de mourir en 1798, son successeur Georges XII, prince faible, sans caractère, conclut un nouveau traité avec la Russie.

D'après ce traité, l'empereur Paul I^{er} prenait lui-même le titre de Tsar de Géorgie et le fils de Georges XII devait devenir simplement le régent de Géorgie. Georges mourut peu de temps après à Tiflis, le 28 décembre 1800. Son fils David devint effectivement régent et administrateur de son pays, mais la loyale exécution du traité ne dura guère. Profitant des hésitations de David à monter sur le trône sans avoir reçu l'investiture prévue par le traité de 1783, Paul I^{er}, par l'ukase du 28 janvier 1801, déclara la Géorgie incorporée à l'empire en se fondant sur un prétendu appel des grands et du peuple géorgiens, et il occupa le pays par ses troupes (11). Les résistances locales furent brisées par les armées et le Tsar justifiait ces mesures par la nécessité de refouler le désordre et de protéger le pays contre toute agression. Le prince David étant mort, la prin-

(11) Afschar : La politique européenne en Perse, p. 30.

cesse et ses enfants furent déportés en Russie et jetés dans un cloître (12).

Les raisons qui déterminèrent le Tsar Paul I^{er} à s'emparer en 1801 de la Géorgie, située au delà du Caucase, alors qu'en 1797 il avait arrêté dès son avènement la marche victorieuse des troupes russes dans ces régions, n'ont jamais été bien expliquées. Dans son manifeste aux habitants de la Géorgie, Paul I^{er} déclare : « Ce n'est pas pour augmenter nos forces ni par intention égoïste, ni pour agrandir un empire dont les frontières s'étendent déjà assez loin que nous acceptons l'offre qui nous est faite du trône de Géorgie. Le sentiment de notre dignité, de l'honneur et de l'humanité seuls nous ont imposé ce devoir sacré de prêter l'oreille aux plaintes et aux lamentations qui se sont échappées de votre sein, de détourner de vos têtes les maux qui les courbent et d'introduire en Géorgie un gouvernement fort qui soit capable de protéger la vie et les biens de chacun, de distribuer impartialement la justice et d'étendre sur tous l'égide des lois. »

C'est sans doute là un très bel échantillon de l'hypocrisie diplomatique et de la duplicité dont la Russie a toujours fait preuve envers les pays orientaux, mais ce n'est pas une explication suffisante au revirement de Paul.

Quadflieg a cru trouver le véritable motif de ce changement d'attitude. Nous rapportons son explication pour ce qu'elle vaut, elle a tout au moins le mérite de l'ingéniosité (13).

On sait qu'un rapprochement s'était opéré entre Paul I^{er} et Bonaparte ; le Tsar, romantique avant la

(12) Quadflieg, op. cit., p. 112.

(13) Quadflieg, op. cit., p. 112, s.q.

lettre, et peut-être aussi inspiré par Napoléon, voulait devenir Grand Maître de l'Ordre de Malte ; désir pour le moins curieux chez un monarque orthodoxe, et il allait jusqu'à vouloir posséder l'île elle-même. Bonaparte lui abandonnait volontiers l'île, d'une part pour brouiller l'Angleterre et la Russie, d'autre part pour mieux s'assurer le concours du Tsar dans son projet d'invasion des Indes par le Moyen Orient. Entre temps, l'Angleterre occupait, en septembre 1800, l'île de Malte, avec l'intention bien ferme de ne jamais s'en dessaisir. Le premier but de Bonaparte était ainsi atteint, c'est-à-dire la rupture entre l'Angleterre et la Russie. Le Tsar eut recours aux représailles : « en conséquence, il a plu à Sa Majesté Impériale, pour maintenir ses droits, d'ordonner que dans tous les ports de son empire il serait mis embargo sur tous les vaisseaux anglais qui pourraient s'y trouver jusqu'à ce que les engagements de cette convention — intervenue entre Napoléon et Paul I^{er} — aient été parfaitement remplis » (14). Ce n'est plus qu'un jeu, pour Napoléon, d'exciter le ressentiment du Tsar contre l'Angleterre. Ce qui, pour Quadflieg, devait conduire nécessairement le Tsar à renoncer à son attitude antérieure et à franchir le Caucase pour occuper la Géorgie, dont auparavant il ne voulait rien entendre. Cette occupation devait préparer une expédition commune contre l'Inde soit que la Géorgie fût considérée comme une position excellente pour contraindre le Shah de Perse à accorder le libre passage à l'armée franco-russe, soit que le passage à travers la Géorgie de Tiflis à Astrabad parût préférable à Napoléon.

(14) Martens : causes célèbres du droit des gens, T. 5, p. 227, s. q.

Que l'Angleterre se soit inquiétée de ces projets, c'est d'ailleurs attesté par le fait que lors de l'annexion de la Géorgie elle dépêcha un agent diplomatique Sir John Malcolm à la cour de Téhéran pour observer les événements qui se déroulaient ainsi sur la frontière Nord de la Perse.

On sait que le projet n'eut pas de suite et Paul I^{er} mourut en 1801. Son successeur Alexandre I^{er}, par un manifeste du 15 décembre 1801, proclama de nouveau l'annexion pure et simple de la Géorgie.

S'efforçant de justifier l'annexion, Alexandre, dans sa proclamation, affirme la sollicitude dont il a toujours été animé pour le bien-être du peuple de Grusinie (15), et il prétend agir à la demande de ce peuple lui-même : « Le Tsar Georges Iraklivitch, voyant approcher le terme de ses jours, a eu recours à notre protection, du consentement des premières personnes de son empire et du peuple même et ne voyant aucun autre moyen de salut pour se garantir d'une chute inévitable et se soustraire à l'oppression de leur ennemi, ils ont envoyé des plénipotentiaires pour Nous prier d'adopter, comme sujet immédiat du trône de Russie, la Grusinie (16) et les provinces qui y sont soumises. »

A cette déclaration on peut objecter, tout d'abord, qu'en admettant que cette demande des grands de Géorgie ait eu lieu et ait été spontanée, elle ne devait tendre qu'à l'application du traité de 1783 par lequel le Tsar s'engageait à fournir aide et assistance à la Géorgie en cas de péril. En second lieu, la portée de cette démarche aurait-elle vraiment été celle que

(15) Nom russe de la Géorgie ou plutôt de sa partie centrale.

(16) La province centrale de la Géorgie.

lui prêtait le Tsar, elle n'était rien d'autre qu'une simple proposition et après la mort de son auteur la question aurait dû être débattue de nouveau avec son successeur David pour aboutir à un traité en bonne et due forme qui seul aurait pu remplacer celui passé entre Irakly et Catherine, ainsi que le prévoyait, d'ailleurs, l'article final du traité de 1783.

Quoiqu'il en soit, la Géorgie devenait dès ce moment une province russe et Alexandre s'appliqua à lui faire perdre toute individualité nationale, par une politique de russification à outrance. Ce fut la suppression systématique des institutions nationales, la prohibition de la langue géorgienne, bannie des écoles, des tribunaux, des administrations. Les révoltés populaires furent écrasés. En même temps et dans le même but, Saint-Pétersbourg s'efforçait de gagner à l'empire les nobles géorgiens en les gratifiant de hautes fonctions civiles et militaires.

De son côté, le gouverneur militaire de la province annexée, Zizianov, lui-même géorgien d'origine, se faisait le moteur de la politique russe en Transcaspië. Il commença par conquérir les petits Khanats voisins de la Géorgie, ou à convaincre leur prince de se placer sous la protection du Tsar. Il conquiert Gandjah, puis Elisabethpol, dont il chassa le prince. Sur quoi les Khans d'Iméréthie et de Mingrelie se soumirent volontairement à la domination moscovite. Zizianov n'était d'ailleurs pas plus à court que son impérial maître de moyens juridiques pour étayer ses prétentions (17). C'est ainsi qu'il invoqua le précédent d'Alexis d'Iméréthie qui, en 1650, s'était soumis au Tsar Alexis. Il ne fallait pas oublier non plus que Pierre le Grand ayant conquis jadis

(17) Quadflieg, *op. cit.*, p. 116.

le Daghestan et Schirvan, son successeur avait des droits sur eux.

Le résultat de ces exactions et de cette mauvaise foi fut une guerre de dix ans avec la Perse, victime de ces empiétements et que la Géorgie désabusée appelait à son secours (18).

(18) Afschar, op. cit., p. 32.

CHAPITRE III

L'IRAN DANS LE CONFLIT ANGLO-FRANCO-RUSSE ET LA PAIX DE GOLESTAN (1801-1813)

Dès les premières années du xix^e siècle au traité de Torkamantchaï (1828), les relations politiques irano-russes sont déterminées par la volonté de la Russie de protéger les frontières de la Géorgie nouvellement annexée, par la conquête des Khanats situés à l'Est et à l'Ouest de cette province. Ainsi les peuplades du Caucase seront coupées de toutes communications avec les autres peuples, et leur soumission future à la puissance russe en sera facilitée. Or, de ces Khanats dont la conquête devait constituer l'objectif de la politique russe de 1801 à 1828, plusieurs étaient possession de l'empire persan ou englobés dans sa sphère d'influence (1).

Pour la Perse, la fin du xviii^e siècle et surtout le début du xix^e va constituer une époque très im-

(1) A la fin du xviii^e siècle et au commencement du xix^e, les frontières Nord de la Perse se présentaient ainsi : la Géorgie, partie intégrante de la Russie, la mer Caspienne dont la Perse était riveraine depuis la haute antiquité tandis que la Russie n'y était arrivée qu'en 1556 après la prise d'As-trakhan par Ivan le Terrible et enfin le Turkestan qui, conformément à leurs projets, va bientôt tomber au pouvoir des Russes.

portante d'abord en raison des événements dont elle sera le théâtre et plus particulièrement en raison de la place qu'elle va occuper et du rôle qu'elle va jouer dans les combinaisons diplomatiques européennes. C'est un fait très important que la coïncidence entre la politique de défense contre l'impérialisme russe que la Perse va poursuivre de 1805 à 1828, et les intérêts diplomatiques européens concernant la Perse. Cette interférence de deux politiques, la politique orientale de la Russie et la politique asiatique de certaines puissances européennes va amener la Perse, jusque-là isolée et autonome dans son Moyen Orient, dans l'orbite de la politique européenne. Désormais, à dater de 1800, un caractère continu se substituera au caractère jusque-là discontinu des relations de la Perse avec l'Occident (2). Et ces relations continuées se cristalliseront autour de la lutte d'influence qui va se livrer dans notre pays entre la Russie et l'Angleterre. La rivalité anglo-russe dans le Moyen Orient et plus particulièrement en Iran va être le motif des relations extérieures de la Perse au siècle dernier.

Ce n'est qu'au début du xix^e siècle que l'Angleterre va chercher à s'assurer une influence prédominante à la cour de Téhéran. Jusque-là, elle n'avait eu que d'importants intérêts commerciaux dans les ports du Golfe Persique, sans avoir pour cela jamais traité avec la Perse. Les relations contractuelles et l'immixtion politique de l'Angleterre dans la politique étrangère de l'Iran ne prennent corps qu'à partir de 1800, lorsque se précisent les menaces diverses qui pèsent sur le joyau de l'empire colonial anglais.

(2) Akbar Siassi : La Perse au contact de l'Occident, p. 55.

En 1800, la Grande-Bretagne, s'inquiétant à la fois de l'activité déployée par la France à la cour de Téhéran et de l'agitation Afghane aux frontières de l'Inde (laissant craindre une attaque de la colonie par le peuple afghan) envoie à la cour de Perse le capitaine Malcolm à la fois pour y surveiller les intrigues françaises et pour décider le Shah Fatah-Ali à passer un traité avec l'Angleterre. Par ce traité, où il affirmait son désir d'entretenir de bonnes relations avec la Grande-Bretagne, Fatah-Ali s'obligeait sans réserve à « dévaster les frontières afghanes » au cas d'une incursion de ce peuple dans les Indes et à libérer le peuple afghan. Un autre article rédigé par le prévoyant Malcolm stipulait que « si les maîtres de l'Afghanistan ou la nation française commençaient une guerre avec la Perse, le roi d'Angleterre enverrait à la Perse autant de matériel de guerre qu'il sera possible. Si une armée française devait tenter de s'établir sur les rivages du Golfe Persique, les troupes anglaises et persanes s'engagent à l'en chasser avec leurs forces réunies ».

Il est bien évident que ce traité était tout entier orienté vers la défense des Indes contre tout ennemi possible et, comme tout traité passé par la Grande-Bretagne, sous le voile du désintéressement et de la confiance réciproque dont les Anglais ont toujours su user au mieux de leur intérêt impérialiste, il n'apportait d'avantages qu'à elle.

Fatah-Ali se rendait compte que le traité ne servait que médiocrement les intérêts de l'Iran, mais il lui fallait un allié qui lui permit de résister aux développements territoriaux de la Russie et les circonstances le déterminèrent à souscrire aux propositions de Malcolm. Une première application du traité eut lieu aussitôt et tout au bénéfice de l'Angleterre.

Sous son inspiration, Fatah-Ali attaqua le Shah d'Afghanistan Zaman pour détourner le prince afghan de ses visées sur les Indes. Pour déterminer Fatah-Ali à cette initiative, Malcolm lui représenta que l'Afghanistan ayant jadis appartenu à la Perse il était juste qu'il lui fit retour. Avec quelle habileté l'Angleterre fait servir à ses fins propres les intérêts légitimes de ses alliés, nous en verrons la mesure lorsque nous verrons que moins de 40 ans plus tard elle se livrera à des actes d'agression contre la Perse coupable d'avoir voulu poursuivre ce dessein dans des circonstances où il ne servait plus les intérêts anglais (affaires de Hérat, 1837-1838).

Si Fatah-Ali avait recherché l'alliance anglaise, c'était non pour assurer la protection des Indes, mais pour défendre plus efficacement son pays contre l'expansion russe.

L'accroissement continu de la puissance russe en direction de la Perse devenait alarmant car il était évident qu'il serait d'autant plus difficile à l'empire du Shah de se soustraire à l'influence de Saint-Pétersbourg que la frontière commune avec l'empire moscovite se développerait. Dans de telles circonstances, il deviendrait difficile au Shah d'empêcher son pays de tomber dans la sphère d'influence russe (3). Après l'occupation de la Géorgie, quand la Russie, moitié par force, moitié par persuasion, venait de soumettre au pouvoir du Tsar Alexandre les Khanats de Mingrélie et l'Imérechie, il devint évident qu'elle se préparait à faire la conquête du Turkestan de la Transcaucasie et voulait se rendre maîtresse de la mer Caspienne, conformément aux directives de la politique impériale énoncées par Pierre

(3) Hosuke Nagase : Die Russische Politik in Asien, p.12.

le Grand. Pour s'y opposer, la seule politique que peut pratiquer le Shah était de soutenir, dans leur résistance, les peuplades caucasiennes encore indépendantes mais dont la Russie méditait l'annexion et de répondre aux appels que lui adressait le peuple géorgien revenu de son ancienne défiance contre l'Iran.

Il était facile au Shah de trouver un prétexte valable pour suivre cette politique : en effet, en terminant la campagne manquée de Subov, les Russes avaient conservé la ville persane d'Erivan. Le Shah équipa une armée et exigea d'Alexandre la restitution des territoires persans occupés par la Russie. C'était le début d'une guerre (1804) qui devait durer 7 ans et aboutir à la défaite de l'Iran, sanctionnée par le traité de Golestan (1813).

En réponse à la demande du Shah, le Tsar fit envahir par le gouverneur de Géorgie, Zizianov, la province d'Erivan ; les Russes s'emparèrent de Gandj (Elisabethpol de son nom russe) puis marchèrent sur Erivan, ils y furent battus par l'armée persane et durent se replier sur Tiflis, l'année suivante, l'armée russe venait au combat, et tenta une diversion du côté d'Enzeli et de Retsch, mais elle fut repoussée et se retourna sur Bakou (4).

Malheureusement vinrent les défaites, le prince héritier Abbas Mirza fut battu par Zizianov et Gandj repris par les Russes. L'année suivante (1805-1806) ceux-ci s'emparèrent des Khanats de Karabagh, Schéka et Schirvan et atteignirent l'Araxe. Conformément à la méthode déjà éprouvée en Géorgie, ils laissèrent dans tous ces territoires l'administration

(4) Afschar, p. 32, op. cit.

intérieure au prince indigène pour ne les déposer que plus tard et progressivement (5).

Dans ces circonstances, Fatah Ali fit appel au concours de la Grande-Bretagne conformément à la lettre et à l'esprit du traité de 1801. C'était grande naïveté de sa part, car l'Angleterre n'avait aucun intérêt à voir se terminer promptement par l'intervention de ses armes une guerre irano-russe qui empêchait absolument Napoléon de réaliser ses plans d'invasion de l'Inde avec le concours russe (6). Aussi, se garda-t-elle de conseiller à Fatah Ali de rompre la lutte, elle l'encouragea au contraire à la poursuivre. Mais d'un autre côté elle se garda bien de fournir au Shah, tout au moins sans contre-partie, les moyens d'une prompte victoire. La Grande-Bretagne, respectueuse du traité, ne refusa pas son concours à la Perse, simplement elle y mit comme condition, la cession des ports de Derbent et Enzeli en même temps que l'abandon de tout le littoral côtier ; la cession de l'île de Larak et du port de Bouchir dans le golfe Persique ; le droit de fortifier Bender-Bouchir, le paiement d'une énorme contribution et le commandement suprême de l'armée persane (7).

Fatah Ali refusa évidemment de souscrire à ces exigences inadmissibles qui ne sauvaient son pays des Russes que pour le livrer aux Anglais, et se tourna alors à la recherche d'un allié plus sûr, il crut le trouver dans Napoléon. En représailles, l'Angleterre rappela en pleine guerre les quelques officiers instructeurs qu'elle avait attachés auprès des troupes iraniennes.

(5) Quädflieg, op. cit., p. 117.

(6) Krahmer, op. cit., p. 19.

(7) Le Brun Renaud, p. 8, op. cit.

Les prestigieuses victoires de Napoléon lui avaient créé dans l'Orient une extraordinaire renommée, et avaient vivement frappé l'esprit du Shah de Perse. D'autre part, la Russie constituait alors un ennemi commun à la France et à l'Iran. Enfin, Napoléon s'était déjà intéressé à l'empire du Shah lorsqu'en 1801 il méditait de concert avec Paul I^{er} de Russie l'invasion des Indes par le Moyen Orient. Ces raisons déterminèrent Fatah Ali à se rapprocher de Napoléon après la prise de Bakou par le général Bulgakov et de Derbent par le général Glasenap en 1806. Mirza Reza fut envoyé par le Shah auprès de Napoléon pour lui proposer l'alliance : dans un document dont il était porteur le Shah écrivait à Napoléon : « La Russie est également l'ennemi des rois de Perse et de France, pour cette raison, sa destruction doit devenir le devoir de deux rois. La France l'attaquera d'un côté, la Perse de l'autre ».

Et le prince héritier Abbas Mirza, écrivant à Napoléon, lui exposait aussi la situation de la Géorgie : « Les Russes ont prétendu qu'ils avaient acheté la province de Géorgie aux enfants d'Hergle-Khan (Héraclius) et la ville de Gandj à Djoad Khan, son gouverneur, et qu'ils n'avaient pris les armes que pour le maintien de leurs droits. Or, il y a deux choses à observer ici ; 1^o il est absolument faux que ces pays leur aient été vendus ; 2^o cette vente fût-elle réelle, n'en est pas moins illégale et contraire aux usages établis puisqu'il est évident à tout esprit judicieux qu'un terrain ne peut être vendu que par le propriétaire légitime et non par le cultivateur, et que le troupeau ne dépend que de celui auquel il appartient et non du berger.

« Indépendamment de cette considération, il faut remarquer encore que toute vente suppose un prix ou une contre-valeur. Or, il est notoire que le

seul prix qu'aient reçu les enfants d'Hergle-Khan et de Djoad Khan pour cette prétendue vente qu'on leur attribue, c'est la mort de l'aîné des dits princes, Gorguine Khan, qui a succombé aux chagrins que les Russes lui ont causé, celle de Djoad Khan qui a misérablement péri sous leur poignard homicide et la dispersion du reste des enfants d'Hergle-Khan dont plusieurs se trouvent prisonniers en Moscovie et dont les autres, dépouillés de leurs biens, persécutés et sans espoir, ont dû se réfugier à notre cour. »

En réponse à l'ambassade persane, Napoléon envoya plusieurs missions successives à Téhéran pour s'informer de la situation politique dans le Moyen Orient et se renseigner sur les forces militaires de l'Iran (mission Jaubert, mission du Général Gardanne) (8). En même temps il recevait les ambassadeurs Persans et Turcs en Pologne et envoyait à Constantinople le Général Sébastiani. Son intention était en effet de former contre la Russie une triple alliance Franco-Turco-Persane. Mais ce dessein se heurtait à l'hostilité traditionnelle qui dressait les Perses et les Turcs. La guerre était fréquente sur leurs frontières, car les Persans revendiquaient la Mésopotamie détenue par les Turcs (9). La Porte, de son côté, qui voyait d'un mauvais œil les relations d'amitié entre la France et la Perse, s'efforçait toujours d'empêcher les relations entre les deux pays.

Le traité d'alliance entre la France et la Perse

(8) Le Général de Gardanne a retracé les péripéties de sa mission en Perse dans un ouvrage intitulé « Mission du Général Gardanne en Perse », ainsi que Jaubert « Voyage en Perse et en Arménie ». On peut aussi consulter l'ouvrage de Briault « La politique orientale de Napoléon ».

(9) Afschar, p. 32, op. cit.

fut signé à Finkenstein en Plogne, le 4 Mai 1807 entre Napoléon et l'ambassadeur persan Mirza Réza.

Le Shah s'engageait, dès ratification du traité, à rompre toutes relations diplomatiques et commerciales avec l'Angleterre. Après dénonciation du traité qui liait l'Iran à la Grande-Bretagne, le Shah lui déclarerait immédiatement la guerre « sans répondre à aucune proposition » (article 8). Si l'Angleterre et la Russie concluaient une alliance contre la France et l'Iran, les deux nations s'obligeaient à opérer conjointement contre les deux puissances (article 9). Le Shah s'engageait, d'autre part, à employer toute son influence pour déterminer les Afghans et autres peuples du Kandahar à entrer en guerre contre l'Angleterre et après jonction de leurs troupes avec les siennes propres à pénétrer dans les Indes (article 10). Dans le cas où Napoléon dirigerait son armée sur l'Inde par voie de terre, le Shah garantissait le libre passage de celle-ci, s'engageait à pourvoir à son ravitaillement en territoire persan, et convenait enfin d'y joindre sa propre armée (article 12). Tous les ports du Golfe Persique devaient être ouverts aux escadres françaises (article 11). En retour, Napoléon garantissait de son côté à la Perse la pleine possession de son territoire (article 12), reconnaissait les droits de l'Iran sur la Géorgie (article 3) et s'engageait « à faire tous ses efforts pour contraindre la Russie à l'évacuation de la Géorgie et du territoire persan et pour l'obtenir par le traité de paix, s'engageait à intervenir. Cette évacuation sera constamment l'objet de sa politique et de sa sollicitude (article 4). La réorganisation des troupes et de l'armement persans d'après le modèle français est également prévue et sera assurée par l'envoi d'officiers instructeurs (article 7) de même que par la livraison d'armes. Enfin, un ministre plénipo-

tentiaire représentera la France à la cour de Téhéran.

Le traité était loin d'être avantageux pour la Perse, Napoléon promettait seulement d'aider ultérieurement la Perse de ses armes, pour le moment il voulait s'en tenir à l'envoi d'armes et d'instructeurs. Par contre, l'Iran se voyait obligé, malgré son manque d'organisation, à une guerre de plusieurs années avec la Russie, de déclarer aussitôt la guerre à l'Angleterre et de marcher sur les Indes. Cependant Fatah Ali accéda à ces exigences démesurées. Tandis que l'ambassadeur français était accueilli avec enthousiasme par la population, le Shah dénonçait le traité le liant à l'Angleterre, cédait même à la France l'île Kharak dans le Golfe Persique pour en faire une base éventuelle d'opérations contre l'Angleterre et signait un traité complémentaire en vertu duquel les ressortissants français obtenaient en Iran d'importants privilèges commerciaux, et le consul français une compétence exceptionnelle (10). Les instructeurs et le matériel français ne furent pas à l'Iran un secours suffisant. Les Russes pénétrèrent plus avant dans le Caucase et s'emparèrent la même année de Naschichervan, investirent de nouveau Eriwan et armèrent une flotte sur la mer Caspienne pour attaquer les côtes persanes. Effrayé de ces rapides progrès, Fatah Ali sollicita du Général en chef des forces russes Gudovitsch un armistice d'un an et envoya en toute hâte son ambassadeur Asker Khan à Paris, en lui donnant pleins pouvoirs pour conclure avec l'ambassadeur de la cour de Russie à Paris, sous la médiation de Napoléon, un traité de paix.

(10) Akbar Siassi, p. 60, op. cit., également le texte du traité de Finkenstein.

Asker Khan n'était pas encore à Paris lorsque l'empereur Alexandre rejeta la demande d'armistice et ordonna à Gudovitsch de reprendre les opérations.

Asker Khan, à Paris, n'obtint même pas de Napoléon la médiation espérée, la France venait de conclure avec la Russie la paix de Tilsit (1807) et ne voulait pas la compromettre en soutenant l'Iran. Comme le traité de Tilsit signifiait l'abandon par la France des revendications de l'Iran — nulle part il n'y était question de la Géorgie ni des autres territoires annexés par la Russie — l'empereur invoqua les difficultés de l'éloignement pour décliner les demandes du Shah. Bien que l'Iran sut qu'il ne pouvait plus compter sur l'aide française, il fit face vaillamment à la situation ; la garnison d'Erivan obligea les Russes à lever le siège et à regagner Tiflis.

Le traité de Tilsit fut la fin de l'alliance franco-persane et marque le déclin de l'influence française en Iran. Le Général Gardanne quitta Téhéran, et les Anglais acquirent à la cour de Perse une influence prépondérante. Se trouvant eux-mêmes en guerre avec la Russie — déclaration de guerre du 26 octobre 1807 — ils prirent la place que la France venait d'abandonner. Sir Hartford Jones, successeur de Malcolm à Téhéran, conclut avec Fatah Ali, en Mars 1809, les préliminaires d'un traité qui prévoyait le versement à la Perse d'un subside annuel de 120.000 livres, l'envoi d'officiers anglais pour former les troupes persanes, l'expédition de matériel de guerre et l'envoi en Iran d'un détachement d'artillerie hindou (11).

Au même moment, la Russie terminait ses préparatifs pour reprendre la guerre contre la France,

(11) Quadflieg, p. 118.

en conséquence l'ordre fut donné aux armées russes d'accélérer les opérations contre l'Iran. Là encore l'aide anglaise si parcimonieusement donnée ne fut pas d'un grand secours à notre pays. Les Russes franchirent l'Araxe, conquirent le Khanat de Talysch, occupant ainsi toute la côte Ouest de la Caspienne à l'exception de la presqu'île d'Apchéron. La Perse aurait pu être aidée dans cette conjoncture par la Turquie, elle-même en guerre avec la Russie depuis 1809, et de fait les deux armées, turque et persane, opérèrent en commun ; mais les dissensions religieuses paralysèrent cette action commune. D'ailleurs la paix fut conclue peu après entre la Porte et Saint-Pétersbourg (1812). En 1812, l'armée persane, sous le commandement du prince héritier Abbas Mirza, fut défaite à Aslandouz sur l'Araxe (12). Les Anglais perdirent dans le combat toute leur artillerie. Au même moment, la retraite de Napoléon, sa défaite définitive l'année suivante, ôtèrent tout espoir au Shah de se voir secouru.

La Grande-Bretagne, alliée de la Russie contre la France, représenta à Fatah Ali l'inanité d'une résistance plus longue et s'offrit à faciliter la conclusion de la paix entre l'Iran et la Russie. La paix fut conclue, sous la médiation de l'ambassadeur anglais à la cour de Russie, Sir Gore Enseleys, le 12 octobre 1813, au camp russe de Golestan près de la rivière de Sheva sur le territoire de Karabagh. L'échange des ratifications eut lieu à Tiflis le 15 septembre de l'année suivante.

Le traité de Golestan peut se décomposer en clauses territoriales, clauses politiques ou dynastiques et enfin clauses économiques.

(12) Texte dans Martens, recueil, T. 4, p. 13-89, s.q.

A. — *Clauses territoriales.* — Le traité est conclu sur la base du statu quo préaensentis, c'est-à-dire que chaque partie gardait la propriété des territoires qui se trouvaient en sa possession lors de la conclusion de la paix (article 2). En conséquence, l'Iran cédait à la Russie les Khanats de Karabagh, le Shaki, de Shirvan, de Derbent, du Kuban, de Bakou et de Talysch, ce dernier pour une partie seulement. De plus, l'Iran abandonnait ses prétentions sur la Géorgie, le Daghestan, la Mingrélie et l'Iméréthie, c'est-à-dire sur tous les territoires situés entre l'embouchure du Terek et celle du Kur. Le traité stipulait d'ailleurs expressément que toutes les possessions et tous les territoires situés entre la frontière telle qu'il la fixait et la ligne du Caucase y compris les territoires et les peuples confinant au Caucase et à la mer Caspienne devenaient possessions russes (article 3).

C'était là une délimitation de frontières qui prêtait à beaucoup d'équivoques par son imprécision ; aussi ce traité prévoyait-il qu'au cas de non-coïncidence de la frontière avec les stipulations précédentes, la véritable frontière ferait l'objet d'une délimitation ultérieure.

La Russie, soulignons-le, n'introduisait cette disposition qu'avec l'espoir que le Khanat de Talysch serait, d'ici là, complètement occupé par ses troupes, lui reviendrait dans sa totalité, assurant ainsi à la Russie au delà de l'Araxe un nouveau segment du littoral Ouest de la mer Caspienne, dont elle eut fait volontiers sa propriété pleine et entière (13). De son côté, le Shah nourrissait l'espoir et la Russie lui en

(13) Quadflieg, op. cit., p. 119.

fit la promesse, qu'une fraction de ces territoires, de préférence le Khanat de Talysch, lui serait rendue.

Touchant le domaine maritime de l'Iran, le traité, « considérant qu'avant la guerre, ainsi que durant la paix et dans tous les temps, le pavillon russe a seul flotté » (article 5), réservait exclusivement à la Russie le droit d'avoir des vaisseaux de guerre sur cette mer. Depuis cette date, la Caspienne, tant en fait qu'en droit, put être considérée comme un lac russe, bien qu'on ne voit guère les bases juridiques du monopole que s'attribuait ainsi l'empire moscovite. Car, s'il peut être admis que jamais la Perse n'a possédé de bâtiments de guerre sur la Caspienne, il ne faut pas oublier que la Russie non plus n'en a pas possédé de tout temps, puisqu'elle n'était riveraine de cette mer que depuis la prise d'Astrakhan par Ivan le Terrible en 1556, tandis que l'Iran en a été de tout temps riverain et possesseur d'un périmètre côtier bien supérieur (14).

Seuls les navires de commerce persan « conservent d'après l'usage antérieur le droit de naviguer sur la mer Caspienne et d'aborder aux rives russes » sous la condition de porter aide et secours aux navires russes en péril de naufrage.

B. — *Clauses politiques ou dynastiques.* — Dans l'article 4, l'empereur de Russie, « en témoignage de ses sentiments pour Sa Majesté le Shah de Perse, et pour lui prouver son désir sincère de voir l'autocratie et l'autorité souveraine établies sur une base solide dans l'empire persan, voisin de la Russie,

(14) Afscbar, p. 40, op. cit.

s'engage solennellement, pour lui et ses successeurs, à porter secours au cas de besoin à celui des fils du Shah de Perse nommé héritier de l'empire, afin qu'aucun ennemi étranger ne puisse se mêler des affaires de la Perse, et que la cour de Perse soit fortifiée par l'appui de la cour de Russie », et l'article ajoute : « s'il s'élève des différends entre les fils du Shah sur les affaires de l'empire persan, la Russie n'y prendra point part avant que le Shah régnant ne réclame son intervention ». C'était pour la Russie se réserver un droit permanent d'intervention dans les affaires intérieures de l'Iran. » En effet, quel est le Shah régnant ? Ce ne peut être à coup sûr le Shah décédé. Donc ce doit être l'héritier légitime. Mais qui peut être cet héritier légitime « celui des fils du Shah de Perse qu'il nommera héritier de l'empire persan », déclare le traité. Mais comme le Shah peut mourir avant d'avoir désigné, son successeur, la Russie pourra appuyer celui qu'il appelle à son secours et qui est *persona grata* à la cour de Saint-Pétersbourg. Ainsi l'article 4 laissait la porte ouverte à tous les malentendus et à toutes les interventions qui plairaient à la cour impériale (15).

C. — *Clauses diplomatiques.* — Aux termes de l'article 7, les ambassadeurs des deux puissances devront être reçus avec les honneurs qu'impliquent leur rang et l'importance de leur mission, tandis que seront rendus aux agents et consuls chargés de la défense des intérêts commerciaux, et dont l'escorte devra compter dix hommes au plus, les honneurs dus à leur qualité de personnes de confiance.

(15) Afschar, p. 39, op. cit.

D. — *Clauses économiques.* — La disposition de l'article 7 s'explique par la place que tiennent les questions économiques dans le traité de Golestan. A la différence des traités précédents, le traité de 1813 fait une large place aux questions commerciales intéressant les deux Etats. Il inaugure le nouveau régime douanier persan et pose « un certain nombre de principes qui serviront de base au traité de 1828 qui constitue en quelque sorte le code des relations entre les deux puissances, et même entre notre pays et toutes les puissances étrangères pendant près d'un siècle, grâce à la clause de la nation la plus favorisée » (16).

L'article 8 confirme le droit, pour les sujets persans comme pour les sujets russes, de se livrer librement au commerce à l'intérieur de l'empire auquel ils sont étrangers. Concernant le tarif des douanes, la Russie impose à la Perse, sous condition de réciprocité, de ne grever les marchandises venant de Russie que d'un droit de 5 % ad valorem. Sous aucun prétexte il ne doit être perçu des droits supérieurs et si l'un des contractants contrevient à cette clause l'autre partie reprend sa liberté d'action, ce qui constituerait une sauvegarde assez efficace. Pourtant cette égalité de tarif n'était pas sans défavoriser notre pays, car elle frappait indistinctement les produits de première nécessité et les produits de luxe.

Les conditions, que le traité de Golestan imposait à l'Iran, étaient vraiment trop dures et sans rapport avec la situation à l'époque de sa conclusion ; la Russie, en effet, sortait à peine de la lutte contre Napoléon, et avait dû faire en même temps

(16) Navaï, p. 18, op. cit.

d'importantes concessions à la Turquie par le traité de Bucarest du 28 mai 1812. Il est vraisemblable que si Abbas Mirza n'avait pas attaché une importance particulière aux clauses dynastiques du traité, en vue de son accession au trône, il aurait pu obtenir par ailleurs des conditions de paix plus favorables (17).

Pour important qu'il soit, par rapport aux précédents, la durée du traité de Golestan ne fut pas moins courte. Non seulement le traité ne satisfaisait pas le vaincu, mais le vainqueur, lui-même, ne le considérait pas comme définitif, puisqu'il ne lui donnait pas encore accès à la mer libre du midi. Enfin, les clauses vagues et imprécises dont il abondait, constituaient autant de possibilités pour des conflits futurs. Ce n'est que par le nom, que ce traité « de paix éternelle » était un traité de paix, et les années qui suivirent se chargèrent de montrer que c'est la paix la plus fragile que l'on appelle éternelle.

(17) Khalatbary, p. 10.

CHAPITRE IV

LES VICTOIRES DÉFINITIVES DE LA RUSSIE SUR L'IRAN ET LE TRAITÉ DE TORKAMANTCHAI (1813-1828)

De 1813 à 1828, la politique russe va se consacrer à améliorer ses positions dans le Caucase, en faisant de ses possessions une base d'actions futures tant contre la Turquie que contre la Perse. Cette période va se marquer par un renforcement de la situation russe en Transcaucasie et par les efforts des Tsars pour plier l'Iran à leur volonté, jusqu'au moment où, poussé à bout, le Shah reprendra les armes sans autre résultat, malheureusement, qu'une aggravation des liens de dépendance avec la Russie qui s'exprime en 1828 dans le traité de Torkamantchâï et qui ne prendra fin qu'en 1917, avec la révolution soviétique.

La paix de Golestan ne pouvait être qu'une paix provisoire, car la démarcation imprécise de la frontière irano-russe, en particulier entre Erivan et le lac de Goktchaï, l'incertitude qui concernait l'attribution définitive de certains territoires, permettaient à chacune des parties de formuler des réclamations et les maintenaient ainsi en état de défiance et d'hostilité qui pouvait à tout instant se changer en lutte

ouverte. La paix conclue, et s'en remettant aux promesses, qui alors lui avaient été faites, le Shah envoya un ambassadeur à Pétersbourg pour prier le Tsar de rendre à l'Iran certains territoires qui lui avaient auparavant appartenus, entre autres la partie du Khanat de Talysch que la Russie s'était attribuée. Mais, ses ministres lui ayant représenté qu'on ne pouvait aveuglément rétrocéder ces territoires avant de s'être assuré qu'ils n'offraient pas d'intérêt pour l'empire (1), le Tsar Alexandre refusa de satisfaire à la demande du Shah et son ambassadeur n'obtint que la promesse d'un règlement ultérieur des questions territoriales litigieuses. De fait, en 1817, un ambassadeur extraordinaire, Jermolov, fut envoyé en Iran avec, pour instructions, de restituer à la Perse les territoires qui pouvaient lui faire retour sans désavantage pour la Russie. Mais Jermolov n'apporta à sa mission qu'un soin très relatif et témoigna au Shah une telle hostilité qu'il ne fut plus question pendant quelque temps de revendications territoriales par l'Iran. Le traité qui intervient à cette époque (7 août 1817) entre le Shah et Jermolov est un traité de pure forme où les parties font assaut d'assurances courtoises et de politesse sans en venir à rien de tangible.

Les difficultés allaient renaître avec beaucoup plus d'acuité en 1826. A cette date, les Russes revendiquèrent la propriété de la région située au Nord-Ouest du lac de Goktchai au Sevanga. En réalité, cette région appartenait à notre pays sans doute possible, et le sachant fort bien, la Russie voulut contraindre le Shah à accepter en compensation une bande de territoire entre les rives des lacs de Kapu-

(1) Quadflieg, op. cit., p. 120.

nachog et de Chudow (2). Le Tsar Nicolas I^{er}, qui venait de monter sur le trône (décembre 1825) envoya le prince Martchikow à la cour de Téhéran pour aplanir le différend. Le Shah demanda l'évacuation pure et simple, mais immédiate de Goktchai par les troupes russes que Jermolov, gouverneur de la Transcaucasie, y avait envoyé. L'Ambassadeur n'ayant pas les pouvoirs nécessaires, fut éconduit par le Shah. Or, le frère d'Alexandre, tempérament énergique et aventureux, s'accommodait très bien avec la perspective d'une nouvelle campagne de Perse. De son côté, Fatah Ali n'avait jamais considéré que comme provisoire le traité de Golestan, et l'opinion persane s'élevait contre les vexations que les Russes infligeaient aux populations persanes et musulmanes du Caucase. Enfin le Shah avait en novembre 1814 conclu un traité avec la Grande-Bretagne, par lequel le concours anglais au cas d'une guerre lui était assuré, et par les soins de l'Angleterre son armée avait été réorganisée à l'européenne.

Le traité anglo-persan du 25 novembre 1814 liait l'Iran et l'Angleterre par une alliance défensive. L'Iran s'engageait à ne laisser pénétrer sur son territoire aucune armée présumée hostile à l'Angleterre.

L'Angleterre acceptait en retour, au cas où l'Iran serait l'objet d'une agression de la part d'une autre puissance, de lui envoyer sur demande des troupes de l'Inde et de lui verser une somme de 150.000 livres.

De son côté, le Shah prenait sur lui d'engager les Khans de Bokhara, Kharazin et Tartarestan à s'op-

(2) Hasuke Nagose, *op. cit.*, p. 14.

poser à la traversée de leur territoire par toute armée ayant l'intention d'attaquer l'Inde.

Dès 1826, le Prince héritier, Abbas Mirza, envahit la Géorgie à la tête de 35.000 hommes, avec l'intention de soulever les Khanats soumis à la Russie. Jermolov, surpris, dut abandonner la Géorgie, et l'armée persane reconquit une partie des territoires perdus à Golestan. Les circonstances politiques internes de la Russie servaient d'ailleurs à l'Iran, l'usurpation du trône par Nicolas ayant provoqué en Russie une insurrection militaire.

Les efforts d'Abbas Mirza pour soulever contre les Russes les populations de Géorgie et du Daghestan furent d'abord couronnés de succès. Les habitants de cette province, de religion musulmane, et qui avaient souffert des vexations russes, accueillirent bien les armées du Shah, mais bientôt Jermolov fut remplacé par le général Paskievitch à la tête de troupes nouvelles, et les revers commencèrent pour l'Iran.

Le colonel Lazareff, adjoint à Paskievitch et Arménien d'origine, retourna contre Abbas Mirza le procédé dont il avait usé, il réussit par ses prouesses et son influence à soulever les Arméniens contre la Perse et à en faire des auxiliaires de l'armée russe. Abbas Mirza fut battu à Gandj-Elisabethpol (septembre 1826), il perdit successivement Ahas-Abad, Sar-da-Abad et Erivan. Lorsque les Russes se furent emparés de Tauris et du cloître d'Echmiazin, le Shah Fatah-Ali dut se résoudre à traiter avec eux. Ce fut le traité de paix de Torkamantchaï conclu le 28 février 1828, dont les conditions étaient plus sévères et les conséquences plus désastreuses encore pour la Perse que celles du traité de Golestan.

Les causes de la défaite de notre pays sont multiples, mais il est facile de mettre au jour les prin-

cipales. Tout d'abord, le Shah préférait consacrer à la satisfaction de vains caprices personnels des sommes qui eussent été mieux employées à assurer la solde et l'équipement de l'armée. Le résultat fut que, mal équipée et mal ravitaillée, l'armée du prince Abbas fut incapable d'exploiter ses premières victoires et dut, jusqu'au commencement des défaites, se tenir sur la défensive. En second lieu, des révoltes intérieures provoquées par les défaites de 1812, avaient affaibli le pays de même que les trois campagnes victorieuses, mais sans profit menées par l'Iran contre la Turquie et contre l'Afghanistan (3). Enfin et surtout l'Angleterre renia l'alliance défensive conclue avec la Perse en novembre 1814. Le Shah comptait fermement sur l'aide anglaise, car il estimait que l'occupation de Go tchaï par la Russie constituait un acte d'agression engageant l'Angleterre conformément aux articles 3 et 4 du traité de 1814 à lui prêter son concours. La Grande-Bretagne qui n'avait plus en 1826 aucun motif d'engager des hostilités avec l'empire russe, prétendit d'abord que l'agression était le fait non de la Russie mais de l'Iran. Le Shah ayant réfuté cette mauvaise défaite se vit répondre alors avec un tranquille cynisme que l'Angleterre étant en termes amicaux avec la Russie, elle ne pouvait songer à remplir les engagements du traité de 1814 et que le mieux était pour l'Iran de demander la paix et de souscrire aux conditions que lui ferait le Tsar.

Le traité de paix de Torkamantchaï et le traité de commerce signé le même jour, sont pour l'Iran le point de départ d'une époque nouvelle, qui se dé-

(3) Khalatbary, p. 10.

·veloppera jusqu'à la révolution russe de 1917 et qui se caractérise par toute une série d'empiétements d'abord économiques et ensuite politiques de la Russie, puis des puissances occidentales dans notre pays. Contre cette emprise toujours plus étroite, l'Iran ne pourra tenter aucune résistance, car les clauses territoriales du traité de Torkamantchaï placent la Russie aux portes mêmes du plateau de l'Iran et en font une voisine d'autant plus puissante et redoutable qu'elle sera désormais maîtresse du Caucase, ce « Gibraltar de l'Orient ». Le traité de paix proprement dit se décompose en stipulations territoriales, financières, dynastiques et politiques.

A. — *Clauses territoriales.* — Article 111. La Perse renonce à toutes prétentions sur ses anciennes provinces de Géorgie et du Daghestan, elle cède à la Russie les deux Khânats d'Erivan et de Natchévant, les plus fertiles du pays et dont le docteur français Feuvrier écrira en 1889 qu'ils sont « l'Alsace et Lorraine de la Perse » (4). Cette cession était encore particulièrement importante au point de vue politique parce que s'y trouvait le cloître d'Echtmianzin, siège du patriarche arménien qui tombait ainsi sous l'influence russe.

Ainsi, à l'empire des Tsars, incombait la protection des Arméniens pour la plupart sujets ottomans et dans une moindre mesure sujets persans, et cette protection pouvait être utilisée à des fins politiques. La Russie avait d'ailleurs trouvé dans les Arméniens eux-mêmes un instrument double de la politique russe, chose que Pierre le Grand avait déjà caractérisée comme très importante pour la diplo-

(4) Feuvrier : Souvenirs de la cour de Perse.

matie russe et dont les Russes devaient plus tard pleinement user (5).

Par ces acquisitions territoriales, l'empire moscovite devenait le voisin immédiat de l'Iran sur toute la partie Ouest de la Caspienne où la rivière Araxe constitue dès lors la principale ligne de démarcation. En assignant définitivement à la Russie le Caucase Oriental qui commande le plateau de l'Iran et de l'Asie Centrale, le traité garantissait à la Russie une position prépondérante en Perse.

L'article 8 déclare que la navigation de guerre dans la mer Caspienne est « ab antiquo » réservée au pavillon russe. C'est la reproduction mot pour mot de l'article 5 du traité de Golestan. En fait il empêchera notre pays d'entretenir même des bâtiments marchands dans cette mer. La Russie s'assure ainsi la maîtrise de la Caspienne. Cela lui permettra conjointement avec l'appropriation d'Erivan et de Nakhechevan de placer tout le Nord de l'Iran sous l'influence russe et par conséquent d'accroître son influence ainsi sur les Etats Afghans.

B. — *Clauses financières.* — Article 6. La Perse doit verser à la Russie une indemnité de guerre de 5.000.000 de tomans, c'est-à-dire environ 3.000.000 de livres anglaises. Or, il manquait à la Perse, pour réunir cette somme, 300.000 tomans. Les Russes menaçaient d'occuper Téhéran s'ils n'obtenaient pas le paiement immédiat et intégral de l'indemnité exigée. Fatah Ali Shah dut accepter la proposition des Anglais qui lui avancèrent les 300.000 tomans en retour de la suppression, dans le traité de 1814, des articles 3 et 4 stipulant que le secours de l'Angleter-

(5) Quadflieg, op. cit., p. 122.

re était acquis à la Perse au cas d'une agression. Au fond le Shah ne faisait pas une mauvaise affaire, la parole d'honneur de l'Angleterre était loin de valoir 300.000 tomans.

C. — *Clauses dynastiques.* — L'article 7 du traité de Torkamantchaï n'est que la reproduction sous une forme concrète, de l'article 4 du traité de Golestan : La Russie reconnaît, en la personne du prince Abbas Mirza, l'héritier présomptif de la couronne de Perse. On peut se demander pourquoi les Russes s'empressèrent de reconnaître précisément Abbas Mirza comme héritier du trône puisque c'est justement lui qui dirigea la guerre contre la Russie. Peut-être était-ce dans la conviction que, ses adversaires l'ayant battu, le prince ne pourrait que s'incliner devant leur supériorité sans tenter de renouveler une résistance inutile (6). Mais le prince mourut avant d'être appelé au trône et ce fut son fils Mahomed Mirza qui succéda à son grand-père Fatah Ali.

D. — *Clauses politiques.* — L'article 14 du traité de Torkamantchaï règle, d'une part la procédure d'extradition entre les deux empires et d'autre part certains transferts de populations.

Les parties peuvent exiger l'extradition des déserteurs et transfuges. Toutefois, ne pourront faire l'objet d'une procédure d'extradition certaines personnes revêtues d'un caractère public telles que les Khans, les Begs et les chefs spirituels qui chercheraient à entretenir des intelligences et à nouer des intrigues avec leurs anciens compatriotes, dans les

(6) Afschar, op. cit., p. 44.

limites tracées par le traité, c'est-à-dire dans les provinces de l'Azerbaïdjan et du Ghilan. La Perse jouit de la réciprocité dans les Khanats de Nakhtchevan et de Karabaghs ainsi que dans une partie du Khanat d'Erivan. Cette disposition doit avoir un caractère permanent car, déclare l'article 14, « le gouvernement persan, et donc réciproquement le gouvernement russe, s'engage à ne pas tolérer dans les dites régions la présence des individus qui lui seront nominalelement désignés maintenant ou qui lui serait signalés à l'avenir », en réalité, cette clause a pour but de ménager à la Russie un moyen d'intervention dans les affaires intérieures de l'Iran et la réciprocité accordée à la Perse est de pure forme. Nous verrons qu'au cours des années 1890 à 1914 des individus à la solde de la Russie se livreront à plusieurs reprises à des attentats contre des ministres du Shah ou contre de hautes personnalités iraniennes, et que la Russie refusera leur extradition alors qu'ils s'étaient réfugiés sur son territoire. C'est ainsi qu'en 1910, le gouvernement du Shah demandera, sans pouvoir l'obtenir, l'extradition d'un fameux chef de bande Rahim Khan, réfugié à Elisabethpol.

Pour renforcer sa situation à la frontière iranienne, la Russie se fait reconnaître par le même article 14 le droit de transférer, dans les provinces nouvellement conquises, les fidèles de l'Eglise d'Arménie habitant la Perse. Ceux de ces chrétiens qui habitent les territoires laissés à l'Iran, mais provisoirement occupés par la Russie, doivent pouvoir librement émigrer en Russie sans que le gouvernement du Shah puisse y faire obstacle. Et dans les instructions de la cour de Saint-Pétersbourg à Lazareff, il est précisé : « vous avez principalement à décider les chrétiens à émigrer dans les territoires de Nakhtchevan et d'Erivan où l'on désire accroître le

plus possible la population chrétienne (7). Dans quelles conditions ce transfert fut opéré, nous le savons par les lettres du prince héritier de Perse qui se plaint à plusieurs reprises que les Arméniens aient été déportés au delà de la frontière sous l'escorte de Cosaques. On estime que 40.000 Arméniens furent incorporés à l'empire russe.

L'article 10 du traité de Torkamantchaï concerne le rétablissement et l'extension des relations commerciales entre les deux Etats, les dispositions relatives à la protection du commerce et des sujets des parties en territoire étranger sont réglées dans un acte séparé auquel il renvoie.

Le même jour en effet que le traité de paix, un traité de commerce fut signé entre l'Iran et la Russie, il poursuit un double but, réglementer les transactions commerciales entre les deux pays, pourvoir à la sûreté et à la protection de ceux qui s'y livrent.

Le traité de Golestan convenait, sans condition de réciprocité, d'un droit unique de 5 % ad valorem pour toutes les marchandises importées. Le traité de commerce du 22 Février 1828 (8) adopte un droit d'entrée et de sortie de 5 % ad valorem pour les importateurs et de 3 % pour les importateurs nationaux. Mais la Russie supprimait en même temps la clause de la réciprocité et la Perse devait s'engager à subordonner désormais tout changement à son tarif douanier au consentement préalable à la Russie.

Clauses politiques. — Dans le but de protéger les commerçants russes établis en Perse, les articles

(7) Pour les détails de ce transfert, consulter Neumann : *Die Übersiedlung 40.000 Armeniens*, et les annexes.

(8) Pour une étude détaillée de la convention commerciale de Tarkmantchaï, on peut utiliser l'ouvrage déjà cité de Navaï, p. 22, s. q.

7 et 9 de la convention commerciale introduisent en Perse en faveur de la Russie le régime des capitulations — bien que le terme n'ait pas été employé — c'est-à-dire qu'ils rendent les sujets russes justiciables de la juridiction de leurs consuls en territoire iranien leur étendant ainsi le bénéfice de leurs lois nationales en pays étrangers (9).

Article 7. — Tous les procès et toutes les affaires litigieuses entre sujets russes seront soumis exclusivement à l'examen et à la décision de la mission ou des consuls de Sa Majesté Impériale, conformément aux lois et coutumes de l'empire de Russie, de même que les différends et procès survenus entre les sujets russes et ceux d'une autre puissance dans le cas où les deux parties y consentiraient.

Lorsqu'il s'élèvera des différends et procès entre sujets russes et sujets persans, lesdits procès seront portés devant le Hakim ou le gouverneur et ne seront examinés ou jugés qu'en présence du drogman de la mission ou du consulat. Une fois juridiquement terminés, de tels procès ne pourront être informés une seconde fois. Si toutefois les circonstances étaient de nature à exiger un second examen, il ne pourra avoir lieu sans que le ministre ou le chargé d'affaires ou le consul de Russie en soit prévenu et dans ce cas l'affaire ne sera instruite et jugée qu'au Daftar-Khaneh, c'est-à-dire à la chancellerie suprême du Shah à Tabriz ou à Téhéran en présence d'un drogman de la mission ou du Consulat de Russie.

(9) L'étude du régime de capitulations en Iran de 1828 à son abolition en 1921 a fait l'objet de la thèse très détaillée de M. Matine Daftary, auquel nous empruntons les indications qui suivent.

Article 8. — « En cas de meurtre ou d'autres crimes commis contre les sujets russes, l'examen et la décision du cas seront du ressort exclusif du ministre ou chargé d'affaires ou du Consul de Russie en vertu de la juridiction qui leur est déférée sur leurs nationaux. Si un sujet russe se trouve impliqué avec des individus d'autres nations dans un procès criminel, il ne pourra être poursuivi ou inquiété d'aucune manière, à moins de preuve de sa participation au crime, et dans ce cas même, comme dans celui où un sujet russe serait prévenu de culpabilité directe, les tribunaux du pays ne pourront procéder à la connaissance et au jugement du crime, qu'en présence d'un délégué de la mission ou du Consulat de Russie et s'il ne s'en trouve pas sur les lieux où le crime a été commis, les autorités locales feront transporter le délinquant là où il y a un consul ou un agent russe constitué. Les témoignages à charge ou à décharge du prévenu seront fidèlement recueillis par le Hakim et par le juge de l'endroit revêtus de leur signature. Dans cette forme ils seront transmis là où le délit doit être jugé et deviendront des documents ou pièces authentiques du procès, à moins que l'accusé n'en démontre évidemment la fausseté ». Lorsque le prévenu aura été dûment convaincu et la sentence prononcée, le délinquant sera remis au ministre qui le renverra en Russie pour y subir le châtimeut porté par les lois.

Les capitulations en Iran ont donc une origine différente des capitulations souscrites par l'empire Ottoman. Elles ne découlaient pas, chez nous, de l'intérêt réciproque, mais furent imposées par la force, elles ne furent pas des concessions gracieuses ayant pour but de développer entre deux pays les relations commerciales ; elles furent extorquées au gouvernement de l'Iran à la faveur d'une défaite

militaire, et ne tendaient qu'à diminuer les possibilités de résistance de notre pays à l'empire russe.

Rien ne saurait les justifier. On ne peut invoquer, à cet effet, la différence de religion, de mœurs et de lois des pays chrétiens et musulmans, alors qu'on a ensuite admis ces mêmes Etats musulmans dans la sphère du droit des gens (participation des Etats musulmans aux conférences de La Haye de 1899 à 1907, adhésion des mêmes Etats aux conventions de guerre de 1864 et 1906).

On ne peut, à cet effet, utiliser non plus les persécutions subies par les Arméniens chrétiens, les persécutions retombent entièrement sur les Turcs. « En Perse, Musulmans et Arméniens cohabitent en bonne entente. Un ministre français, M. Bérard — l'empire russe et le tsarisme, p. 92 — et un diplomate français en Perse, M. Descos — Eugène Aubin : La Perse d'aujourd'hui, p. 197 — en ont témoigné. La véritable cause du maintien de ces privilèges est donc d'ordre politique. Et les inconvénients des capitulations pour notre pays seront d'ordre politique comme d'ordre pratique. Au point de vue pratique, l'éloignement et le petit nombre des agents consulaires ne peut que ralentir le cours de la justice. Ajoutons que ces agents consulaires, étrangers au pays, à sa civilisation, à ses mœurs, ne présentent aucune garantie d'une science juridique supérieure à celle de nos tribunaux. Et enfin cette dualité d'organes juridictionnels a obligé le gouvernement iranien à prendre des mesures très désavantageuses pour lui, d'ordre administratif et financier. Il a dû, indépendamment du ministère de la justice, créer un tribunal spécial au ministère des

(10) Afschar, p. 56, op. cit.

Affaires étrangères pour le règlement des procès entre ses nationaux et les étrangers. Dans un grand nombre de villes, en outre, des agents spéciaux ont dû être institués, sortes de consuls intérieurs qui ont pour tâche de défendre les intérêts des Persans dans leur propre pays contre les étrangers !

Si gênantes qu'elles soient, ces innovations ne seraient que peu de chose s'il ne s'y ajoutaient des inconvénients politiques qui eux lésaient directement la sécurité, le bon ordre et la souveraineté de notre pays ; quelle garantie nous était en effet donnée que la justice ainsi rendue serait une justice équitable aux intérêts persans ? Nous ne pouvons mieux faire que de citer ici le memorandum présenté en 1919 par le gouvernement iranien à la conférence de la paix de Paris. » Les sujets étrangers en Perse (11) sont presque hors d'atteinte de la police et de la justice persanes, de sorte qu'ils peuvent commettre toutes sortes de crimes et délits sans être poursuivis par les autorités persanes. Dans les affaires civiles même, il arrive souvent que les Persans se trouvent en état d'infériorité vis-à-vis des étrangers par suite de la situation privilégiée qui a été créée à ceux-ci. Cependant, le gouvernement persan depuis plusieurs années est entré résolument

(11) Les autres nations ne voulant pas être en reste, les capitulations furent étendues :

À la France, en 1855 ;

Aux Etats-Unis d'Amérique, en 1856 ;

Aux nations de Grande-Bretagne, Autriche-Hongrie, Suède, Norvège, Danemark, Belgique, Pays-Bas, en 1857 ;

À la Grèce, en 1861 ;

À l'Italie, en 1867.

À l'Allemagne et à la Suisse, en 1873 ;

À l'Argentine, en 1902 ;

Au Chili, en 1903.

dans la voie des réformes judiciaires. Avec l'aide des conseillers étrangers, il a procédé à l'organisation de sa justice en prenant la France comme modèle. L'œuvre de codification se poursuit activement. Sous peu, la justice persane offrira toutes les garanties de la justice des Etats d'Europe. Il n'y a par conséquent aucune raison pour continuer indéfiniment la situation particulière créée aux étrangers en Perse. Il conviendrait d'y mettre un terme. »

C'est qu'en effet, les capitulations, en permettant de paralyser le pouvoir judiciaire persan, ont été utilisées par les puissances étrangères et en particulier par la Russie pour aggraver leur main-mise politique sur le pays.

« L'attitude agressive des consuls russes dans les instances entre Persans et Russes a fini par inspirer une telle crainte que le marchand ou l'agriculteur était ruiné s'il venait à rencontrer un étranger. Sous n'importe quel prétexte, la légation de Russie se permettait de présenter comme protégés russes les citoyens persans dont la naissance, les liens de parenté ne laissaient aucun doute sur leur origine. Ces protégés jouissaient de la juridiction consulaire au préjudice de leurs compatriotes et devenaient des esclaves dociles de la diplomatie russe. En tant que commerçants ou grands propriétaires, ils pouvaient exercer une influence considérable dans le pays en faveur de leur maître. » (12)

Cette intolérable hypothèque sur la souveraineté iranienne et qui dépouillait le gouvernement persan de toute possibilité de résistance à l'immixtion russe dans les affaires politiques de l'Iran, ne pren-

(12) Matine Daftari, p. 81, op. cit.

dra fin qu'après la révolution russe dans les années 1923 et suivantes.

L'influence des traités de Torkamantchaï sur les destinées de la Perse s'est développée sur deux plans distincts et successifs, sur le plan des relations politiques irano-russes d'abord et ensuite sur le plan des relations politiques et commerciales de l'Iran avec les pays d'Occident. Sur ces deux plans, il marque le commencement de la décadence politique de l'Iran et ses effets désastreux ne prendront fin qu'avec le grand bouleversement de la guerre mondiale, la chute du tsarisme, et l'avènement du gouvernement de rénovation nationale de Sa Majesté Reza Khan en 1921.

En ce qui concerne les relations politiques irano-russes, le traité de Torkamantchaï, en assurant définitivement à la Russie tout le Caucase Oriental depuis les bouches du Terek jusque la rivière de l'Astara, fortifie l'influence des Tsars dans ce pays « car en même temps que les Russes descendaient du Terek vers l'Araxe, tout le long de la mer Caspienne et rejetaient la Perse au Sud de cette rivière, ils descendaient aussi du Kouban vers Tchourouk sur la rive orientale de la mer Noire en délogeant les Turcs des territoires des Tcherkesses, des Abkhases, de la Mingrélie et de l'Imérithie, c'est-à-dire de la Géorgie Occidentale (article 4 du traité russo-turc d'Andrinople, 14 septembre 1829), ainsi ils deviennent les maîtres absolus du Caucase. Or, le Caucase commande à la mer Noire et à la Caspienne, débouchés des plus grands fleuves de la Russie ; il est relié par ses deux bassins d'un côté à la Méditerranée et à l'Europe, de l'autre à la Perse à l'Inde et au reste du continent asiatique. Pour la Perse en particulier, l'occupation du Caucase Oriental n'est pas seulement la perte d'une partie de son Hinter-

land, c'est encore la porte de sa propre maison ouverte à son plus implacable ennemi. Ce n'est pas sans raison que les historiens appellent Derbent la porte de la Perse (13). Désormais, l'Iran sera dans l'impossibilité de tenir tête à son puissant voisin moscovite et devra en subir tous les empiétements politiques, judiciaires et économiques, en accepter le joug sans vaines résistances. En fait, notre pays était absorbé dans la sphère d'influence russe et Darmesteter a pu écrire que depuis cette date « l'ambassadeur du Tsar à Téhéran joue le rôle d'un résident anglais chez un Radjah de l'Inde » (14).

La puissance du Shah était brisée sans retour et il ne restait plus à la Perse qu'à se mettre à la discrétion de la Russie dont la tâche allait maintenant se réduire à essayer de gagner la faveur de la cour de Téhéran et par là les sympathies du peuple persan (15). C'est à cette tâche que les Tsars vont s'appliquer dans les années qui vont suivre jusqu'au début du ^{xx}e siècle où le réveil de la conscience nationale persane les déterminera à revenir aux méthodes anciennes de pressions et de violences.

Dans ses relations politiques et commerciales avec les nations européennes, la situation de l'Iran ne sera pas plus favorable. En effet, les autres nations réclamaient avec instances les avantages qu'avait obtenus la Russie ; aussi les privilèges capitulaires et économiques furent successivement étendus à toutes les nations européennes dès l'instant où elles entrèrent en relation avec l'Iran. Le

(13) Afschar, p. 49, op. cit.

(14) Darmesteter : Un coup d'œil sur l'histoire de la Perse, p. 59.

(15) Hosuke Nagase, op. cit., p. 15.

■

traité commercial de 1828 va cesser d'être le code exclusif des relations irano-russes pour devenir le code des relations irano-européennes, et l'on verra l'Iran dessaisi progressivement de ses droits les plus sacrés de justice et libre arbitre en politique intérieure, de libre administration de ses biens, et d'indépendance dans ses relations diplomatiques, chaque nation renouvelant les empiétements politiques et économiques de la Russie. C'est la période de la conquête pacifique où les impérialismes européens s'affrontent en Iran, et s'en disputent les dépouilles.

DEUXIÈME PARTIE

L'UTILISATION MILITAIRE DE L'IRAN
PAR LA RUSSIE
CONTRE LA GRANDE-BRETAGNE
(1828-1857)

CHAPITRE PREMIER

A partir du traité de Torkamantchaï, les relations politiques irano-russes changent d'aspect. La période de pénétration militaire peut être considérée comme terminée. Désormais, la Russie qui s'est emparée des provinces les plus riches du territoire iranien et se trouve en mesure, par les positions acquises, de refréner toute velléité d'indépendance de l'Iran va consolider la situation privilégiée qu'elle s'est ménagée dans notre pays.

Dans le but de tirer les profits espérés de ces privilèges politiques et économiques, elle va substituer à l'action brutale des armes la méthode de la pénétration pacifique. D'un côté, elle va s'efforcer de faire oublier à l'Iran que la situation actuelle est le fait de ses défaites passées et pour cela elle cherchera à donner à l'Iran des satisfactions militaires en l'engageant dans une nouvelle conquête. De l'autre côté, les Tsars vont se consacrer à mieux assurer chaque jour leur emprise sur le pays en poursuivant la mise en valeur des privilèges que les traités leur ont assurés et en s'efforçant d'en obtenir de nouveaux, de façon à faire de l'Iran une terre vassale de l'empire moscovite dans le domaine économique comme dans le domaine politique. C'est la période des concessions de routes, de chemins de fer, plus tard, des monopoles commerciaux, des entreprises industrielles, des opérations financières, des manipulations douanières.

Ce changement d'attitude a son explication dans les circonstances politiques du Moyen Orient à la même époque. La Russie avait tiré de la Perse tout ce qu'elle en pouvait obtenir, mais la Perse n'était qu'une étape dans les plans ambitieux de Pierre le Grand et de ses successeurs. La politique russe poursuivait inlassablement son double objectif d'établissement sur la mer libre et de marche vers les Indes. Nous verrons sous peu les progrès immenses réalisés par elle dans cette double direction de 1830 à 1900. Or, pour la réalisation de ses buts, l'Iran pouvait fournir à la Russie dans le Moyen Orient un allié utile à condition qu'on lui représentât comme ses propres intérêts ceux-là mêmes de la Russie. Ainsi pouvait-on en faire l'avant-garde de la marche russe sur les Indes, user de son intermédiaire pour, en lui suggérant sur tel pays du Moyen Orient des revendications légitimes, faciliter à la Russie l'approche des Indes sans trop alarmer la vigilance anglaise. Sans doute la Grande-Bretagne va-t-elle s'inquiéter de ces manœuvres, et va-t-elle réussir en 1834 à conclure avec la Russie un traité par lequel les deux parties s'engagent solennellement à garantir l'indépendance de la Perse. Mais ce traité, s'il empêche le Tsar d'arracher de nouveaux territoires à l'Iran — ce à quoi il ne songeait d'ailleurs pas pour les raisons précédemment exposées — manque son but véritable, car il ne peut faire obstacle à la pénétration pacifique russe en direction des Indes, non plus qu'à l'utilisation de l'Iran par la cour de Saint-Petersbourg pour servir cette politique. Aussi l'influence de la Russie à la cour de Téhéran va-t-elle toujours croissante avec pour résultat sous l'inspiration russe :

Une première tentative de conquête de l'Afghanistan par l'Iran de 1828 à 1837, qui tourne court

sur l'intervention armée de la Grande-Bretagne (Chapitre II), une deuxième tentative en 1837 qui se termine par le traité de Paris du 4 mars 1857, victoire directe de l'Angleterre sur la Perse, indirecte sur la Russie (Chapitre 8). Devant ce double échec de sa politique anti-anglaise, par personne interposée, la Russie renoncera alors à cette méthode pour ne plus s'attacher qu'à développer dans notre pays sa prépondérance commerciale et financière, menacée par l'activité anglaise. Par ses efforts, elle amènera la Perse à consentir à la révision du tarif douanier de Torkamantchaï en 1903 (Chapitre 9).

Mais la rivalité anglaise se faisant plus âpre, les deux concurrents conviennent qu'ils ont plus à perdre qu'à gagner dans cette lutte et se mettent d'accord par la convention de 1907 pour un partage de la Perse en zone d'influence — et avec cet accord s'éteint le dernier reflet d'indépendance de notre pays (Chapitre 10).



CHAPITRE II

LA RIVALITÉ ANGLO-RUSSE ET LES EXPÉDITIONS PERSANES CONTRE L'AFGHANISTAN (1828-1837 et 1837-1857)

Le début de la nouvelle période de la pénétration pacifique russe en Iran est marquée par un incident qui illustre bien la méthode nouvelle de pénétration psychologique, si l'on peut dire, que la Russie entendait désormais pratiquer dans notre pays, c'est l'incident Griboïedov. Quelques mois après la conclusion de la paix de Torkamantchaï, la population de Téhéran, fanatisée par quelques membres du clergé, se porta à la légation russe et en massacra tous les occupants, c'est-à-dire 37 personnes, dont le ministre russe lui-même, M. Griboïedov. Pour le règlement de cet incident dont les suites dans l'époque antérieure auraient été désastreuses pour l'Iran, la Russie se contenta des excuses diplomatiques du gouvernement iranien et de l'exil d'un des principaux agitateurs, ainsi que de la peine capitale pour un des criminels. Plus encore le petit-fils du Shah, le prince Kosrow-Mirza s'étant rendu à Saint-Petersbourg en août 1829 pour porter au Tsar les excuses de son pays et un message de Fatah-Ali où ce dernier dégageait toute responsabilité dans l'attentat qu'il qualifiait « d'hostilité du

destin » fut très bien reçu par le Tsar Nicolas qui ne fit aucune allusion au motif de cette ambassade, mais au contraire fit abandon au Shah d'une somme de 2.000.000 de roubles sur l'indemnité de guerre, et admit que le paiement du solde soit échelonné sur 5 années (1).

Dans les années suivantes, la faveur du Tsar envers l'Iran ne se démentit pas ; secours médicaux russes aux populations du Khorassan lors des épidémies de peste et de choléra, évangélisation des nestoriens par le clergé orthodoxe russe dans la province d'Azerbaïdjan, ouverture d'écoles russes en Perse, organisation d'une brigade de cosaques mise au service personnel du Shah ; toutes mesures qui, d'ailleurs, servaient l'influence russe en Iran. C'est qu'à ce moment l'amitié russe et perse était particulièrement nécessaire aux Russes dans le Caucase et dans le Turkestan, les habitants de religion musulmane opposaient aux Russes une résistance qui ne prendra fin qu'en 1859 avec la reddition de Shamy, le dernier centre de résistance. La conquête du Turkestan de son côté ne pouvait être menée à bonne fin sans la complaisance du Shah. Enfin, le Tsar méditait d'utiliser les revendications de la Perse sur l'Afghanistan pour contrarier l'influence anglaise dans l'Asie Centrale et menacer les Indes dont l'Afghanistan constituait le glacis selon l'expression déjà citée d'un homme d'Etat anglais.

Après la perte de ses provinces du Nord la Perse songea à trouver des compensations à l'Est, c'est-à-dire dans les territoires Afghans. Les encouragements du Tsar ne manquaient pas au Shah Moha-

(1) Krahmer, p. 31.

med, le petit-fils de Fatah-Ali Shah, Abbas Mirza était mort en 1883 et son père en 1884 et ce souverain pouvait penser que la Russie voulait aussi lui ménager un dédommagement pour les territoires conquis par elle. En réalité, le traité de Torkamant-chai avait (nous le savons, assuré à la cour de Russie une prépondérance marquée dans notre pays, et de caractère permanent. Si donc le Shah se rendait maître des villes Afghanes d'Hérat, Kandahar et Kaboul, portes des Indes, la prépondérance russe devait s'y étendre également. Hérat conquis par les armées de Mohamed Khan, rien n'empêcherait la Russie de continuer l'opération et de soumettre aussi à son influence les autres territoires Afghans. La possession d'Hérat devait suffire pour que la situation de l'Angleterre, si elle voulait résister, soit très hasardée, aussi, tandis que la Russie va encourager le gouvernement de Téhéran dans ses entreprises contre l'Afghanistan, la Grande-Bretagne va s'efforcer d'abord en sous-main, ensuite ouvertement, d'en neutraliser les suites. La lutte qui va s'ouvrir entre l'Iran et l'Afghanistan d'abord, l'Iran et l'Angleterre ensuite, est en réalité, si on va au fond des choses, une guerre entre la Russie et la Grande-Bretagne, pour le contrôle de l'Asie Centrale et la possession de l'Inde (2).

L'Angleterre va défendre alors, touchant les droits de la Perse, sur l'Afghanistan, une thèse tout à fait contraire à celle qu'elle avait auparavant fait partager à Fath-Ali Shah pour le décider à attaquer Zaman Shah lorsqu'il pouvait faire peser sa menace sur les Indes. La conception tout à fait plastique que l'Angleterre se fait de la loyauté et du respect

(2) Hosuke Nagase, *op. cit.*, p. 21.

de la parole donnée, doit interdire ici tout étonnement.

Les droits de l'Iran sur l'Afghanistan existaient incontestablement et étaient prouvés par le tribut que l'émir d'Hérat, avait jusqu'à une date récente régulièrement versé à la Perse. Mais il avait suspendu sa redevance depuis le traité de Torkamantchaï et le Shah en prit motif pour entrer en campagne contre lui. Dès 1832, Abbas Mirza mettait le siège devant Hérat, mais il devait mourir peu après et le siège fut levé. Mohamed Shah reprit l'entreprise (3).

La Grande-Bretagne, pour l'en détourner, commença par susciter les rébellions de quelques grands propriétaires fonciers, mais sans résultat. Mohamed Shah réduisit également l'agitation consécutive à la tentative d'usurpation du trône par Dost Mohamed et revint mettre le siège devant Hérat que défendaient les officiers anglais de l'armée des Indes (1834-1836).

Pendant que le siège traînait en longueur, la guerre diplomatique s'engageait entre la Grande-Bretagne et la Russie. Les hostilités furent ouvertes par le ministre Palmerston avec l'envoi au cabinet de Saint-Pétersbourg d'une longue note où il demandait à la Russie des explications sur ses agissements en Asie Centrale (note anglaise du 6 octobre 1838).

La note débute en constatant que les frontières de la Perse et de la Russie étant communes, le désir de la Russie de posséder dans la Perse un voisin paisible, susceptible de protéger la Russie contre des agressions étrangères « est dans la nature des choses » ; dans son propre intérêt, la Russie doit cher-

(3) La guerre russo-persane contre l'Afghanistan est étudiée dans tous les détails par Hosuke Nagase, *op.cit.*, p. 20-45.

cher à garantir le bonheur et la tranquillité de la Perse, et veiller à ce que le Shah n'entreprenne aucune guerre d'agression, mais se consacre à des œuvres de paix et considère comme son but suprême le bien-être intérieur de son pays. La Grande-Bretagne, de son côté, considère la Perse comme le rempart de son empire indien contre toute attaque d'une puissance européenne et dans ce but, purement défensif, elle a conclu avec le Shah une alliance inspirée par le désir de sauvegarder l'indépendance de la Perse de tout contrôle étranger et d'aménager des rapports pacifiques tant entre elle et tous ses voisins, qu'entre elle et l'Angleterre. En conséquence, l'Angleterre ne pouvait découvrir aucune contrariété entre ses propres intérêts et ceux de la Russie, mais au contraire tenait ces intérêts pour sensiblement les mêmes, tout au moins pour compatibles (4). En considération d'une telle communauté d'intérêts, les deux puissances avaient convenu de conférer ensemble sur les affaires de la Perse pour, en ce qui les concernait, adopter la même ligne de conduite.

Mais depuis plusieurs années, la politique ouverte des agents russes, en contradiction avec cet accord, était de diriger des projets hostiles à la Grande-Bretagne. Et à l'appui de ces plaintes, Lord Palmerston citait les faits flagrants de la collusion irano-russe en Afghanistan. C'est ainsi que tandis que l'ambassadeur anglais Mac Neill (5) s'efforçait de détourner le Shah de cette entreprise, l'ambassadeur russe Simonitch donnait au souverain le con-

(4) Martens Murhard, op. cit., nouvelle série VII/1, n°32, p. 284.

(5) Mac Neill a laissé un ouvrage de mémoires sur le rôle qui lui échet dans l'affaire d'Hérat.

seil opposé. Bien plus, il subvenait aux dépenses du Shah, et lui transmettait la promesse de la Russie « de lui faire abandon de l'indemnité de guerre si le Shah réussissait à prendre Hérat ». Pendant que Mac Neill courait de Téhéran à Hérat pour essayer de rétablir la paix entre les deux capitales, Simonitch encourageait le souverain à persévérer, mettait à sa disposition des officiers russes et lui promettait l'appui militaire de la Russie, lui affirmant qu'une expédition russe était préparée contre Khiva, qui, de là, marcherait sur Hérat. L'ambassadeur russe réussit même, nous apprend la note Palmerston, à déterminer le souverain de Kandahar à reconnaître volontairement l'autorité du Shah. Et un projet de traité dû à Simonitch précisait que « si quelque manœuvre hostile était entreprise contre Kandahar, par les Anglais ou par les Afghans, le Shah serait obligé de venir au secours du Sidar (article 5), et l'article 9 prévoyait que « si Mohamed Shah ne remplissait pas une quelconque des conditions de ce traité, Simonitch, en tant que ministre plénipotentiaire de l'empire russe, l'obligerait à remplir tous les points et toutes les conditions du traité ». Qu'une telle initiative fût dirigée contre l'Angleterre, ajoutait la note, aurait été indubitable même si elle n'avait pas été nommée.

Mieux et plus simplement que cette note la dépêche du 15 Janvier 1836 de Sir Henry Ellis à Palmerston exprimait déjà l'inquiétude anglaise : une « extension de la puissance persane dans la direction de l'Afghanistan amènerait d'un seul coup l'influence russe au seuil de notre empire et la Perse ne pourrait plus être pour nous un bastion pour la défense des Indes, mais au contraire serait la première position pour l'attaque de nos possessions ».

Sur la note Palmerston, une bonne scène de

comédie se joua entre Saint-Pétersbourg et Londres. L'ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg ayant, sur les rapports de Sir Mac Neill, demandé au gouvernement russe des explications concernant l'attitude de son représentant à Téhéran, les archives des affaires étrangères lui furent ouvertes. On lui communiqua les instructions du cabinet de Saint-Pétersbourg à Simonitch ; elles étaient en tous points correctes et respectueuses des intérêts anglais. Aussi, le ministre russe des Affaires Etrangères s'engagea-t-il à rappeler au plus vite un représentant qui prenait de si intolérables libertés. Evidemment Simonitch demeura auprès du Shah.

Au même moment, le comte Pozzo di Borgo répondait avec un admirable sérieux à Palmerston que : « la pensée de porter atteinte à la sûreté et au repos des possessions de la Grande-Bretagne aux Indes ne s'est jamais présentée et ne se présentera jamais à l'esprit de notre auguste maître. Il ne veut que ce qui est juste et ce qui est possible. Par ce double motif, il n'admet point une combinaison quelconque dirigée contre la puissance britannique aux Indes. Elle ne serait pas juste parce que rien ne l'aurait provoquée. Elle ne serait pas possible, à causes des distances immenses qui nous séparent, des sacrifices qu'il faudrait faire, des difficultés qu'il faudrait vaincre et tout cela pour réaliser une conception aventureuse » (dépêche du 20 octobre 1838).

Le réalisme anglais ne saurait se payer de mots et de formules vides ; aussi, la Grande-Bretagne décida-t-elle de recourir à des mesures énergiques pour mettre fin à une situation qu'elle considérait comme intolérable ; elle commença par retirer de l'armée persane tous ses instructeurs sauf un, le colonel Stoddart, qui avait pour tâche de recueillir tous les renseignements utiles pour la défense de Hérat, et

de réorganiser dans la mesure du possible le siège de la ville (6). Découvert, il ne cacha plus son jeu et informa le Shah que la prise de Hérat où toute intervention dans l'Afghanistan seraient dans l'avenir considérées comme déclaration de guerre à l'Angleterre qui prendrait aussitôt les mesures adéquates.

La démarche fut renouvelée par Mac Neill, qui ajouta l'injonction au Shah d'évacuer Ghorian pris par les Persans sur le souverain afghan et de retirer de Farath Schavar et Schurruch les garnisons persanes. Le Shah dut se résoudre à accepter ces sommissions, la Russie ne lui apportant pas l'aide militaire promise. Cependant, son ressentiment contre l'Angleterre était tel qu'il se rapprocha encore de la Russie, pour qui donc le dénouement de l'affaire n'était pas défavorable et même quelques années plus tard elle obtenait du Shah la cession toute pacifique de Retsch et d'Astrabad (1846).

L'Angleterre n'en avait pas moins rapporté un grand et double triomphe. Triomphe direct sur la Perse, indirect sur la Russie ; elle s'empressa de l'exploiter en soumettant à son influence les territoires contestés.

Pendant ce temps, le Shah se tournait vers la Russie par l'intermédiaire du représentant russe à Téhéran pour lui demander d'envoyer des navires de guerre dans la mer Caspienne où les pirates turkmènes dépouillaient les navires marchands (1841). La Russie accepta et demanda au Shah de lui remettre l'île d'Aschur dans le golfe d'Astrabad pour y établir un poste militaire permanent qui servirait à défendre la mer, des pirates et à assurer la sécurité,

(6) Krahmer, op. cit., p. 33.

au commerce maritime russe et persan. Mohamed accepta la proposition permettant ainsi à la Russie la réalisation tout juste après un demi-siècle du plan de Catherine II.

Mohamed, mort en 1845, son successeur Nasser-d-Dine crut pouvoir en 1851 utiliser les dissensions qui, comme de coutume, venaient d'éclater dans le gouvernement de l'Afghanistan après la mort du Sidar d'Hérat pour reprendre l'exécution des projets de conquête de ses prédécesseurs. En 1851, sous l'impulsion russe, il était déjà prêt à s'emparer d'Hérat, lorsque l'ambassadeur anglais réussit à l'en détourner et amena le Shah à conclure un traité aux termes duquel Nasser-d-Dine promettait de ne plus s'immiscer dans les affaires afghanes. Cependant, la tension s'aggravait entre la Russie et l'Angleterre au sujet de la question des Balkans. Le Tsar estimant le moment venu de reprendre sa politique d'utilisation de la Perse détermina Nasser-d-Dine à rompre avec l'Angleterre en 1855 tandis que lui-même se préparait à susciter des difficultés aux Anglais dans l'Asie du Sud. Le Shah reprit encore une fois l'expédition contre Hérat en faisant valoir que le prince d'Hérat s'était placé, en 1852, sous la protection de l'Iran lorsque l'usurpateur Dost Mohamed s'était emparé de la ville. Cette fois les Russes participèrent réellement à l'entreprise et leur concours amena la prise d'Hérat. Une créature du gouvernement russe fut alors placée à la tête de la principauté.

L'Angleterre, de son côté, avait reconnu Dost Mohamed comme souverain d'Hérat et le ravitaillait en armes, munitions et subsides, lui offrait son alliance et lui envoyait des instructeurs anglais. La prise de Hérat (1856) contraignit la Grande-Bretagne

à recourir à des moyens plus énergiques pour éloigner la Russie et l'Iran de l'Afghanistan et de la frontière des Indes. Après déclaration de guerre, la flotte anglaise débarqua dans le golfe Persique où les moyens de défense étaient inexistants, s'empara de l'île de Kharak et, peu après, de la ville de Bouchir. Cette entreprise lui était d'autant plus facile, que les troupes franco-anglaises étaient victorieuses de la Russie et l'Iran ne pouvait plus compter sur le secours du Tsar. L'occupation par les troupes anglaises des provinces méridionales de la Perse se poursuivait sans que les armées du Shah soient en mesure de s'y opposer, la Russie ayant conclu la paix de Paris le 30 mars 1856 avec l'Angleterre et la France, Nasserd-Dine dut accepter l'offre de médiation de cette dernière puissance. L'ambassadeur de Perse en France, Ferruk Khan, conclut avec Lord Pawley le traité de Paris du 4 mars 1857. Aux termes de ce traité, le souverain persan s'engageait à évacuer l'Afghanistan dont il reconnaissait solennellement l'indépendance. Pour l'avenir, il promettait dans ses relations avec la province d'Hérat « de s'abstenir de toute action militaire avant d'avoir pris en considération les bons offices de l'Angleterre. »

D'autre part, l'Angleterre, toujours soucieuse de combattre la prépondérance russe en Iran sous toutes ses formes, se faisait reconnaître le même droit d'établir en Perse des consuls et agents consulaires, qui avait déjà été reconnu à la Russie par le traité de Torkamantchaï. De manière plus précise le traité du 4 mars permettait à l'Angleterre d'établir ses consuls dans les mêmes lieux où se trouvaient déjà des consulats russes. Ainsi, lui devenait-il possible de combattre, avec le maximum d'efficacité, la politique d'annexion pacifique des agents de

la cour de Saint-Pétersbourg. Parallèlement à ce traité, signalons pour être complet, que l'Angleterre en concluait un autre avec Dost Mohamed, le 26 janvier 1857, où elle promettait aide et assistance à l'usurpateur afghan pour reconquérir Hérat et la province de Bedakhan qui avait été occupée par l'émir de Bokhara au cours de l'année 1852. Avec l'appui de la Grande-Bretagne, Dost Mohamed reconquit en effet les provinces Nord-Est de l'Afghanistan, étendant ainsi les frontières de l'Afghanistan et donc le glacis protecteur des Indes jusqu'à la Perse. Le traité du 4 mars 1857 signifie la fin de la rivalité armée anglo-russe en Asie Centrale, comme aussi la disparition de l'Iran en tant qu'Etat doué encore de quelque autonomie politique et indépendant. Désormais, les rivaux vont se disputer le contrôle économique de l'Iran, et les clauses finales du traité en témoignent — qui assurera l'intégration de notre pays dans leur sphère d'influence. C'est la période des emprunts, des concessions des régimes douaniers qui se terminera, sur un succès russe, avec la révision en 1902 des clauses commerciales du traité de Torkamantchaï.

TROISIÈME PARTIE

*PÉRIODE DE PÉNÉTRATION PSYCHOLOGIQUE
ET D'ANNEXION PACIFIQUE
(1857-1907)*

CHAPITRE PREMIER

L'EMPRISE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE SUR L'IRAN (1857-1903))

De 1857, date du traité de Paris qui met fin à la période de la diplomatie armée de la Russie en Asie Centrale, à 1902, où s'affirme la prépondérance incontestable de la Russie dans notre pays, la politique des Tsars va se développer synchroniquement selon deux voies parallèles.

En premier lieu, les efforts de la cour de Saint-Pétersbourg vont tendre à lui assurer un contrôle exclusif en Asie Centrale par la conquête et la soumission de principautés à caractères étatiques plus ou moins affirmés. En second lieu et concurremment, la Russie va pratiquer en Iran une habile politique de pénétration économique qui placera le pays sous sa dépendance absolue. Mais sur l'un et l'autre plan, le but final demeure le même : c'est toujours à la conquête des Indes que tend, ouverte ou voilée selon les circonstances, la politique des hommes d'action de Saint-Pétersbourg. De son côté et en même temps, pour déjouer les visées des Tsars et garantir la sécurité des Indes, l'Angleterre usera en Asie Centrale et en Iran exactement des mêmes

procédés. Les rapports anglo-russes vont donc désormais se présenter sous la forme d'un dyptique aux éléments exactement semblables, mais disposés en sens inverse ou, si l'on préfère, ils s'apparentent aux réactions réciproques que la chimie organique traduit par le signe $\rightleftharpoons$ entre des éléments de même valeur.

Ce sont ces deux aspects de la politique russe en Asie Centrale et en Iran que nous allons étudier.

Le traité de Torkamantchaï, en cédant à la Russie toutes les provinces caucasiennes de l'Iran, la rendait voisine immédiate de ce pays sur toute la partie Ouest de la mer Caspienne, où la principale ligne de démarcation sera désormais la rivière Araxe. Pour confiner directement avec l'Iran sur toutes ses frontières septentrionales, il ne reste donc plus à la Russie que la partie Est de la Caspienne à conquérir. Avant la fin du siècle, cette tâche aura été menée à bien (1).

De 1857 à 1864, la Russie utilise des incidents entre les troupes et les peuplades indigènes pour s'assurer quelques gains de petits territoires à Tschur et Syr-Darya ; en 1865, le Tachkent est conquis ; en 1866, Chardent, Dshisak tombent à leur tour aux mains des Tsars et forment la province russe du Turkestan ; en 1868, l'émir de Bokhara est battu et perd le territoire de Samarkand, suivi par les Khans de Khiva et de Kokan (1873-1876).

(1) Les entreprises russes en Asie Centrale ont été étudiées en particulier par un chef de section à l'Etat major allemand, le capitaine Schön, dans son ouvrage : « Über die Ziele Russland in Asien ». L'étude purement tactique des opérations a fait l'objet d'un opuscule d'un collègue de Schön, le Major Jovck von Warfenburg.

Les troubles provoqués par la Russie s'étendent de Khakând à Namanghan, Manghestan et Andestani, entraînant l'intervention de Saint-Pétersbourg et l'annexion de ces territoires. L'Angleterre s'inquiète et réussit encore à engager le Tsar dans la péninsule Balkanique pour arrêter son expansion (guerre de 1877-1878).

Mais en 1879, le mouvement de pénétration russe reprend et en 1881 la Transcaspie devient province russe. Au congrès de Berlin, l'Angleterre irritée de ces progrès, adopte une attitude si hostile aux intérêts russes que le Tsar fait, en manière de démonstration, menacer les Indes par trois armées en marche sur Kaboul, Hérat et Kachmir. En même temps (1882) l'Iran cède pacifiquement à la Russie la ville et la région de Merv, l'oasis de Merv fait sa soumission volontaire au Tsar en 1884 ; en 1885 le territoire Pandj est conquis après une rapide campagne contre l'émir d'Afghanistan que soutenait la Grande-Bretagne.

La frontière russe touche alors aux confins de l'Afghanistan, qui la reconnaît en 1887, entre les rivières Mourghab et Amour Daria Oxus. Quelque temps arrêté par les affaires de Crête et de la Péninsule balkanique, la pénétration russe trouve un renouveau d'activité dans la question de Pamir.

L'Angleterre projetait de favoriser en sous-main un partage des Hauts Plateaux du Pamir, qui avaient jadis appartenu au Kokan, mais qui n'avaient pas été occupés par la Russie, entre la Chine et l'Afghanistan ; la Russie proteste, envoie au Pamir de petits détachements qui battent les troupes afghanes (1891-1893) et obligent la Grande-Bretagne à l'admettre au partage. Un accord intervient aux termes duquel la partie Sud du Pamir échoit à

l'Afghanistan et la parte Nord à la Russie (2), de telle sorte que l'Afghanistan se développe de façon continue entre les territoires anglo-indiens et russes, séparant sur le plateau de Pamir « ce toit du monde » les avant-gardes russes et anglaises.

Ainsi, en l'espace d'un demi-siècle à peine, la Russie avait, en Asie Centrale, déplacé ses frontières qui allaient primitivement de l'île de la rive septentrionale du lac d'Aral à la côte Ouest de la mer Caspienne, vers le sud sur une profondeur de plus de 1200 km. jusqu'au désert de Pamir et aux contreforts de Hindou-Kouch. A peine supérieure à ces 1.200 kilomètres, est la distance qui sépare la frontière russe de l'Indus et de Pandjab (3).

Les Anglais, de leur côté, ne devaient pas rester inactifs, ils commencèrent à traiter avec tous les chefs arabes des îles et des côtes du golfe Persique et dont plusieurs étaient soumis à l'autorité tout au moins nominale du Shah. En 1864, ils s'adjurèrent une partie du Béloutchistan devenant les voisins immédiats de l'Iran. Puis, en 1870, ils déterminèrent l'Afghanistan, leur protectorat, à revendiquer la province du Sistan qui avait toujours fait partie de l'Iran, mais dont la situation stratégique était de premier plan dans la rivalité anglo-russe. L'Iran et l'Afghanistan se disputant la province, le shah dut, conformément au traité de Paris, accepter les bons offices anglais. Deux commissions d'arbitrage et de délimitation furent nommées, l'une en 1872, l'autre en 1903, et la frontière arrêtée par elles subsiste encore. Elle délimite deux Sistans, dont l'un, le Sistan

(2) Milioukov-Seignobos-Eisenmann, *op. cit.*, T. III, p. 1022.

(3) Schön, *op. cit.*, p. 85.

proprement dit, comprenant le Nyazar, et allant de Bande-Sistan à Kouhemalak, fut attribué à la Perse, et l'autre, constitué par les territoires se trouvant à l'Est de cette ligne, annexé à l'Afghanistan. Les Russes et les Anglais étaient ainsi devenus les voisins immédiats de notre pays, au Sud et à l'Est comme au Nord. Plus favorable était d'ailleurs la situation de la Russie sur nos frontières que celle de l'Angleterre car par la longueur de la frontière commune et la domination sur la Caspienne, l'action russe tenait stratégiquement sous son contrôle toutes les provinces septentrionales, les plus riches de l'Iran. L'action anglaise, elle, se voit réduite à aborder la Perse par le Sud à travers le désert du Béloutchistan et les côtes stériles du golfe Persique (4). Comme auparavant, après le traité de 1857, la politique russe en Iran fut une politique de bonnes grâces et d'amabilités. C'est ainsi que le Shah Nassered-Dine donna son concours à l'expédition scientifique russe, qui, de 1857 à 1859, fut chargée par le gouvernement de l'exploration du Khorassan.

En 1861, une mission russo-anglaise procéda à une délimitation des frontières entre l'Iran et la Turquie. Tandis que, l'expert anglais, William, ne cherchait qu'à favoriser la Turquie aux détriments de l'Iran, le membre russe de la mission Tchirov, qui représentait les intérêts de notre pays, s'appliqua à obtenir une délimitation qui nous soit favorable.

Cette politique n'était pas aussi désintéressée que les Russes voulaient le faire croire, une contrepartie était toujours prévue. Ainsi la cour de Saint-

(4) Afschar, *op. cit.*, p. 217.

Pétersbourg accepta d'ajouter au territoire iranien en faisant du fleuve Atrek la frontière russo-persane. Mais bientôt après, elle demanda et obtint à la cour de Téhéran la cession de Krasnovodsk, sur la mer Caspienne, en faisant valoir, il est vrai, que la création dans cette localité d'un poste fortifié russe n'avait pas d'autre but que de mettre fin à la piraterie des Turkmènes, également néfaste aux intérêts des deux empires.

Les deux voyages du Shah en Europe (1873 et 1878), qui furent pour les finances iraniennes le motif de tant de folles prodigalités, s'accompagnèrent chaque fois d'une réception du Shah par Alexandre III de Russie. Peut-être faut-il voir dans ces rencontres l'explication de l'appui militaire fourni par l'Iran à la Russie lors de la guerre Turco-russe de 1877-1878 où des détachements persans furent envoyés à la frontière, prêts à participer aux opérations ?

Les bons rapports irano-russes se resserrèrent encore après cette guerre et l'on vit le Shah se tourner de nouveau vers l'empereur de Russie pour le prier de rétablir la sécurité dans la région de Karakoum et d'en chasser les Turkmènes qui dévastaient les régions voisines, avec faculté de garder en esclavage tous ceux qui tomberaient aux mains des Russes.

En 1881, l'occupation de l'oasis d'Achal-Téké par la Russie détermina le traité qui fut signé le 28 décembre 1887 à Téhéran entre la Russie et l'Iran représentés par Sinoyev et Mirza Seïd Khan.

Le traité commence par fixer définitivement la frontière irano-russe à l'Est de la mer Caspienne, et par déterminer les pouvoirs des commissaires spéciaux chargés de cette délimitation. L'article III prévoit l'occupation par les troupes russes de Gér-

bual et de Kulkulab. Par l'article 4, la Perse s'engage à ne pas dériver l'eau du fleuve Firzuse et d'autres petits cours d'eaux qui prennent leur source en territoire persan, mais dont la majeure partie du cours se développe en territoire russe. Dans le même but, la Perse accepte de ne pas provoquer d'accroissement de population dans le bassin de ces cours d'eau. L'article 5 prévoit l'établissement de nouvelles voies de communication entre l'Iran et la Russie. Le dernier article institue des agents frontaliers qui ont pour tâche de surveiller l'activité des Turkmènes et d'assurer l'ordre et la sécurité dans les territoires frontières de même que d'aplanir les difficultés qui pourraient s'élever entre les populations voisines des deux empires.

Il s'agissait, on le voit, d'un véritable traité de bon voisinage où étaient réglés les problèmes frontaliers, irano-russes dans un esprit marqué de confiance réciproque.

C'est sur ces bons rapports que la Russie comptait le plus pour réaliser la deuxième partie de son programme d'expansion en Asie Centrale, c'est-à-dire l'absorption économique, financière et commerciale de l'Iran. Nous ne nous étendrons pas sur ce deuxième aspect de l'activité russe dans notre pays, car il relève plutôt des sciences économiques et financières et en tant que tel a fait déjà l'objet d'excellents travaux. Nous ne l'envisagerons que dans ses incidences sur les relations politiques des deux pays, et sous cette réserve, nous consacrerons quelques détails aux formes principales de cette activité qui sont : la politique des routes, des concessions, des emprunts et des douanes.

A. — *La politique des routes.* — Le premier soin de la Russie, de 1857 à 1903, a été de s'assurer en Iran des voies de communications susceptibles, le cas échéant, de favoriser sa pénétration militaire ; ce furent d'abord des routes, puis des chemins de fer. Sous le couvert d'une société organisée par un banquier, de Maxau Lazare Poliakov, le gouvernement russe fit établir en Iran un réseau routier composé des éléments suivants :

1° Chaussée de Retsch (ville frontière russe) à Hamadan, par Téhéran et Kasvin.

2° Route de Tauris à l'Âraxe avec des remblais et tranchées permettant au cas de besoin l'établissement rapide d'une voie ferrée et le raccordement avec le réseau de Transcaucasie.

3° Tronçon Askhabad-Méched, qui relie la Transcaspienne au Khorassan.

4° Route d'Enzeli à Téhéran réservée au trafic des marchandises russes à des conditions privilégiées (5).

Les Russes ont également pensé aux chemins de fer et ont systématiquement accumulé les concessions en vue du plan gigantesque d'un Transpersan. Cette voie ferrée partant des frontières du Caucase longerait la Caspienne, passerait par Retsch, Téhéran, Ispahan, Schiraz et aboutirait à Bender Abbas sur le golfe Persique. Ce projet aux termes de l'acte de concession devait s'achever en 1903, mais

(5) Toutes ces routes, ayant été établies par le système de la concession, comportaient des péages et aussi la possibilité de pratiquer une politique de tarifs préférentiels.

le manque de fonds en a empêché la réalisation (6).
Ont été réalisées les lignes :

1° Tabriz-Tiflis, qui dessert la frontière la plus fertile et la plus peuplée de l'Iran, l'Azerbaïdjan.

2° Tabriz, Téhéran, Retsch, Bakou, la plus importante de ces lignes car elle permet de refouler le commerce anglais dans la région du Khorassan et d'accroître d'autant le prestige russe dans la région.

3° Tauris, Téhéran.

4° Prolongement jusqu'à Méched d'un embranchement de la ligne russe Ouzom-Ada à Samarcande.

B. — *Politique des concessions.* — Russes et Anglais se livrèrent, pour l'accaparement des concessions les plus diverses en Perse, une lutte acharnée dont les épisodes les plus marquants sont l'échec de la concession anglaise de chemins de fer, accordée, au Baron Reuter en 1872, et l'échec de la constitution d'un monopole des tabacs (1890), au profit des Anglais. L'échec dans les deux cas était dû aux intrigues russes.

Les concessions obtenues par la Russie en Iran sont multiples ; outre les concessions de routes et chemins de fer déjà vues, elle s'assura le monopole d'exploitation des mines, de forêts, de pêcheries, de transports dans certains territoires (7).

(6) Malek Esmaili, *op. cit.*, p. 63.

(7) Des détails très précis sur *chaque entreprise étrangère* en Perse et les textes qui régissent leur activité sont donnés par Litten dans son ouvrage : *Die Russischen unternehmungen in Persien*, p. 100-190.

C. — *Politique des emprunts.* — C'est par les avances qu'elles consentiront au gouvernement persan à de nombreuses reprises, que la Russie et l'Angleterre, mieux que par les autres moyens, se sont assurées un droit permanent de contrôle et d'intervention dans les affaires de notre pays. Et ce droit ne s'est malheureusement pas limité au domaine économique et financier. Chaque nouvel emprunt signifiait aussi une immixtion plus marquée dans la politique intérieure de notre pays, directement par des contre-parties expressément stipulées ou indirectement par des moyens de pression qu'il fournissait.

Citons quelques chiffres et quelques dates :

1889	Emprunt de 40.000 livres à l'Angleterre,
1892	— 500.000 livres à l'Angleterre,
1900	— 32,500.000 roubles à la Russie,
1901	— 10.000.000 roubles à la Russie.

Les emprunts les plus importants s'accompagnent pour le prêteur de sûretés qui, chaque fois, signifient pour la souveraineté de l'Iran une nouvelle amputation ; l'emprunt de 1900 est garantie par le produit des douanes de la région Nord de l'Iran. L'emprunt de 1901 par le produit des recettes télégraphiques.

« Ces emprunts eurent pour conséquence logique que la Perse s'habitua à obéir aux exigences et à supporter l'immixtion de la Russie dans ses affaires domestiques. Mais les Russes allaient plus loin, ils offraient leur générosité à quiconque pouvait avoir une voix ; ils ouvrirent des crédits aux hommes

d'Etat, aux notables qu'ils savaient très bien conduire dans les voies de la tentation (8).

Pour mieux arriver à leur fin, les Russes fondèrent en 1897 une Banque à nom français, la Banque des prêts, qui fit l'émission des 32.000.000 de roubles de l'emprunt persan. Sur les fonds de cet emprunt, les dettes contractées par la Perse envers l'Impérial Bank Anglaise, ainsi que toute la dette publique de cet Etat furent remboursées et la Russie est devenue ainsi le seul créancier de la cour de Téhéran. Jusqu'en 1912, la Perse s'est engagée à ne pas chercher de secours financier ailleurs qu'en Russie (9).

Les grands propriétaires fonciers, qui formaient en Perse un élément influent, étaient également débiteurs de la Banque russe qui avait pris hypothèque sur leurs biens, et ils n'osaient rien tenter qui pût aller contre les intérêts russes.

Les commerçants persans tombèrent de même sous la dépendance de l'organisme russe, la Banque recevait des marchandises à sa consignment, mais elle ne consentait d'avances qu'aux négociants acheteurs de produits russes. Ainsi la sphère d'action commerciale de la Russie s'étendit d'années en années, elle atteignit Hamadan, Ispahan et Seistan. Cotonnades et sucres russes vinrent faire concurrence aux cotonnades indiennes et aux sucres français (10).

D. — *Politique commerciale et douanière.* — Dans sa conduite méthodique de la conquête commerciale de l'Iran, la Russie bénéficia de concours

(8) Matine Daftary, op. cit., p. 85.

(9) Docteur Rouira.

(10) Aubin ; la Perse d'aujourd'hui, p. 219.

et usa de moyens variés, et elle trouva dans les Arméniens et les Musulmans du Caucase établis en Iran des instruments volontaires de son influence, car elle pratiquait en Asie Centrale une politique de large tolérance religieuse.

Les Russes se réservèrent le monopole des voies d'accès par le Nord, et interdirent le transit à travers la Russie, de produits importés d'Europe ; la Perse se trouvait ainsi coupée de tout contact avec les autres pays de l'Ouest, car les chemins du Sud étaient trop longs et trop coûteux et la route des caravanes entre Trébizonde et Tauris ne pouvait rivaliser avec les chemins de fer.

La réduction des tarifs de transports, la concession de primes à l'exportation, l'établissement de péages préférentiels en Iran, ajoutèrent encore à la position privilégiée du commerce russe dans notre pays. Son arme la plus efficace restait néanmoins les manipulations de tarifs douaniers.

A quelques années d'intervalles, en 1891 et en 1902, la Russie a procédé à deux de ces manipulations de tarifs douaniers. En octobre 1891, une convention irano-russe est conclue qui signifie l'abandon par la Russie de sa politique de tarifs libéraux et relèvement des droits.

Le système des fermages pour la perception des droits de douane des régions septentrionales de l'Iran — qui garantissaient l'emprunt russe de 1893 — est aboli et remplacé par l'établissement de bureaux douaniers officiels sur toutes les frontières. La Russie accorde à toutes les marchandises persanes importées chez elle les conditions faites par l'empire russe à la nation la plus favorisée. De son côté le gouvernement persan s'engage à abolir les péages établis sur les routes. « Cette convention qui établit entre les deux Etats contractants des liens beaucoup

plus étroits, que ceux qui existaient par le passé procure des avantages considérables au commerce russe et relègue pour ainsi dire au deuxième plan le commerce européen c'est-à-dire anglais. En effet, le tarif protectionniste qui a été promulgué à la suite de cet accord, paralyse presque complètement le commerce anglais dans le Nord de la Perse et menace également les intérêts commerciaux dans les régions du Sud (11).

En exécution de l'accord de 1891, une convention douanière allait être en effet conclue en 1902-1903 entre l'Iran et la Russie. Ce traité devait porter un coup fatal à l'autonomie politique et économique de la Perse, c'est à juste titre qu'on l'a appelé le « tarif de l'étranglement économique de l'Iran ».

Le traité de Golestan convenait, sous condition de réciprocité, d'un droit unique de 5 % ad valorem pour toutes les marchandises importées. Le traité de Torkamantchaï garda le droit de 5 % ad valorem pour les importateurs étrangers et celui de 3 % pour les importateurs nationaux, mais il effaça la clause de réciprocité et tout changement par notre pays à son tarif douanier était désormais subordonné au consentement préalable de la Russie. Cependant, ni en 1813, ni en 1828, après les défaites de Golestan et de Torkamantchaï, l'autonomie économique et douanière de notre pays ne subissait de limitations essentielles. On avait seulement convenu que le tarif en vigueur dans l'Iran devait rester unique et déterminé et à Torkamantchaï une limite avait été apportée à notre droit de modifier le tarif (12). En 1902, en

(11) Docteur Rouire, *op. cit.*, p. 82.

(12) Navaï, *Les relations commerciales irano-russes*, *op. cit.*, p. 40, sq.

pleine paix, ces derniers avantages nous sont ravis. Les principes de la convention douanière du 3 novembre 1902 sont les suivants :

1° Les marchandises importées en Perse ou exportées de Perse par des sujets russes, de même que les produits persans qui sont exportés en Russie par la mer Caspienne ou par voie de terre seront désormais soumis à un droit de douane conformément au tarif annexé à la convention ;

2° Les produits exportés de Russie sont soumis, une fois pour toutes, aux droits de douanes lors de leur introduction en Perse et à partir de ce moment ne sont plus susceptibles d'aucun droit de douane ou autres taxes à l'exception de ceux dont il est fait une mention spéciale. Les produits persans sont soumis à leur introduction en Russie aux seuls droits de douane, et à aucun autre droit d'exportation ou taxe au moment où ils sont exportés de Perse à l'exception toutefois de ceux visés dans le Traité. Tous les produits et marchandises de Perse qui ne sont pas mentionnés dans le tarif sont soumis à leur importation en Russie à un droit d'entrée calculé d'après les tarifs appliqués aux pays jouissant de la clause de la nation la plus favorisée, exception faite des tarifs déjà établis ou à établir pour les exportations de Chine et d'autres pays voisins de l'Asie ;

3° La taxe à l'exportation de 5 %, jusque-là appliquée en Perse, est totalement abolie. Les produits russes et persans seront désormais librement exportés d'un pays à l'autre sous réserve naturellement de l'observation des limitations qui viennent d'être établies ou le seront à l'avenir ;

4° Le gouvernement persan s'engage à supprimer tous les péages et à ne pas en autoriser d'autres

à l'exception des taxes sur les voies de communication qui seront créées à l'avenir, et pour lesquelles une concession a déjà été accordée ou sera accordée, mais ces taxes ne devront pas être supérieures à celles perçues pour la route de Retsch à Téhéran. L'affermage des douanes en Perse est aboli et remplacé par l'établissement aux frontières de fonctionnaires des douanes relevant du gouvernement.

Le gouvernement persan prendra les mesures nécessaires pour la sûreté des marchandises déposées dans les bureaux de douanes et accepte de s'en porter garant. Le gouvernement s'engage en outre à bâtir auprès de certains bureaux de douanes les entrepôts nécessaires. A l'occasion de l'importation de marchandises en Russie ou de leur exportation, les sujets persans sont soumis aux lois russes actuelles et futures et jouissent de la clause de la nation la plus favorisée.

CHAPITRE II

LE PARTAGE D'INFLUENCE EN IRAN ENTRE LA RUSSIE ET L'ANGLETERRE (1903-1907)

Par l'accord de 1834, l'Angleterre et la Russie s'étaient engagées à respecter l'intégrité territoriale de l'Iran. Leur rivalité donc ne pouvait s'engager que sur le terrain économique et commercial, ne pouvait s'affirmer que dans les entreprises industrielles et financières. C'était la conquête économique de l'Iran qui devenait le but de l'une et l'autre puissance. Au début du xx^e siècle, leur situation respective était la suivante pour la prépondérance dans l'Asie Centrale.

1° Au Thibet, l'Angleterre avait gagné la partie et réussi à exclure toutes les autres puissances du commerce avec ce pays. Lors de la main-mise anglaise sur le Thibet, la Russie n'avait pu que protester verbalement, paralysée qu'elle était par sa guerre avec le Japon ;

2° En Afghanistan, l'influence anglaise était également exclusive de toute autre, et la prépondérance britannique était acceptée à la fois en fait et en droit par les souverains Afghans et par la Russie ;

3° En Perse, les deux puissances, liées par le traité de 1834 et les déclarations postérieures garan-

tissant l'indépendance du pays, étaient placées sur un pied égal au point de vue politique mais du point de vue économique, il en allait tout autrement. Dans ce domaine l'influence russe dans l'ensemble l'emportait. Lord Curzon (1) estimait que le trafic de l'Angleterre et de l'Inde avec la Perse, et celui de la Russie avaient suivi le développement suivant :

	ANGLETERRE	RUSSIE
1889....	75.000.000 livres	50.000.000 livres
1902....	59.000.000 livres	96.000.000 livres
1905....	70.000.000 livres	170.000.000 livres

La Russie, notons-le, si elle laissait loin derrière elle le commerce anglais — surtout après la mise en vigueur de la Convention douanière de 1902 — ne l'emportait pas uniformément sur tout le territoire de l'Iran. L'influence russe dominait dans le Nord, le commerce anglais demeurait important dans le Sud. Dans le golfe Persique même, les Anglais avaient presque monopolisé à leur profit, le mouvement commercial.

Entre le détroit d'Ormuz et l'embouchure du Chat-el-Arab, 40 navires contre un étaient anglais. Sur un total de 71.000.000 de francs représentant le total des importations du golfe Persique en 1900, 62.500.000 francs représentait la part du commerce anglo-indien et la proportion était la même pour le chiffre des exportations ; à la même date, sur une valeur totale de 52.000.000 de francs, la part du commerce anglais dépassait 40.000.000 de francs (2).

Pour Bender Abbas, le principal port du littoral méridional persan, les importations de l'Inde et

(1) Demorgny. La Perse et la question persane, p. 46.

(2) Docteur Rouire, op. cit., p. 241.

des ports anglais représentaient, à la même époque, 84 % du total en valeur. Mais l'infiltration russe gagnait toujours et tendait à envahir même le Sud de la Perse. Les Russes avaient construit la route Enzéli-Téhéran et toutes les entreprises de transports dans cette région leur appartenaient. Leur monopole de navigation sur la Caspienne plaçait sous leur dépendance tout le commerce des régions voisines. La prépondérance commerciale russe, limitée d'abord au Turkestan et à la région de Bakou, faisait tache d'huile, les marchandises anglaises disparaissaient de Méched, et Khorassan, Retsch, Tauris, Téhéran étaient appropriés par le commerce des sujets du Tsar. En 1900, les 75.000.000 d'affaires qu'avait fait Retsch passaient entièrement par les mains des importateurs et des exportateurs russes. Rien de plus représentatif que les statistiques des importations de l'Inde et de l'Angleterre par le port méridional, de Bender-Abbas. Elles représentent :

en 1901,	84 %	du trafic total
en 1904,	78 %	»
en 1905,	72 %	»
en 1906,	58 %	»

Bientôt, les marchand anglais refoulés vers le Sistan et le Yezd y seront rejoints par les marchandises russes qui s'affirmeront même sur les marchés de Kerman et de l'extrême-Sud.

En effet, sur le terrain strictement commercial, la différence de situation était très grande entre l'Angleterre et la Russie : La Russie nous achetait presque autant qu'elle nous vendait, c'est-à-dire que notre balance avec elle marquait une égalité presque constante, tandis que la balance avec l'Angleterre n'était jamais en équilibre : les Anglais n'ayant ja-

mais eu grand besoin de produits d'exportation persans vendaient à la Perse beaucoup plus qu'ils ne lui achetaient et la balance marquait toujours un passif assez considérable pour l'Iran (3).

La convention anglo-russe du 31 août 1907 constitue un règlement général des rapports des deux puissances en Asie Centrale et comprend trois arrangements qui concernent l'Iran, l'Afghanistan et le Thibet.

Les dispositions du traité relatives à l'Iran se classent sous trois chefs :

1° affirmation du maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Iran ;

2° divisions de l'Iran en deux zones d'influence respectivement anglaise et russe, séparées par une zone neutre ;

3° affirmation du principe de la porte ouverte en Iran.

1. Maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Iran. — Les deux parties contractantes au début du traité s'engagent à respecter « l'intégrité et l'indépendance » de la Perse et désirent sincèrement l'établissement de l'ordre, dans toute l'étendue de ce pays, et son développement pacifique, aussi bien que l'établissement permanent d'avantages égaux pour le commerce et pour l'industrie d'autres nations.

A ce principe de l'indépendance de notre pays, il n'est prévu de limitations que pour l'établissement éventuel d'un contrôle financier, « afin d'éviter toute ingérence, qui ne serait pas conforme aux

(3) Navaï, op. cit., p. 72.

principes servant de base au présent arrangement », en d'autres termes, au cas où il prendrait fantaisie au gouvernement Persan de négocier un emprunt auprès de Banques autres qu'anglaises ou russes (4).

Par l'accord, « considérant que les deux puissances contractantes ont chacune pour des raisons géographiques et économiques un intérêt spécial au maintien de la paix dans certaines provinces persanes voisines de la frontière russe d'une part, de l'Afghanistan et du Béloutchistan de l'autre, et étant désireuses d'éviter tous motifs de conflits entre leurs intérêts respectifs dans les provinces persanes dont il a été fait mention plus haut », s'empressent de renier le principe solennellement affirmé de l'indépendance de l'Iran, en le partageant entre elles.

Dans cette zone, la Russie et l'Angleterre s'engageaient seulement à ne pas s'opposer, sans entente préalable, à l'octroi de concessions à leurs sujets.

La convention vient renforcer la zone d'influence anglaise et forme comme une deuxième zone-tampon en avant de la frontière Ouest de l'Inde. Sa création a donné lieu à des négociations spéciales qui n'ont pas été communiquées au public, mais dont le docteur Rouire (5) a cru pouvoir pénétrer le secret : la Russie désirait avoir un chemin de fer qui pût dans l'avenir ouvrir un débouché aux marchandises de la province transcaspienne et de ses provinces méridionales d'Europe vers le golfe Persique. D'autre part, l'Angleterre désirait, pour l'avenir aussi, relier le réseau de l'Inde au réseau d'Anatolie et d'Europe. Les deux prétentions étaient inconciliables. En effet, en construisant un chemin de

(4) Aubin, op. cit., p. 226.

(5) Aubin, op. cit., p. 279, sq.

fer du Caucase vers le golfe Persique dans la direction Nord-Sud, la Russie coupait la voie au chemin de fer anglais allant de la frontière de l'Inde à la frontière turco-persane à travers la Perse méridionale dans la direction de l'Est-Ouest et inversement. La création de la zone neutre laisse le champ libre à des transactions futures. On a aussi prétendu, à la façon dont cette neutralité a été interprétée jusqu'à la guerre par la Grande-Bretagne, qu'elle devait trouver dans la zone neutre une certaine compensation des avantages obtenus par la Russie dans le Nord.

Dans l'accord de 1907, les deux puissances s'engagent à ne pas rechercher pour elles-mêmes et à ne pas appuyer en faveur de leurs sujets respectifs aussi bien qu'en faveur des sujets d'autres puissances étrangères des concessions de nature politique ou économique, telles que chemins de fer, banques, télégraphes, routes, transports, assurances, chacune dans la zone d'influence réservée à l'autre, et elles s'engagent à ne pas s'opposer directement ou indirectement à des demandes de pareilles concessions faites par chacune d'elle dans les régions qui sont réservées à son action.

Quant aux concessions que les Russes possédaient au moment de la conclusion du traité dans la zone anglaise et réciproquement, celles de l'Angleterre dans la zone russe, elles sont maintenues. La zone neutre reste un champ ouvert à l'action des puissances, mais l'Angleterre y exerce une action politique et économique très énergique qui a eu pour résultat entre autres une importante concession de pétrole.

Des puissances, telles que l'Allemagne, se sont plaintes que le principe de la porte ouverte ait été ainsi détruit dans le pays dont les relations politi-

ques et commerciales avec les nations autres que les copartageantes devinrent très difficiles. Au point de vue politique ou commercial, nulle grande puissance ne put désormais s'immiscer à un titre quelconque dans les affaires de l'Iran.

2. Division de l'Iran en trois zones, anglaise, russe et neutre : la zone russe dans le Nord, la zone anglaise dans le Sud, la zone neutre au centre les séparant.

Les limites assignées à ces zones font le départ des progrès respectifs réalisés sur le terrain économique par l'Angleterre et par la Russie dans notre pays. Leur délimitation n'a pas été faite arbitrairement, mais élaborée d'après les rapports des agents anglais et russes et en pleine connaissance des lieux et des intérêts en présence (6).

La zone russe s'étend sur les provinces riches du Nord et du Nord-Ouest de l'Iran avec les villes d'Ispahan et de Yezd. Elle est séparée de la zone neutre par une ligne fictive qui va de Ghassé-Chirine, petite localité à la frontière turco-persane, à l'Est du territoire, à un point de la frontière persane situé à l'intersection des frontières russe et afghane, en passant par Ispahan, Yezd et Kakh. Dans cette zone se trouvent les régions les plus fertiles et les plus peuplées de l'Iran avec la capitale et les grandes villes industrielles et commerçantes : Tauris, Ispahan, Méched, Kazvin, Yezd, Kachan, Hamadan, Asterabad, Retsch et Kermanschah.

C'est tout à la fois la plus riche et la plus étendue des trois zones. D'ailleurs elle était depuis longtemps dans la dépendance économique de la Russie ;

(6) Docteur Rouire, *op. cit.*, p. 272.

les routes vers la frontière russe étant meilleures, les muletiers persans délaissaient les voies du Sud, sous l'influence anglaise, et prenaient le chemin de Batoum considéré comme moins cher. La lutte anglaise contre le commerce russe dans cette région était donc inégale et l'Angleterre y renonçait définitivement.

Cette délimitation de la zone russe nous laisse entrevoir son action éventuelle vers les plus belles provinces du royaume, bien au delà des limites où sa pénétration commerciale était devenue prépondérante. Ce n'est pas sans raison que la zone russe absorbait Ghassé-Chirine où devait précisément se raccorder au futur réseau persan, l'embranchement du chemin de fer de Bagdad (7).

La zone anglaise est comparativement toute petite. Limitée à l'angle Sud-Est du territoire persan et d'une étendue deux fois moins considérable que la zone russe, elle se situe au Sud d'une ligne qui joint la frontière afghane à Bender-Abbas sur le golfe Persique en passant par Birdjand, Kerman et Ghazik. Cette zone comprend les provinces du Sistan et du Béloutchistan iranien ainsi que la province de Kerman.

Par comparaison avec la Russie, l'Angleterre pouvait paraître très désavantagée. La plus grande partie du pays est occupée par le désert de Lout où l'armée d'Alexeandre faillit périr de soif ; le reste consiste en terre d'une fertilité médiocre, les villes en dehors de Kerman et de Bender-Abbas ne méritent guère d'être citées. Mais l'acquisition des terres fertiles n'intéressait pas la Grande-Bretagne. Ses

(7) Aubin, op. cit., p. 225.

buts étaient d'ordre politique et la délimitation de 1901 y satisfaisait pleinement.

3. Mesures financières. — Des articles spéciaux (4 et 5) sont réservés à l'affectation des douanes du Nord et du Sud, au service des emprunts, à l'organisation d'un contrôle des garanties financières affectées aux emprunts si besoin s'en fait sentir. Ces mesures devront être prises d'un commun accord.

L'article 4 est relatif au paiement de l'intérêt et à l'amortissement des emprunts conclus par le gouvernement persan avec les banques russes et anglaises. Comme les emprunts conclus à la Banque russe étaient parfois garantis par des sources de revenus situés dans des régions appartenant à la zone anglaise et inversement, l'article 5 traite des mesures qui seront prises le cas échéant pour éviter un conflit entre les deux puissances. En cas d'irrégularité dans l'amortissement ou le paiement des emprunts persans conclus à la Banque d'escompte et de prêt de Perse (...), et si la nécessité se présente d'instituer un contrôle sur les sources de revenus garantissant le service régulier des emprunts, les gouvernements anglais et russe s'engagent à entrer préalablement dans un échange d'idées amical, en vue de déterminer d'un commun accord les mesures de contrôle en question et d'éviter toute ingérence qui ne serait pas conforme aux principes servant de base au présent arrangement. En fait, il s'agissait d'aggraver encore l'état de sujétion à l'égard des deux puissances copartageantes, où se trouvait l'Iran par la division entre elles de son territoire, en l'empêchant d'aller se procurer des ressources par des emprunts négociés dans d'autres pays.

L'effet produit en Iran par l'accord de 1907 fut considérable ; l'existence politique de l'Iran dépen-

dait pour partie de la rivalité anglo-russe. Le gouvernement iranien s'appuyait tantôt sur l'Angleterre, tantôt sur la Russie pour faire échec aux prétentions de l'autre puissance. Il lui devenait désormais impossible de continuer ce jeu de balance, et la disparition de cette rivalité obligeait l'Iran, si faible qu'il fût, à lutter contre les deux puissances coalisées, avec d'autant plus d'appréhensions que leur entente pouvait laisser présager la liquidation définitive dans l'avenir de l'indépendance iranienne.

L'impression fut d'autant plus mauvaise que non seulement le Shah et la gouvernement n'avaient pas été tenus au courant des négociations qui se poursuivaient, mais qu'au surplus ils ne furent avisés officiellement de l'accord que trois semaines après sa signature.

Pour apaiser ce mécontentement, une note explicative fut remise le 5 septembre par le ministre de Grande-Bretagne, avec l'approbation de son collègue russe au ministre des Affaires Etrangères et publiée le 14 septembre dans le journal persan « *Hablol Matine* ». Sir Gray s'y défend d'avoir préparé le partage de la Perse. Bien au contraire, il voit dans l'arrangement intervenu une garantie de sa rénovation par l'appui que se prêteront désormais les anciens rivaux. Voici le texte *in extenso* de cette note : « D'après certaines informations qui me parviennent, le bruit s'est répandu en Perse qu'un accord avait été conclu entre l'Angleterre et la Russie qui devait avoir pour conséquences l'intervention de ces deux puissances en Perse et le partage entre elles de ce pays. Votre Excellence a toute certitude que les négociations conduites entre la Russie et l'Angleterre sont d'un caractère tout à fait différent car Mochir-ol-Molk s'est rendu récemment à Saint-Petersbourg et à Londres où il s'est entretenu avec

lès ministres des Affaires Etrangères de Russie et d'Angleterre qui, de la part de leurs gouvernements respectifs, lui ont exposé clairement les intentions des deux puissances en Perse, explications que, sans aucun doute, il vous a transmises.

« Sir Edward Gray, secrétaire d'Etat au ministère des Affaires Etrangères de la Grande-Bretagne, m'a transmis la substance de ses entretiens avec Mo-chir-ol-Molk et aussi le résumé de ses communications avec M. Iswolsky, qui ont été communiquées officiellement au gouvernement britannique.

« Sir Edward Gray m'informe qu'il a exposé au Machir-ol-Molk que lui-même et M. Iswolsky sont en accord complet sur les deux points essentiels. »

« Premièrement, aucune des deux puissances n'interviendra dans les affaires de la Perse, à moins que quelque préjudice ne soit infligé aux biens ou à la personne de leurs sujets. »

« Deuxièmement les négociations qui ont trait à l'accord entre les deux puissances ne doivent pas violer l'indépendance et l'intégrité de la Perse. »

Sir Edward Gray explique également que jusqu'ici un antagonisme existait entre la Russie et l'Angleterre, chacune de ces puissances s'efforçant d'arrêter les progrès de l'autre en Perse et que, si cet antagonisme s'était prolongé, dans le présent état d'incertitude des affaires persanes, le soupçon aurait pu s'élever soit d'une part soit des deux parts que l'un des adversaires s'immisçait dans les affaires intérieures de la Perse pour empêcher son rival de profiter de l'état des choses existant actuellement et pour s'assurer lui-même ce profit au détriment de son antagoniste. « L'objet des négociations présentes entre l'Angleterre et la Russie est de prévenir

l'éventualité de telles difficultés et ces négociations ne sont en vérité aucunement dirigées contre la Perse ainsi que M. Iswolsky lui-même l'a expliqué au Mochir-ol-Molk en lui déclarant : « Aucune des deux puissances n'exige rien de la Perse et par conséquent la Perse peut consacrer toutes ses énergies à la solution de ses affaires intérieures ». Les deux ministres étaient pleinement d'accord sur la non-intervention et ne laissent place à aucun doute sur cette question. Les paroles de M. Iswolsky, qui expriment également les intentions de la Grande-Bretagne, sont les suivantes : « La règle du gouvernement russe, tant qu'aucun préjudice ne sera causé à ses intérêts, sera d'éviter d'intervenir en quoi que ce soit dans les affaires intérieures des autres pays. Il est impossible qu'il vienne à dévier de cette règle dans le présent cas. »

En ce qui concerne les bruits de partage de la Perse entre l'Angleterre et la Russie, les deux puissances ci-dessus mentionnées désirent définir pour elles-mêmes une limite d'action.

« Sir Edward Gray et M. Iswolsky ont explicitement déclaré que ces rumeurs de partage sont absolument dénuées de fondement. Ce que les deux puissances désirent, c'est qu'un accord soit conclu pour prévenir des difficultés et des dissentiments futurs, accord par lequel aucune des deux puissances ne vise à établir son influence dans les régions de la Perse qui sont voisines des frontières de l'autre. Ces accords ne menacent ni les intérêts personnels de la Perse, ni ceux d'aucune autre nation étrangère, il comporte seulement pour la Russie et pour l'Angleterre l'obligation de ne s'engager dans aucune entreprise préjudiciable à l'une ou l'autre et de délivrer désormais la Perse de ses pressions qui,

dans le passé, se sont montrées si néfastes à la progression de ses intérêts. La déclaration de M. Iswolsky est la suivante :

« L'accord entre les deux puissances européennes qui ont les plus grands intérêts en Perse, accord basé sur la garantie de l'indépendance et de l'intégrité de la Perse aboutira au développement des intérêts des Persans de sorte que, encouragés et assistés par leurs deux puissants voisins, ils pourront désormais consacrer toutes leurs énergies à leurs progrès intérieurs.

« Vous conclurez des déclarations ci-dessus combien peu fondés sont les bruits qu'on a récemment fait circuler en Perse au sujet des ambitions politiques de la Russie et de l'Angleterre dans ce pays, les deux nations n'ont aucune espèce d'intention de menacer l'indépendance de la Perse, leur objectif, dans la conclusion de cet accord, est d'assurer à jamais cette indépendance. Non seulement l'Angleterre et la Russie ne cherchent pas un motif d'intervention, mais leur but dans ces négociations amicales est de ne point s'autoriser l'une l'autre à intervenir en Perse sous prétexte de sauvegarder leurs intérêts. Les deux puissances ci-dessus mentionnées espèrent qu'à l'avenir la Perse sera à tout jamais délivrée de la crainte d'une intervention étrangère et jouira d'une complète liberté pour arranger ses affaires à sa guise ce par quoi il ne peut que résulter un avantage et pour elle-même et pour tout le monde. »

Que faut-il penser de l'accord de 1907 ? Un Français, ancien diplomate dans notre pays le juge ainsi : « Les affaires de Perse sont loin d'avoir été réglées par le traité de 1907; elles ne le sont pas en ce qui concerne la Perse elle-même, lamentablement entretenue dans un état de décomposition morale et

matérielle, sous un régime mal défini qui ne peut lui donner ni routes, ni voies ferrées, ni écoles, ni travaux d'irrigation, ni administration régulière, ni ordre, ni sécurité, ni aucune ressources d'une loi nationale ou autre.

Elles ne sont pas non plus réglées au point de vue de la situation et des intérêts respectifs de la Russie et de l'Angleterre » (8).

Tournons-nous maintenant vers les nationaux des Etats, qui réduisirent le nôtre en servitude. Un des principaux collaborateurs russes à la rédaction des conventions de 1907 reconnaît que cette convention a mal été appliquée en Perse et qu'elle n'a pu assurer le règlement amiable de tous les malentendus (9). Du côté anglais, trois ans après la signature de l'accord en 1910, le Pair conservateur, ancien gouverneur de Bombay, Sir Lanwgton, pouvait déclarer à la chambre des Lords : « Toute notre conduite est en contradiction non seulement avec l'accord anglo-russe, mais aussi avec l'assurance que le ministre d'Angleterre à Téhéran donnait aux autorités persanes lorsqu'il leur disait que la Perse serait parfaitement libre de régler ses affaires comme elle l'entendrait. »

(8) Demorgny. La question persane et la guerre, p. 4.

(9) Cité par Demorgny, loc. cit.

QUATRIÈME PARTIE

*L'INTERVENTION RUSSE DANS LES AFFAIRES
INTÉRIEURES DE L'IRAN
(1907-1914)*

CHAPITRE PREMIER

Ainsi l'accord de 1907 ne satisfaisait personne, ni la Russie qui supportait mal de voir sa politique d'expansion vers sa faible voisine asiatique limitée par la volonté de l'Angleterre, ni cette puissance qui savait bien que la Russie ne renoncerait pas aisément à atteindre la mer libre et les eaux chaudes ni enfin notre pays qui avait espéré maintenir son intégrité territoriale et s'assurer la garantie bienveillante des deux puissances amies pour se consacrer en paix à la mise en valeur et au développement des ressources et des richesses économiques du pays, et dont les espoirs allaient être ruinés par le cours ultérieur des événements.

C'est qu'en effet, l'entente russo-anglaise de 1907 n'a pas été le règlement définitif de la situation de ces deux puissances en Iran, comme notre pays l'espérait et comme ces puissances feignaient de le croire, elle n'a été qu'un armistice de courte durée, une entente provisoire qui leur a permis de faire le point en quelque sorte, de mesurer leurs forces respectives et de prendre du souffle avant de s'affronter de nouveau. Si la diplomatie russo-anglaise a avalisé l'accord de 1907, ce n'a pas été pour en faire la base durable des relations russo-anglaises en Iran en lui conférant une valeur permanente, mais seulement pour ménager les transitions et évi-

ter une solution radicale et de ce fait même incertaine.

Comme auparavant, l'impérialisme russe « s'efforcera de réaliser aux dépens de l'Iran son double objectif de marche sur les Indes et d'accès aux mers libres.

Comme auparavant, il se heurtera à la défiance anglaise et aux contre-manceuvres de la Grande-Bretagne. Seuls vont changer les procédés de pénétration mis en œuvre mais le but demeure. L'accord de 1907 a mis fin à l'époque de la pénétration économique et financière, il a sanctionné les positions acquises par la Russie et l'Angleterre dans ce domaine et plus particulièrement les succès russes, puisque nous l'avons remarqué, l'accord de 1907 est, au point de vue économique, beaucoup plus favorable à la Russie qu'à l'Angleterre. La période qui va s'ouvrir et se développer jusqu'en 1917 sera celle de la pénétration politique, ou plus exactement de l'intervention dans les affaires intérieures de l'Iran, de l'intervention permanente, pourrions-nous écrire.

En effet, cet accord impliquait implicitement pour chacun des deux contractants un certain droit d'intervention dans le gouvernement de l'Iran. Le gouvernement de l'Iran ne pouvait se formaliser que le gouvernement du Tsar, à l'occasion de quelque difficulté commerciale ou financière entre sujets iraniens et russes, appelât son attention sur quelques défauts de l'administration ou des finances persanes, sur l'opportunité de telles réformes dans ces domaines, sur la nécessité du calme et de l'ordre intérieur pour permettre au commerce irano-russe de se développer de façon florissante. Le malheur pour un petit Etat c'est qu'il ne saurait guère se soustraire à ces suggestions lorsqu'elles émanent d'un puissant et

belliqueux voisin. Ce n'est plus d'indiscrétion mais de chantage qu'il faut qualifier ces procédés, or le chantage est en pareil cas toujours efficace. Notre pays allait en faire l'expérience.

CHAPITRE II

L'IMMIXTION RUSSE DANS LE MOUVEMENT CONSTITUTIONNEL PERSAN

Le mouvement constitutionnel persan qui s'affirme à partir de 1905 et vise à doter le pays d'institutions représentatives et à contrôler le roi par l'exercice de la souveraineté nationale a des origines complexes et multiples.

Parmi ses causes qui s'imposent à l'attention : le désir de voir établir en Iran une administration équitable et le désir de libérer le pays de l'influence étrangère.

Le désir de voir l'Iran doté d'une administration régulière et bien organisée répondait à d'évidentes nécessités, surtout en matière financière. Et l'on peut affirmer que ce sont les folles dépenses et la gabegie qui régnaient à la cour de Nasserred-Dine et qui étaient encouragées par le Shah lui-même qui ont déclanché l'aspiration, jusqu'à ce moment latente, à un régime constitutionnel sur le modèle occidental. Nous avons vu que la politique financière de Nasserred-Dine avait pratiquement, avant 1907, placé déjà l'économie iranienne sous le contrôle russe. Il est symptomatique de noter que, lors du premier emprunt russe de 22.000.000 de roubles (1900), des manifestations de mécontentement et des émeutes eurent lieu à Téhéran. Elles étaient di-

rigées contre le premier ministre Aminossoltan qui avait conclu l'emprunt et auquel l'opinion publique reprochait d'avoir vendu le pays à la Russie et d'avoir contribué à la hausse des prix des principaux articles de consommation. Car la hausse résultait pour une part de la fixation d'un tarif douanier très défavorable aux intérêts économiques du pays. Ce mécontentement fut ravivé par l'emprunt fait à la Russie de 1.000.000 de roubles en 1902 et qui était destiné à couvrir les frais du voyage du Shah en Europe (1). A cette irritation contre la prodigalité royale s'ajoutait la tyrannie sans limite des gouverneurs de provinces qui achetaient leurs charges et n'avaient d'autres soucis que d'en recouvrer la valeur durant l'exercice de leurs fonctions, sans se soucier des facultés contributives de leurs administrés. Echappant à peu près complètement au contrôle du pouvoir central, ils étaient assurés de l'impunité pour toutes les vexations infligées à la population. A vrai dire, l'Iran ne connaissait pas d'administration organisée. Il en résultait que pour les fonctions du gouvernement central qui exigeaient certaines capacités techniques, le Shah devait faire appel à des fonctionnaires étrangers. C'était en particulier le cas pour les douanes qui étaient administrées par un groupe de fonctionnaires belges sous la direction de leur compatriote, M. Nauss. Or, l'opinion publique était, en Iran, très prévenue contre ce fonctionnaire qu'elle considérait comme une créature du gouvernement de Saint-Petersbourg et qui avait en effet collaboré à la rédaction du désastreux tarif douanier irano-russe de 1903. Là encore, le besoin d'une administration nationale et qualifiée se faisait sentir et son

(1) Sadjady, *op. cit.*, p. 17 : Les principes du régime parlementaire en Perse.

désir se confondait avec celui de libérer l'Iran, tout au moins dans le domaine politique, de l'empire russe.

L'abandon par le Shah des ressources nationales au profit de l'étranger devait avoir des conséquences fatales pour la royauté absolue et conduire rapidement la Perse à la révolution. « La Perse, par l'office de Nauss, avait remis aux mains de l'étranger son indépendance économique, sa liberté de faire un nouveau tarif douanier et son droit même d'édicter des règlements douaniers. D'un autre côté, par l'entrée en franchise qu'elle avait reconnue aux produits agricoles et miniers russes — 34 articles — elle vouait à la misère ses cultivateurs et condamnait à mort sa propre industrie en raison des droits très bas accordés aux produits russes.

Non seulement il ne pouvait se créer de nouvelles industries en Perse, mais même les industries déjà existantes (tapis) ne pouvaient supporter longtemps les droits qui leur étaient imposés à leur entrée en Russie... ». D'un autre côté, le transit des marchandises vers l'Iran à travers la Russie étant interdit, le marché persan devenait un débouché exclusif pour les produits russes qui, armés de ce tarif, attaquaient et occupaient sans rivaux possibles toutes les branches de l'activité économique persane (2).

La première démonstration à caractère révolutionnaire éclata en décembre 1905 avec d'ailleurs l'appui de l'Angleterre, elle inaugurait une période d'agitation politique qui devait se terminer seulement en Juillet 1909 par la victoire des partisans de

(2) Parviz Khan Kazémi. Le commerce extérieur de la Perse, p. 118.

la Constitution sur le Shah despotique que soutenait la Russie.

A l'époque où se déroulèrent ces événements, l'Iran était gouverné par Mozaffared-Dine qui avait succédé à son père Nasserel-Dine Shah mort assassiné en 1896. Mozaffared-Dine était un monarque sans énergie plus préoccupé de ses plaisirs que des intérêts du pays (3). Son premier ministre, Amine Dowleh, s'étant rendu impopulaire par son assentiment aux folles dépenses du Shah, les révolutionnaires de 1905 en réclamèrent le renvoi.

Le Shah commença par refuser, mais opposé par caractère aux effusions de sang et à l'emploi de la force, il n'usa contre les protestataires d'aucune mesure de répression. Les adversaires du Premier Ministre se retirèrent alors dans l'enceinte sacrée de Shah Abdol Azim (4). Dans ce refuge, ils étaient inviolables et le Shah, même s'il en avait eu le désir, ne pouvait rien tenter contre eux ; ils y restèrent deux mois ; après ce laps de temps le Shah voyant que l'opinion publique leur restait fidèle et que son attitude ne pouvait qu'aggraver la tension politique leur donna l'assurance écrite de sa main qu'Amine Dowleh serait renvoyé et que serait institué un Edalât Khané ou Palais de Justice dont les protestataires réclamaient également la création (février 1906).

Les protestataires rentrèrent triomphalement à Téhéran accompagnés des applaudissements de l'opinion publique. Mais en vain ils y attendirent la réalisation des promesses du Shah. Amine Dowleh demeura investi de la confiance du Shah et prit toutes les mesures de police et militaires pour que de nouvelles manifestations du parti Constitutionnel ne

(3) Sadjady, p. 16.

(4) Lieu saint situé à 10 km. de Téhéran.

puissent avoir lieu. L'agitation n'en continua pas moins, entretenue par des orateurs populaires et religieux. En mars 1906, des manifestations contre le premier Ministre furent réprimées par la violence et d'autres eurent lieu lors de l'inhumation des victimes.

Un certain nombre de partisans de la Constitution se réfugièrent alors dans l'immeuble de la légation de la Grande-Bretagne située dans les environs immédiats de Téhéran. Sous la protection de l'exterritorialité ils élaborèrent un programme complet de réformes en tête desquelles figurait l'établissement d'une assemblée nationale permanente et l'octroi d'une constitution. En outre ils demandaient la création d'une banque nationale qui permit de libérer le pays de l'hypothèque russe exercée par l'intermédiaire de la Banque d'escompte.

Après bien des hésitations et marchandages, le Shah céda aux réclamations des libéraux et promulgua le firman du 5 août 1906 qui fut la première base de la Constitution persane. Peu après, il accepta la loi électorale élaborée par les partisans de la Constitution. Firman du 9 septembre 1906. La première assemblée représentative de la volonté nationale de notre pays se réunit le 7 octobre 1906. Son premier acte est caractéristique de la volonté de rénovation nationale qui l'animait. Elle refusa son assentiment à un nouvel emprunt de 400.000 livres anglaises qui devaient être fournies pour moitié par l'Angleterre et par la Russie et qui était sur le point d'être conclu lors de la réunion de l'Assemblée Nationale.

On ne sait quelle aurait été la réaction du Shah à cette première limitation de son bon plaisir, car il mourut peu après le 30 Décembre 1906 ; quelques jours auparavant l'assemblée avait obtenu cependant

de lui, la ratification des lois constitutionnelles qu'elle venait de voter.

Le 19 Janvier 1907, Mohamed Ali, le fils de Mozaffared Dine, fut couronné Shah et aussitôt la situation politique redevenait ce qu'elle était avant les concessions du Shah. Le nouveau souverain despote et intransigeant témoigna tout aussitôt de son aversion pour le Parlement en n'en invitant pas les membres à son couronnement. Encouragés par l'auguste exemple, ses ministres refusèrent de paraître à l'assemblée. Devant cette volonté hostile l'assemblée adressa au Shah un document où elle demandait :

1° Un supplément aux lois constitutionnelles déjà élaborées et reconnues par le nouveau Shah le jour de son couronnement ;

2° Une reconnaissance formelle par le Shah de la Constitution persane et du caractère de Monarchie constitutionnelle du gouvernement persan ;

3° Le renvoi de Nauss, l'un des auteurs du déplorable traité douanier de 1903 ;

4° L'assurance expresse qu'aucun ressortissant d'un pays étranger ne pourrait être placé à la tête d'un ministère (5).

Le Shah, après avoir essayé d'intimider l'Assemblée Nationale, se décida à renvoyer Nauss le 10 février, puis souscrivit à une sorte de Charte qui dotait la Perse du régime parlementaire et lui donnait une déclaration des droits (Octobre 1907).

Enfin, les ministres qui, jusqu'alors, n'étaient

(5) Sadjady, *op. cit.*, p. 22.

responsables que devant le Shah et en fait subordonnés au Premier Ministre que le Shah choisissait discrétionnairement, virent leur situation modifiée ; le poste de premier Ministre fut aboli et la gestion du royaume fut confiée à cinq ministres de rang égal et à un Président du Conseil.

Aussitôt après, un nouveau cabinet fut constitué sous la présidence de Nasserol Molk, qui s'attacha en premier lieu à l'assainissement financier du pays. La somme globale des pensions, allocations, gratifications dont le souverain jusqu'alors disposait souverainement fut réduite de 20.000.000 de francs-or, la liste royale elle-même fut ramenée à 2.500.000 francs.

Touché au vif, le Shah congédia aussitôt le ministère et exila les membres les plus en vue du parti libéral. Mais Téhéran s'insurgea contre cet acte arbitraire et, sous la pression de l'opinion, Mohamed Ali dut rappeler Nasserol Molk et les parlementaires envoyés en exil.

A peine redevenue normale, la situation allait s'aggraver de la façon la plus tragique : En février 1908, un attentat manqué eut lieu contre le Shah.

Les absolutistes qui l'entouraient et lui conseillaient la résistance aux idées libérales l'imputèrent aussitôt aux partisans de la Constitution, ces derniers s'en défendaient vivement et y voyaient l'œuvre d'un agent provocateur. Or, cette hypothèse est exacte, on peut même se demander si l'auteur de l'attentat n'était pas étranger au pays, étant donné le profit que la politique russe allait tirer de la situation troublée qu'il engendrait.

Le jour suivant en effet, le ministre russe à Téhéran se rendait chez le ministre des Affaires Etrangères de Perse et lui faisait connaître qu'il

considérerait la vie et la souveraineté du Shah comme menacées par les Constitutionnalistes et que la Russie se verrait forcée d'intervenir si l'agitation politique continuait.

Le ministre britannique, qui avait accompagné son collègue, adhéra à cette déclaration.

L'Assemblée, pour éviter au pays l'invasion étrangère, allait se résoudre à abandonner toute opération, lorsque le 3 juin, le Shah prit la fuite. Sa disparition fut aussitôt proclamée, car on craignait qu'il ne tente de revenir dans la capitale avec l'appui du corps des cosaques russes. C'est ce qui se produisit, le corps russe au service du Shah dispersa, avec l'appui de l'artillerie, l'Assemblée et des manifestations libérales dans divers lieux de Téhéran. Le régime de la loi martiale fut proclamé et le colonel Liakov, chef des Cosaques, nommé gouverneur militaire de la capitale. Dans la répression du 23 juin nombre de députés, journalistes, membres actifs du parti libéral, furent arrêtés par les soldats russes et jetés en prison (6).

Le gouvernement du Tsar, naturellement, se déclara étranger à l'affaire, et affirma que le colonel Liakov n'avait agi qu'en sa qualité de chef de la garde personnelle du Shah. En fait les communications envoyées par le colonel Liakov commandant des cosaques au quartier général du Caucase prouvent clairement le contraire... Il ne peut y avoir de doute que Liakov s'était concerté avec le ministre de Russie, de Hartweg, avant de bombarder le Parlement, non plus que Hartweg en avait informé le

(6) Pour les détails de la répression par les troupes russes, de la résistance au coup d'Etat, voir : Browne : Le mouvement constitutionnel persan, p. 221, sq.

ministre des affaires étrangères de Russie, Iswolsky. D'ailleurs, le Shah lui-même avait télégraphié ses félicitations à Liakov après le bombardement (7).

Contre cet attentat à la souveraineté nationale, la réaction du pays fut unanime. Dans les principales villes de l'empire les partisans de la Constitution prirent les armes. Là où les troupes russes au service du Shah tentèrent de résister, elles furent défaites ; après ces succès, les Constitutionalistes marchèrent sur Téhéran et, après trois jours de siège, obligèrent le colonel Liakov à déposer les armes. Une assemblée extraordinaire composée des chefs révolutionnaires se réunit aussitôt dans la capitale et proclamait la déchéance du Shah qui, en retour d'une pension annuelle de 500.000 francs, était mis en demeure de quitter l'Iran dans les 15 jours. Le Shah qui était alors réfugié au Consulat russe de Zargandeh, abdiqua et gagna la Russie tandis que son fils âgé de 13 ans était proclamé roi (8). L'immixtion russe au cours de ces événements fut flagrante. Lorsque Tauris s'insurgea contre le coup d'Etat, ce sont des troupes russes au service de l'empire des Tsars et stationnées en territoire persan qui l'assiégèrent sous le prétexte nullement fondé, d'assurer la sécurité des Consulats russes et Anglais (9). Mais au même moment, la légation russe de Téhéran faisait savoir aux révolutionnaires que toute nouvelle avance vers Téhéran serait suivie d'une intervention armée de la Russie. La cynique menace demeura sans résultat et la victoire couronna la cause de la volonté nationale.

(7) Browne, *op. cit.*, p. 227.

(8) Afschar, p. 89.

(9) Livre bleu britannique, 1909, p. 111, n° 248.

Le sort de l'ex-Shah fut réglé après de longues négociations entre les légations russes et anglaises d'une part et le gouvernement persan d'autre part par un protocole du 25 août 1909. L'article 11 de ce protocole décide en particulier ceci :

« Les deux représentants de l'Angleterre et de la Russie s'engagent à donner, à sa Majesté Mohamed Ali Mirza, des injonctions sérieuses afin qu'elle s'abstienne désormais de toute agitation politique contre la Perse, et le gouvernement impérial russe promet de son côté de prendre toutes les mesures efficaces afin de ne pas permettre de semblables procédés d'agitation de sa part. Si Sa Majesté Mohamed Ali Mirza quitte la Russie et s'il est prouvé que d'un pays autre que la Russie il a provoqué des agitations politiques contre la Perse, le gouvernement persan aura le droit de cesser de payer sa pension. »

CHAPITRE III

L'INCIDENT SCHUSTER

Le coup d'Etat du Shah Mohamed Ali venait à peine d'être réprimé et l'Iran commençait seulement à retrouver la tranquillité politique lorsque la Russie, irritée par l'échec de son protégé, déclencha un nouvel incident, connu sous le nom d'incident Schuster, qui lui donna une nouvelle occasion de porter atteinte à l'intégrité territoriale du pays et à sa souveraineté.

Schuster était un citoyen américain que le Parlement Iranien avait invité à réorganiser les finances du pays avec la qualité de Trésorier Général du royaume. Or, si l'on s'en souvient, les emprunts consentis à l'Iran par la Russie et l'Angleterre sous les règnes de Nassered Dine Shah et de Mozaffared Dine avaient été garantis par les recettes douanières du Nord pour les emprunts russes, et du Sud de l'Iran pour les emprunts anglais. Or, avant que fût engagé le Trésorier américain, les recettes douanières étaient perçues directement par chacune des deux puissances jusqu'à concurrence des sommes convenues à titre d'intérêt et principal. Le conseiller américain voulant établir la centralisation des recettes, exigea qu'elles fussent désormais remises au Trésor

qui prendrait en change le service des sommes dues à la Russie et à l'Angleterre. Ce fut une première cause d'irritation de ces deux puissances contre M. Schuster et la Russie ne songea plus qu'à se libérer de son contrôle.

Un incident de peu d'importance en soi devait bientôt lui en fournir l'occasion. L'Assemblée Nationale après l'échec du coup d'Etat de l'ex-Shah avait décidé de confisquer les biens des personnalités qui s'étaient déclarées pour Mohamed Ali et avaient participé aux opérations militaires entreprises par lui contre le peuple iranien. Parmi les personnes atteintes par cette mesure, se trouvait Choas Saltaneh, le propre frère de l'ex-souverain.

Chargé de l'exécution de la décision de l'Assemblée, le trésorier américain envoya un officier et quelques gendarmes opérer la saisie des biens immobiliers du prince. Celui-ci en appela à l'agent consulaire russe qui se présenta à l'officier persan en lui demandant d'évacuer la propriété de Choas Saltaneh. Bien que l'officier fût muni de pouvoirs réguliers, l'agent consulaire faisait valoir que cette propriété représentait le gage d'un prêt consenti au Prince par la Banque d'Escompte russe et donc n'était pas susceptible de confiscation. C'est pourquoi le consul demandait que tout au moins la propriété, mise sous séquestre, fût gardée par un officier russe, les gendarmes persans devant être placés sous ses ordres. Schuster, d'un caractère intransigeant, ayant refusé de satisfaire cette demande, la Russie adressa aussitôt à l'Iran un ultimatum exigeant le renvoi du conseiller américain dans les deux jours (11 Novembre 1911). Le Parlement rejeta l'ultimatum russe et la rupture des relations diplomatiques était aussitôt signifiée à l'Iran par le cabinet de Saint-Pétersbourg.

En même temps près de 7.000 Cosaques russes débarquaient à Enzéli et à Tabriz et le gouvernement russe faisait savoir qu'il ajoutait à sa demande primitive le paiement d'une indemnité de guerre élevée.

Le ministre anglais à Téhéran craignant l'avance des troupes russes sur le centre de la Perse, fit pression sur le gouvernement persan afin qu'il accepte les exigences russes. Dépourvu de moyens efficaces de résistance, l'Assemblée dut s'incliner et accepta l'ultimatum le 24 novembre sous la menace du débarquement de nouvelles troupes russes en territoire persan.

Mais le gouvernement de Saint-Pétersbourg comptait bien plutôt sur une fin de non-recevoir que sur les excuses du gouvernement iranien. Rien ne le prouve mieux que la déclaration russe au ministre des Affaires Etrangères de l'Iran, qui lui présentait des excuses officielles de son pays. Cette déclaration informait le ministre que les troupes russes débarquées en Iran ne seraient pas retirées car dans l'intervalle un nouvel ultimatum avait été préparé. C'est l'ultimatum du 29 novembre 1911 qui portait sur les points suivants :

1° Renvoi non seulement de Schuster, mais de Lecoffe, sujet anglais nommé par le Trésorier Général contrôleur des finances à Tabriz, c'est-à-dire dans la sphère d'influence russe.

2° Engagement du gouvernement persan de demander le consentement des légations russe et anglaise avant que de faire appel à des ressortissants étrangers dans les services publics du royaume.

3° Remboursement des frais entraînés par la nouvelle expédition de troupes russes en Iran par

suite du retard mis par la Perse à répondre au premier ultimatum (1).

Un délai de 48 heures seulement était donné au gouvernement pour satisfaire à ces exigences.

L'acceptation de ce nouvel ultimatum signifiait pour l'Iran non seulement l'arrêt de toutes réformes entreprises, mais encore l'abandon du libre exercice de sa souveraineté; aussi, la réaction populaire contre les exigences de la Russie fut-elle très vive et les sentiments anti-russes qui se répandaient dans la nation, accrus par les prédications des Ulémas, amenèrent des incidents sanglants. A Tabriz, un conflit ayant éclaté le 22 Décembre entre les troupes russes et la police locale, la population prit fait et cause pour cette dernière et une véritable bataille rangée s'engagea. Les Russes, appuyés par un renfort de 5.000 hommes, bombardèrent la citadelle, faisant de nombreuses victimes parmi la population civile. D'autres troupes russes débarquées à Enzeli, occupaient Retsch et se préparaient à marcher sur la capitale.

Pendant ce temps, de pressantes négociations se poursuivaient entre l'Angleterre et la Russie. Dès le 2 Décembre, Sir Edward Gray avait fait demander à M. Nerator, ministre des Affaires Etrangères de Russie, une assurance catégorique que le gouvernement russe ne se proposait pas de porter atteinte à l'indépendance ou à l'intégrité de la Perse; que les mesures militaires n'auraient qu'un caractère provisoire et que les principes de la convention anglo-russe seraient respectés; à quoi l'ambassadeur de Russie répliqua que l'opinion russe était très excitée et qu'un nouvel arrangement devenait nécessaire en

(1) Texte de l'ultimatum dans Schuster; et dans la thèse de M. Back de Surany: Essai sur la constitution persane, p. 214-219.

Iran. En réalité, la surexcitation de l'opinion russe et l'intransigeance de l'action de la section d'Orient voulaient l'occupation de Téhéran et la restauration de Mohamed Ali.

Pendant que les négociations se développaient, les troupes russes en suivaient les fluctuations, se déplaçant de Retsch à Kasvin ou rétrogradant, mais toujours prêtes à marcher sur Téhéran où l'Assemblée avait, à l'unanimité, rejeté l'ultimatum le 1^{er} décembre et persisté dans son refus, lorsque le 15 décembre un nouveau délai de 6 jours lui fut accordé par le cabinet russe (2). Fort heureusement le ministre russe des Affaires Étrangères se trouvait à cette époque à Paris où, grâce aux bons offices de la France, une conférence diplomatique eut lieu entre lui, le ministre de Perse à Paris, l'ambassadeur russe à Londres, l'ambassadeur britannique à Paris et quelques hauts fonctionnaires du quai d'Orsay. Le ministre russe put affirmer à Sir Berthie qu'il ne voulait pas que la question persane put avoir un contre-coup sur les bonnes relations entre les deux puissances. Il ne fallait pas se montrer nerveux et la Russie ne nourrissait aucun mauvais dessein ni contre l'indépendance ni contre l'intégrité de la Perse (3).

Il fut convenu à cette conférence que la Russie se contenterait du départ de Schuster, que la nomination des hauts fonctionnaires étrangers admis au service du gouvernement persan ne serait pas soumise à l'assentiment préalable de la Russie et de l'Angleterre et qu'enfin la Russie n'exigerait de la Perse aucune indemnité.

(2) Livre bleu anglais, 1911, p. 81, pièce 182.

(3) Voir pour les détails, Demorgny, p. 111.

L'Iran, par l'organe de son ministre des Affaires Etrangères, souscrivit le 24 Décembre aux demandes russes.

La mission financière américaine fut congédiée et Schuster quitta Téhéran le 11 Janvier 1912. A sa place, son rival, le ressortissant belge Morhard fut nommé « provisoirement » Trésorier Général ; quant aux troupes russes débarquées à Enzéli, elles y demeurèrent car sur ce point le gouvernement anglais n'avait obtenu qu'une promesse de retrait dont l'exécution était subordonnée au rétablissement général de l'ordre dans le pays et plus spécialement dans le Nord de la Perse.

A étudier impartialement les événements qui engendrèrent la tension irano-russe de 1911, c'est-à-dire la saisie des propriétés du frère de l'ex-Shah « qui, protégé ottoman, ne pouvait se réclamer que de la protection de la Porte — il semble que le bon droit était du côté du gouvernement de Téhéran, ce dernier avait d'ailleurs fait preuve de conciliation et proposé de suspendre le règlement définitif du litige jusqu'à ce qu'une enquête impartiale ait fixé les responsabilités. Mais pour la Russie, le refus de Schuster n'était qu'un prétexte et lui-même, avec plus de souplesse, n'aurait pu sauver la situation. Ce que voulait le gouvernement russe, c'était briser le mouvement constitutionnel persan en se faisant reconnaître un droit illimité d'intervention dans les affaires intérieures du pays. La dépêche suivante, adressée par le ministre russe de Téhéran au cabinet de Saint-Pétersbourg, dispense, par son cynisme, de tout commentaire » : « Alors même que le gouvernement persan nous donnerait satisfaction sur tous les points des deux ultimatums, nous devons profiter de la marche en avant de nos troupes pour garantir nos intérêts d'avenir dans nos relations

avec l'Iran. Le Madjles (la chambre des députés) et le régime actuel, par leur opposition au projet d'emprunt en Russie, déjà réglé diplomatiquement, ne nous laissent aucun espoir et le renvoi du sieur Schuster doit être accompagné d'un changement de gouvernement. Il nous faut après cela un gouvernement ami et disposé à régler favorablement, et à nos intérêts, tous les litiges en cours » (4).

Si les plans russes ne réussirent pas complètement, les conséquences n'en furent pas moins très graves pour l'Iran. L'administration des finances, que Schuster venait à peine d'organiser, fut bientôt ruinée par Morhard, qui agissait au mieux des intérêts russes. En fait, sinon en droit, les autres conseillers étrangers du gouvernement durent être également « *personnae gratae* » auprès des deux légations russe et anglaise qui, de ce fait, auront barre sur eux et seront en mesure d'annihiler tous les efforts du gouvernement iranien tendant à la rénovation du pays.

(4) Livre orange russe, T. VII, p. 243, sq.

CHAPITRE IV

LA TENTATIVE DE RESTAURATION DE MOHAMED ALI

La pression russe exercée sur le gouvernement constitutionnel de l'Iran avait, nous l'avons déjà souligné, pour but de renverser ce gouvernement trop indépendant à l'égard des intérêts russes et de lui substituer un gouvernement absolutiste sous le contrôle russe. Le calcul du cabinet de Saint-Petersbourg était juste et le rétablissement du pouvoir absolu aurait servi ses intérêts si l'on considère que ce sont les Shahs absolus qui, par leurs folles dépenses, soustraites à tout contrôle de la nation, avaient permis la pénétration économique et financière de la Russie en Iran, pénétration au cours de laquelle les accords anglo-russes de 1907 ne devaient être aux yeux de la Russie qu'une étape, une pause précédant et facilitant la conquête d'avantages ultérieurs. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la Russie, en même temps qu'elle battait en brèche la souveraineté du gouvernement constitutionnel iranien, s'efforça de rétablir sur le trône Mohamed Ali Shah tout dévoué à ses intérêts.

Après son abdication, l'ex-Shah s'était retiré en Russie où il avait reçu un accueil empressé. C'est là qu'en 1911 il s'embarqua avec ses armes et ba-

gages sur un navire russe, accompagné par six officiers de la marine de guerre russe, traversa la Caspienne et débarqua le 18 juin 1911 sur la côte persane à Bender Djaz avec l'intention de marcher sur Téhéran. Dans ce but, avec l'aide morale et pécuniaire du gouvernement russe, il leva des bandes de mercenaires Turcamans, qui, tout aussitôt, s'empressèrent de dévaster le pays. En même temps, son frère Salared Dowleh s'emparait de Kermanshah et menaçait par les mêmes procédés l'Ouest de l'Iran. Enfin les Russes, de leur côté, envoyèrent en Perse, bien muni d'armes et d'argent, un chef de bandes rebelles Shoa Ed Dowleh, une créature de Mohamed Ali, et dont le gouvernement central avait, après la tentative du coup d'Etat de 1909, obtenu l'éloignement. Celui-ci s'installa à Tabriz et se déclara gouverneur de l'Azerbaïdjan au nom de son maître Mohamed Ali.

Désireux d'éviter toute effusion de sang, le gouvernement constitutionnel de Téhéran demanda l'intervention diplomatique et amicale de la Russie et de l'Angleterre. Mais ces deux puissances se retranchèrent derrière le principe de la non-intervention et déclarèrent vouloir pratiquer une politique de stricte neutralité. En fait, elles démentirent aussitôt cette affirmation en reconnaissant la qualité de belligérants aux partisans de l'ex-Shah, bien que ses bandes n'eussent pas d'autres buts de guerre que le pillage. Or, c'était leur donné un appui moral, des facilités matérielles et donc pratiquer une politique d'intervention ouverte. Il faut noter qu'auparavant déjà le gouvernement central, ayant voulu mettre un terme à l'agitation qu'entretenaient dans certaines provinces des partisans de l'ex-Shah, et auxquels, avant son départ, il avait laissé la défense de ses intérêts, avait voulu demander, après le dé-

part de ces agitateurs en Russie, leur extradition au gouvernement russe, mais le gouvernement anglais lui avait conseillé de n'en rien faire (1).

Si encore une fois l'Angleterre refusait son appui à l'Iran pour lutter contre les rebelles, cela ne veut pas dire qu'elle fût en parfait accord avec la Russie, mais son opposition ne pouvait s'exprimer ouvertement sans risquer de compromettre la politique d'alliance franco-anglo-russe. Aussi se contenta-t-elle de protestations voilées et s'attacha-t-elle à contrecarrer la politique russe en lui opposant des méthodes analogues. C'est ainsi que lorsque Shoa Ed Dowleh se proclama gouverneur de Tauris avec l'appui russe pour y préparer le ralliement à l'insurrection de Mohamed Ali Shah, l'Angleterre, tout en persistant à le considérer comme un rebelle accepta le fait accompli, c'est-à-dire sa nomination comme gouverneur de Tauris. Seulement pour faire pièce aux Russes et à leur créature, le gouvernement anglais imagina d'opposer à Shoa Ed Dowleh un ancien généralissime de Mohamed Ali Mirza, rallié au mouvement constitutionnel en 1910, le Cépahdar. Le gouvernement russe protesta d'ailleurs et fit valoir que le Cépahdar et ses partisans seraient un élément de trouble et de désordre dans la région, tandis que Shoa Ed Dowleh avait de l'autorité sur les tribus, était ami de l'ordre et qu'avec lui « on pouvait répondre des directions de la politique russe à Tauris ». Cependant, le gouvernement iranien inspiré par l'Angleterre, soutenait le Cépahdar, et protestait contre le maintien de Shoa Ed Dowleh au gouvernement général de Tauris, l'accusant de soulever les populations en faveur de l'ex-Shah, tan-

(1) Livre bleu britannique, 1912, p. 227 et 372.

dis que ses partisans se livraient au pillage des populations (2).

La question fut tranchée non par la voie diplomatique, mais par la défaite que les partisans du gouvernement régulier infligèrent aux bandes de Mohamed Ali Mirza.

La deuxième tentative russe d'intervention dans les affaires intérieures de l'Iran se terminait cette fois par un échec.

Un règlement définitif de la situation entre les puissances intéressées s'imposa alors. L'Angleterre en particulier voulait parer au danger d'une nouvelle tentative de restauration de Mohamed Ali Shah. Les négociations ne durèrent pas moins de trois mois, elles portaient sur les points suivants :

1° Donner à la crise persane une solution conforme à l'accord de 1907.

2° Trouver pour la Perse un gouvernement également favorable aux intérêts respectifs des deux puissances.

Concernant l'ex-Shah, l'Angleterre écarta toutes les propositions russes qui laissaient préjuger de son retour possible. En outre, il fallait trouver un successeur au Trésorier américain et mettre le gouvernement persan en mesure de rétablir l'ordre dans le pays. A ce dernier point de vue, l'Angleterre estimait qu'il fallait décharger le gouvernement persan de toute contribution de guerre et même qu'il convenait de lui consentir un gros emprunt. Finalement l'accord se fit sur la note du 18 février 1912 transmis au gouvernement de Téhéran par les deux légations russe et anglaise.

(2) Voir Demorgny, *op. cit.*

« L'Angleterre et la Russie avanceront à la Perse une somme de 200.000 livres, portant intérêt à 7 % l'an, garantie par les excédents de recettes douanières du Nord et du Sud et devant être remboursée sur le premier emprunt que conclurait le gouvernement persan. .

« Cette somme devra être employée sous le contrôle du Trésorier Général, d'accord avec le Conseil des ministres et avec l'approbation des deux légations ; Elle devra servir avant tout à organiser la gendarmerie gouvernementale avec le concours des officiers suédois déjà engagés par la Perse. En retour, la Perse se soumettra aux conditions suivantes :

« 1° Elle prendra pour base de sa politique l'entente anglo-russe de 1907 ;

« 2° Aussitôt après le départ de l'ex-Shah Mohamed Ali et de son frère Salared Dowleh, elle licenciera les troupes irrégulières qui combattent actuellement pour le gouvernement persan ;

« 3° La Perse entrera en pourparlers avec les représentants de l'Angleterre et de la Russie pour l'organisation d'une armée persane peu nombreuse ;

« 4° Elle accordera l'amnistie aux partisans de l'ex-Shah. »

A cet accord qui fut élaboré entre l'Angleterre et la Russie dans les conférences de Londres, la Perse demanda en vain à prendre part, puisque son existence même devait y être discutée. Il lui fut répondu qu'une des conditions essentielles mises par l'Angleterre et la Russie au départ de l'ex-Shah avait été l'engagement de principe pris par le gouvernement persan de se conformer aux stipulations de l'accord anglo-russe de 1907, moyennant quoi les deux puis-

sances envisageraient de lui venir en aide par des avances sur un gros emprunt en perspective, et qu'elle n'avait donc pas à participer directement aux travaux de la conférence de Londres. Pour être exact c'est la Russie qui prit l'initiative de poser la question de l'adhésion de la Perse à l'accord de 1907. L'Angleterre ayant fait des réserves sur l'opportunité de cette adhésion, le gouvernement russe déclara explicitement qu'il était prêt à réclamer seul cette adhésion et sous sa propre responsabilité. L'Angleterre objecta encore que la Perse ne considérerait peut-être pas son adhésion, étant donné les circonstances, comme libre et valable, mais sans fléchir la résolution russe.

La Perse adhéra, à la convention de 1907 et à la note de février 1912, par une déclaration signée de tous les ministres et approuvée par le régent à la date du 20 mars 1912 (3).

Il ne restait plus qu'à régler les modalités du départ de Mohamed Ali ; sa pension, sa résidence, le texte de l'engagement qu'on lui imposa de ne plus revenir en Perse, firent l'objet d'interminables discussions, elles allaient aboutir lorsque tous les efforts faillirent être ruinés par l'action des Consuls russes de Retsch et de Tauris. Les troupes russes stationnées dans ces localités ayant provoqué les populations, qui toujours s'étaient montrées fidèles au régime constitutionnel, des rixes éclatèrent et les Consuls à la faveur de ces incidents prétendirent remettre en question l'accord à peine réalisé sur le départ de Mohamed Ali et même les termes de la note du 18 février dont les exigences étaient à leurs yeux insuffisantes.

(3) Texte de l'adhésion persane dans Demorgny, p.14,sq.

L'Angleterre s'employa et réussit non sans peine à faire disjoindre la question et invita les Consuls russes à modérer leur zèle. Les pourparlers se terminèrent enfin le 12 mars 1912 et l'ex-Shah se retira à Bakou.

CONCLUSION

Depuis que l'Iran est entré en relations suivies avec la Russie, au cours du xvi^e siècle, depuis surtout que l'extension des grands empires a porté la souveraineté de la Russie et de l'Angleterre aux portes de la Perse, soit par l'annexion des petits Etats intermédiaires, soit par la colonisation d'immenses territoires longtemps restés sans maîtres, notre pays s'est vu pressé de toutes parts et dépouillé peu à peu de sa souveraineté effective. Il a occupé dans les traités qu'il a conclus une situation inférieure, une situation de vassal. Les sacrifices qu'il consentait, n'étaient compensés que par des promesses toujours éludées ; et cependant, malgré ces expériences malheureuses, l'Iran accumulait les conventions d'alliance, de commerce, d'amitié avec ses voisins. Mais nous comprenons qu'il y était obligé, car sa situation géographique entre ses deux puissants voisins le conduisait à mener cette politique périlleuse et traditionnelle des « états-tampons ». Il se servait des rivalités de l'Angleterre et de la Russie et s'appuyait sur l'une pour résister à l'autre ; mais l'équilibre était instable, il fallait sans cesse changer d'allié et chaque traité d'amitié se payait de quelques avantages et faveurs qui consacraient un nouveau démembrement du pays.

Dramatique situation des Etats faibles entre les Etats forts. Il faut payer très cher l'alliance d'un voisin contre l'autre, mais si cet autre attaque, l'allié

offre sa médiation ou, plus cyniquement, abandonne son faible partenaire. Le traité de paix qui suit la défaite apporte au vainqueur quelques riches provinces tandis que le faible vaincu, devant la trahison de son allié, recherche la protection du vainqueur. Elle lui sera libéralement accordée contre de substantiels avantages. Aussi l'Iran s'appauvrit-il, soit qu'il recherche des amitiés, soit qu'il affronte des ennemis. Ce jeu cruel a continué jusqu'à ce que les deux grands rivaux se soient, par leurs conquêtes, rapprochés à tel point que toute nouvelle victoire de l'un sur l'Iran aurait constitué une grave menace pour l'autre. C'est alors la politique du dépècement qui commence : Russie et Angleterre se partagent l'influence en Iran. Cependant les anciens rivaux ne se laisseront pas jouer, paisiblement, chacun de la portion qu'ils se sont octroyée. Chacun voudra prendre des avantages, et des points d'appui, mais on ne poursuit plus au ^{xx}^e siècle la lutte, ouvertement, comme au temps du Shah Abbas ; de nouveaux procédés tout aussi efficaces mais plus discrets que la guerre sont nés de la nouvelle structure politique du pays. En Iran, comme dans toutes les nations, le peuple prétend à une influence dans les affaires publiques ; dès lors, la division des citoyens en fractions adversaires s'étendra aussi à la Perse, et il sera facile à la Russie et à l'Angleterre d'avoir chacune un parti client soumis à leurs volontés. L'Iran ne subira plus de guerre étrangère mais il sera miné à l'intérieur par les émeutes et les révolutions. La conscience internationale était assez puissante pour mépriser les états forts qui n'auraient pas rougi de faire la guerre à des Etats infiniment moins peuplés et moins bien préparés ; aussi, ce détour hypocrite, qui consistait à affaiblir l'Iran de l'intérieur et qui, de plus, faisait remporter à l'Angleterre des victoires

sur la Russie et à la Russie des victoires sur l'Angleterre selon que le parti iranien, champion de l'une ou de l'autre puissance, avait écrasé son rival, ce détour hypocrite prenait toute son utilité en ce qu'il était aussi efficace que la guerre et que cependant il ne faisait pas perdre à l'Angleterre et à la Russie leur réputation de nations, justes, honnêtes, chevaleresques et pacifiques.

Que serait devenu notre malheureux pays si des besognes urgentes et graves n'avaient sollicité nos deux voisins. Ce n'est pas que la guerre mondiale ait été pour notre pays une période de calme. A ses frontières se heurtaient trois grands empires ennemis et, à plusieurs reprises, notre territoire servit de champ de bataille aux troupes turques contre les troupes de l'Entente ; mais la guerre a entraîné de profondes transformations dans la situation de nos voisins. L'orgueilleux empire des Tzars s'est écroulé. Son successeur, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques était trop faible lors de sa création pour reprendre à son compte la politique d'expansion en Perse ; mais il était de bonne politique de ne pas trop laisser voir à l'ancien vassal que c'était la faiblesse qui expliquait cette discrétion subite à l'égard des affaires intérieures de Perse. Il n'était d'ailleurs pas besoin de sonder très loin l'arsenal des idées maîtresses de la révolution pour que la Russie trouvât une raison supérieure à l'abandon de sa situation privilégiée en Perse ; et c'est par référence aux conceptions nouvelles des relations entre les peuples, qu'au traité de 1921, la Russie renonça formellement aux droits attentatoires à la liberté de l'Iran, qu'elle tenait des traités antérieurs.

Ainsi, l'immense Russie cessait pour la première fois depuis trois siècles, de peser sur la Perse,

mais cette profonde modification ne devait pas rester sans conséquences ; si l'Angleterre avait donné tant de soins pour maintenir et étendre son influence en Iran, c'était moins peut-être pour poursuivre un intérêt immédiat que pour contrebattre l'influence russe et pour créer devant les Indes un glacis sans cesse plus large. Puisque la Russie renonçait d'elle-même à son influence, était-il encore nécessaire pour l'Angleterre de défendre avec autant d'acharnement la sienne ? D'ailleurs même dans l'Inde, la situation de l'Angleterre n'était plus aussi forte et ce peuple de conditions nouvelles explique l'attitude plus réservée de l'autre grand empire voisin.

Mais avant tout si, aujourd'hui, l'Iran traite d'égal à égal avec ses voisins, si il joue un rôle dans le concert des Etats, si sa voix était entendue et écoutée à Genève au milieu des voix de toutes les autres nations réunies, elle le doit à l'œuvre de restauration vigoureusement entreprise par Sa Majesté Impériale Reza Shah Pahlavi, notre auguste souverain qui a mené à la victoire en 1921 le mouvement nationaliste.

Notre Empereur a fait de l'Iran un état pleinement indépendant et lui a rendu dans les traités une place égale à celle de ses co-contractants. Il est parvenu à ce beau résultat en menant une lutte farouche contre tout ce qui affaiblissait notre pays. Sous les dynasties précédentes d'origines étrangères, le gaspillage des deniers publics ouvraient aux états voisins une porte d'entrée dans notre pays. Trop souvent le Shah à bout de ressources empruntait à l'étranger pour ses propres besoins et il hypothéquait son empire. Puis quand le régime parlementaire réussit avec des complicités étrangères à prendre pied chez nous, ce furent les discordes des partis

maniés par les deux rivaux nos voisins, qui ouvrirent grand les portes à l'intervention étrangère.

Aujourd'hui notre empereur a jugulé les factions et les partis, mais son autorité absolue, il ne l'utilise que pour le bien commun de l'Empire et cette politique forte et nationale a rendu au Royaume de Darius et de Shahpour son indépendance et sa dignité.

Vu : *Le Doyen*,
G. RIPERT.

Vu : *Le Président*,
SCELLE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Doyen de la Faculté des Sciences
chargé des fonctions de Recteur
de l'Académie de Paris
• MAURAIN.

BIBLIOGRAPHIE

- AFSCHAR. — La politique européenne en Perse. Thèse, Berlin, 1921.
- AKBAR SIASSI. — La Perse au contact de l'Occident. Thèse, Paris, 1931.
- AMINI (A.). — L'institution du monopole du commerce extérieur en Perse. Thèse, Paris 1933.
- ANET (C.). — Feuilles persanes. Paris, 1924.
- ANET (C.). — La Perse et l'esprit persan.
- AUBIN. — La Perse d'aujourd'hui, 1908.
- BACK DE SURANY. — Essai sur la constitution persane. Thèse, Paris, 1914.
- BERARD (V.). — Révolution de la Perse : Les Provinces, les peuples, et le gouvernement du Roi des Rois, Paris 1910.
- DE BEYLIE. — L'Inde sera-t-elle russe ou anglaise ?
- BROWNE. — Le mouvement constitutionnel persan, 1924.
- CHARDIN (J.). — Voyages en Perses et autres lieux de l'Orient. Ed. 1883, 2 vol.
- CHARDIN. — Voyage en Perse. 3 volumes.
- MATINE DAFTARY. — La suppression des capitulations en Perse. Thèse, Paris, 1930.
- DARMESTETER. — Coup d'œil sur l'histoire de la Perse. Paris, E. Leroux, 1885.

DE MORGNY (G.). — La question persane et la guerre. La rivalité anglo-russe en Perse, Paris 1916.

DRIAULT. — La Politique orientale de Napoléon.

FEUVRIER (Dr.). — Souvenirs de la Cour de Perse. Ed. 1906, Paris.

Général GARDANNE. — Mission du Général Gardanne en Perse, Paris, 1865.

GOBINEAU (comte de). — Trois ans en Asie, de 1855 à 1858. 2 vol., Paris, 1922.

HOSUKE NAGASE. — Die Russische Politik in Asien.

HÜGO GROTHE. — Wanderungen in Persien.

JAUBERT (P.). — Voyage en Perse et en Arménie, fait en 1805-1806, Paris, Pelicier 1821.

JOURNAL OFFICIEL DE LA S.D.N., 1920.

Major JORCKVON WÄRTENBURG. — Pénétration russe en Asie.

KHÂLATBÂRY. — Traité de Sâad Abad. Thèse, Paris 1938.

KRAHMER. — Die Die Beziehungen Zivischen Russland ind Persien.

LE BRUN RENAUD. — La politique de la Perse au XIX^e siècle.

LITTEN. — Die Russischen unter Nehmungen in Persien.

LIVRE BLEU ANGLAIS, 1911.

LIVRE BLEU BRITANNIQUE, 1909.

LIVRE BLEU BRITANNIQUE, 1912.

LIVRE ORANGE RUSSE.

LORD CURZON. — Persia and the Persian question (2 vol., London, 1892).

- MAC NEIL. — Mémoires sur l'affaire d'Hérat.
- MALCOLM (Sir John) SAHËB BAHADOR. — Premier ouvrage sur l'Histoire de la Perse (Iran).
- MALCOLM (Sir J.). — Histoire de la Perse depuis les temps les plus anciens jusqu'à l'époque actuelle (1814). Traduction française par Benoist. 4 vol., Paris 1921.
- MALEK ESMAÏLI. — Thèse, Paris, 1936.
- MARTENS. — Causes célèbres du droit des gens.
- MARTENS. — Recueil des traités et suppléments.
- MILIOUKOV-SEIGNOBOS-EISENMANN. — Histoire de Russie, en 3 volumes.
- MESBAH ZADEH. — La politique de l'Iran dans la S.D.N. Thèse 1934.
- NAVAÏ HOSSEIN. — Les relations commerciales irano-russes, Paris, 1935.
- NAZÉMOL-ESLAMÉ KERMANI. — Premier ouvrage : L'Histoire de la constitution monarchique de la Perse (Iran).
- NEUMANN. — Russland and Tcherkissen.
- PARVIZ KHAN KAZÉMI. — Le commerce extérieur de la Perse. Paris, 1930.
- POIDBARD (Al.). — Au carrefour des routes de Perse. Paris, 1923.
- QUADFLIEG. — Die Russische Expansions Politik in Asien.
- RECLUS. — La Perse. Géographie. Neuchâtel, 1899.
- Docteur ROUIRE. — La pénétration anglo-russe au XIX^e siècle en Asie.
- SADJADY. — Les principes du régime parlementaire en Perse. Thèse, Paris 1933.

SCHÖN. — Über die Ziele Russlands in Asien.

M. SCHUSTER. — The Struggling of Persia.

TAVERNIER (J.-B.). — Voyage en Perse et description de ce royaume. Ed. Paris, 1930.

THARAMET (A.). — La Perse modernisée. Paris, 1933.

THIEURY (J.). — Document pour servir à l'histoire des relations entre la France et la Perse, 1866.

VADALA. — Le Golfe Persique.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉLIMINAIRES

CHAPITRE PREMIER. — <i>La place de l'Iran dans la politique orientale de la Russie</i>	13
--	----

CHAPITRE II. — <i>La naissance des relations politiques irano-russes et leur développement jusqu'à Pierre le Grand (1474-1722)</i>	31
--	----

PREMIÈRE PARTIE

LA PÉRIODE DE LA CONQUÊTE ARMÉE DE L'IRAN PAR LA RUSSIE (1722-1828)

CHAPITRE PREMIER. — <i>De l'alliance russo-persane (1722) au traité de Retsch (1735)</i>	47
--	----

CHAPITRE II. — <i>Les conquêtes de Catherine en Iran et l'annexion de la Géorgie (du traité de Retsch à 1800)</i>	57
---	----

CHAPITRE III. — <i>L'Iran dans le conflit anglo-franco-russe et la paix de Golestan (1801-1813)</i>	73
---	----

CHAPITRE IV. — <i>Les victoires définitives de la Russie sur l'Iran et le traité de Torkamantchâi</i> (1813-1828)	91
---	----

DEUXIÈME PARTIE

L'UTILISATION MILITAIRE DE L'IRAN PAR LA RUSSIE CONTRE LA GRANDE-BRETAGNE (1828-1857)

CHAPITRE PREMIER	III
----------------------------	-----

CHAPITRE II. — <i>La rivalité anglo-russe et les expéditions persanes contre l'Afghanistan</i> (1828-1837 et 1837-1857)	115
---	-----

TROISIÈME PARTIE

LA PÉRIODE DE PÉNÉTRATION PSYCHOLOGIQUE ET D'ANNEXION PACIFIQUE (1857-1907)

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'emprise économique de la Russie sur l'Iran</i> (1857-1903)	129
---	-----

CHAPITRE II. — <i>Le partage d'influence en Iran entre la Russie et l'Angleterre</i> (1903-1907)	145
--	-----

QUATRIÈME PARTIE

L'INTERVENTION RUSSÉ DANS LES AFFAIRES INTÉRIEURES DE L'IRAN (1907-1914)

CHAPITRE PREMIER	161
----------------------------	-----

CHAPITRE II. — <i>L'immixtion russe dans le mouvement constitutionnel persan</i>	165
CHAPITRE III. — <i>L'incident Schuster</i>	175
CHAPITRE IV. — <i>La tentative de restauration de Mo-hamed Ali</i>	183
CONCLUSIONS	191
BIBLIOGRAPHIE	197

